



Mesurer l'Impact du Fonds Social Urbain

Analyse comparée de l'évolution
socio-économique des communes de
Kisenso et de Kimbanseke
de 2002 à 2005

Claudine Tshimanga **Mbuyi**
Tom **De Herdt**
Christian **Kamavu**

Sous la direction de
Tom **De Herdt** et Stefaan **Marysse**



Université
d'Anvers



INSTITUT DE POLITIQUE ET DE GESTION
DU DEVELOPPEMENT



**Vous êtes invités à commentarier ce cahier.
Veuillez contacter les auteurs à <priva_tshimanga@yahoo.fr>,
<kamavu@yahoo.fr> ou <tom.deherdt@ua.ac.be>**

***Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en -Beheer
Institute of Development Policy and Management
Institut de Politique et de Gestion du Développement
Instituto de Política y Gestión del Desarrollo***

**Venusstraat 35, B-2000 Antwerpen
België - Belgium - Belgique - Bélgica**

**Tel: +32 (0)3 220 49 98
Fax: +32 (0)3 220 44 81
e-mail: dev@ua.ac.be**

<http://www.ua.ac.be/dev>



DOCUMENT DE TRAVAIL / 2006.01

Mesurer l'Impact du Fonds Social Urbain

**Analyse comparée de l'évolution
socio-economique des communes de
Kisenso et de Kimbanseke
de 2002 à 2005**

Claudine Tshimanga **Mbuyi**
Tom **De Herdt**
Christian **Kamavu**

Sous la direction de
Tom **De Herdt** et Stefaan **Marysse**

Janvier 2006

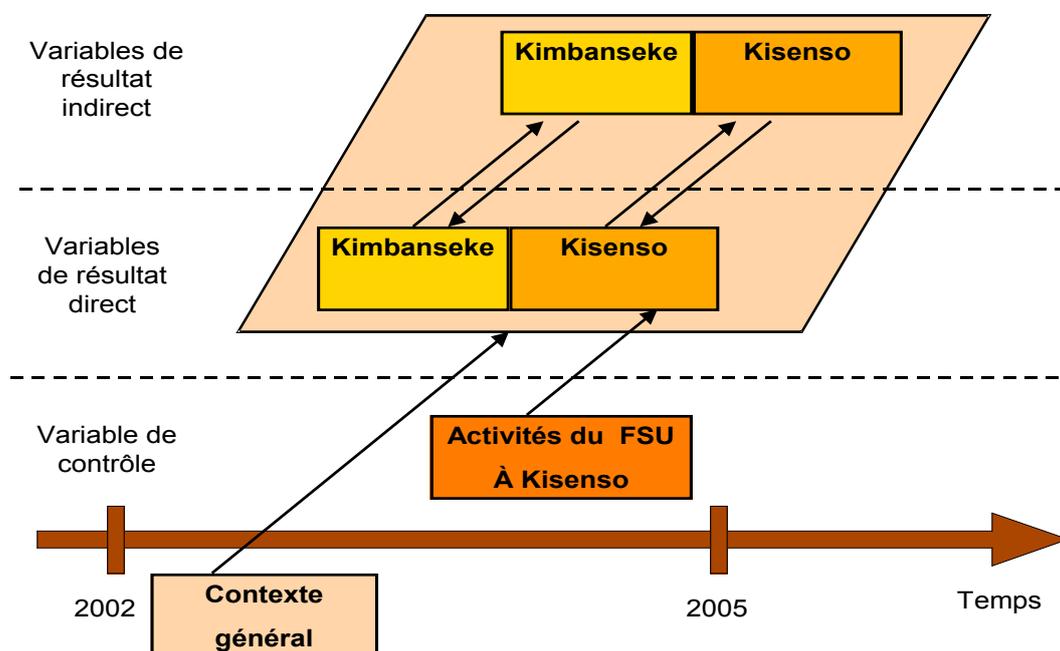
Observatoire d'Economie Politique et de Développement Humain
IOB-FED/FCK

Etude réalisée sur demande de la Coopération Technique Belge
(Projet Fonds Social Urbain)

RESUME ET CONCLUSIONS

Ce rapport clôture un cycle d'études autour d'une intervention de lutte contre la pauvreté dans la commune de Kisenso, une des communes les plus pauvres de la capitale de la RDC. Il a débuté par une étude sur la pauvreté urbaine, au milieu des années '90, qui a débouché sur la proposition de créer des initiatives du type Fonds Social Urbain. Les enquêtes menées en 2002, juste avant le démarrage du FSU, et en 2005, quelques mois avant la fin de la phase pilote du FSU, viennent clôturer ce cycle. La présente étude vise donc en premier lieu à mesurer l'impact de l'initiative. En grandes lignes, la logique de la recherche a été présentée dans le schéma ci-dessous.

Présentation schématique de la grande structure de causalité



Le modèle de recherche a été conçu de manière à savoir mesurer l'impact des activités déployées par le FSU à Kisenso. Nous avons enquêté également dans deux quartiers de la zone de Kimbanseke, des quartiers où les conditions de vie sont à première vue fort semblables à celles qu'on trouve à Kisenso. Supposant que le contexte général ait un impact sur les deux communes, c'est dans la différence entre Kisenso et Kimbanseke sur les différents variables de résultat qu'on pourra donc voir l'impact des activités réalisées par le FSU.

Quant aux variables de résultat, nous avons en premier lieu pris en compte les indicateurs pertinents de la liste des indicateurs retenus pour évaluer la réalisation des Objectifs du Millénaire du Développement. Les OMD reflètent le caractère multidimensionnel de la pauvreté –ou du bien-être. Bien qu'ils n'incluent qu'une sélection de quelques dimensions, et bien que la discussion autour de l'opérationnalisation des dimensions en indicateurs spécifiques n'ait pas été fermée, l'actuelle liste des OMD est d'importance tant qu'elle reflète un consensus international sur ce sujet. Dans notre rapport, ces indicateurs 'finaux' du processus de développement ont été complétés par des indicateurs du 'capital social', qui visent à refléter un niveau 'intermédiaire' de variables plutôt instrumentales

pour *réaliser* le développement. Enfin, à un niveau encore plus spécifique, le rapport renseigne aussi sur des variables qui essaient de capturer les perceptions qu'ont les gens des activités

Le schéma causal suggère aussi d'introduire encore une distinction entre les variables de résultat *directement* liées aux activités déployées par le FSU, et les variables influencées seulement de manière *indirecte*. Ainsi, nous pouvons p. ex. supposer que les investissements de la part du FSU dans l'approvisionnement en eau ou dans la réhabilitation des écoles ont des effets beaucoup plus significatifs dans les indicateurs de l'accès à l'eau ou de la scolarisation, tandis que des indicateurs comme la pauvreté monétaire ou la malnutrition infantile ne sont affectés que de manière beaucoup plus indirecte, ou à plus long terme.

Résultats

1. Le contexte général de Kinshasa pendant la période 2002-2005 peut être caractérisé comme relativement stable sur le plan militaire, politique, économique et social. Sur le plan militaire, Kinshasa ne vit plus directement la guerre comme en août-septembre 1998. Sur le plan politique, des accords de paix ont été signés en mai 2003 qui symbolisent la volonté de la classe politique de se mettre ensemble et la volonté de la communauté internationale d'appuyer le processus de paix et de démocratisation. Sur le plan économique, cette stabilité se traduit par une reprise de la croissance économique depuis 2002 ainsi que par une croissance du revenu par habitant depuis 2003: une situation que le Congo n'avait plus vécu depuis le début des années '80.

Cette situation n'est pas seulement visible dans les statistiques macro-économiques, elle se lit aussi dans nos enquêtes budgétaires, qui rapportent une croissance des dépenses ménagères et dépenses par personne dans les environs du 5-6% (tableau 7.3.). Cette croissance se confirme aussi dans les indicateurs du développement humain par excellence, la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale (graphiques 4.1. et 4.5.). En même temps, cependant, on peut apprécier comment nos mesures du capital social reflètent une détérioration de l'infrastructure sociale du développement : Si, en 2002, la population semblait encore trouver une consolation dans les églises, selon nos enquêtes ce facteur est en diminution (graphique 6.1), et il en résulte entre autres une évaporation des structures d'entraide (6.4.2). On ne compte de plus en plus que sur l'*Efoperso*, l'effort personnel, semblerait-il.

Tableau Synthétique des Indicateurs Sélectionnes sur base des Objectifs du Millenaire du Développement

OBJECTIFS	INDICATEURS	KISENSO		KIMBANSEKE	
		2002	2005	2002	2005
1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim	1. Incidence de la pauvreté	57%	55%	64%	60%
	2. Déficit de pauvreté (us\$)	122	118	137	127
	3. Prévalence de la malnutrition de moins de 5 ans (Modérée et sévère)				
	- Malnutrition chronique (taille pour âge)	33,4%	26,5%	39,3%	26,2%
	- Malnutrition aiguë (poids pour taille)	14,7%	18,6%	11,6%	19,7%
	- Insuffisance pondérale (poids pour âge)	33,8%	28,5%	31,2%	30,5%
2. Assurer l'éducation primaire pour tous	1. Taux net de scolarisation au primaire (6 à 11 ans)	70,6%	79,2%	73,0%	79,1%
	2. Proportion d'élèves de la 1 ^{ère} année primaire par rapport la cinquième	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	3. Proportion des 15 à 24 ans sans niveau d'étude ¹	24,4%	21,5%	30,2%	29,5%
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	1. Ratio filles/garçons en primaire et secondaire				
	- Primaire (6-11 ans)	1,10	1,15	1,05	0,886
	- Secondaire (13 à 24 ans)	1,08	0,91	1,3	1,02
	2. catégrprie de 15-24 ans sans niveau d'instruction ² - Femmes	28,8%	24,0%	33,3%	26,8%
	- Hommes	19,8%	18,8%	26,3%	32,8%
	3. Pourcentage de salariés dans le secteur non agricole qui sont femmes	47,6%	47,2%	44,6%	50%
4. Réduire la mortalité infantile	1. Proportion des enfants de 12 à 23 mois contre la rougeole	90,8%	95,5%	77,8%	88,0%
5. Améliorer la santé maternelle	1. Taux de mortalité maternelle	0,04% ³	---	---	---
	2. Pourcentage de femmes ayant suivi un contrôle prénatal	90,2%	88,6%	81,3%	93,9%
	3. Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15-24 ans	0,56% ⁴		---	---
6. Assurer un environnement durable	1. Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau meilleure ⁵				
	- Accès à une eau de qualité	68,4%	81,5%	58,6%	54,5%
	- Accès facile à l'eau	64,1%	77,1%	46,9%	45,7%
	2. Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement				
	- Présence érosion	---	53,9%	---	52,5%
	- Lutte anti-érosive	---	82,7%	---	20,0%
	- Bassin de rétention d'eau sur avenue	---	32,8%	---	12,1%
- Bassin de rétention d'eau sur parcelle	---	44,2%	---	16,2%	
	3. Proportion des ménages ayant accès à la sécurité d'occupation des logements				
	Propriétaires	63,1%	66,3%	56,8%	67%
	Usufruitiers famille	13,6%	10,1%	15,8%	6,0%
7. Autres indicateurs	1. Nombre de téléphones portables par ménage				
	Aucun	90%	63%	95%	63%
	- Moyenne de portable par ménage	---	0,51	---	0,34
8. Capital social	Groupe - Membre d'au moins un groupe	50,2%	33,4%	41,9%	36,8%
	- Groupe religieux	42,2%	29,1%	34,4%	32,1%
	Réseaux - Premier contacté (membre + famille)	80,3%	74,6%	78,4%	85,8%
	Confiance				
	Même quartier	47,2%	51,2%	42,4%	62,0%
	Police	33,1%	36,4%	34,4%	41,0%
	Agents de commune	13,1%	17,2%	12,2%	8,0%
	Action collective				
	Participation action communautaire	63%	27%	51%	10%
	Existence d'ONG	39%	72%	14%	22%
	Cohésion sociale - conflit et violence (communauté violente)	14%	22%	45%	27%
	Bien-être - Heureux	65%	75%	62%	61%
	- Ménage pauvre	33%	29%	34%	44%
Actions prioritaires					
- Bonne gouvernance (Politique, Economie et sécurité)	59%	65%	67%	68%	

¹ Les enquêtes n'ont pas pu renseigner sur le niveau d'alphabétisation des jeunes, d'où le choix de retenir l'indicateur sans niveau d'étude pour obtenir une approximation.

² Idem

³ Source : Bureau central de la Zone de Santé

⁴ Maternité Esengo sur une année de dépistage

⁵ Nous allons faire cette analyse sur base de l'accès facile à l'eau.

2. Quant aux perceptions que les gens ont des activités du FSU, les résultats sont systématiquement encourageants. A Kisenso, on reconnaît beaucoup plus qu'avant l'existence des ONGs, et on leur attribue un impact très positif, par rapport à Kimbanseke (6.4.3.). Plus spécifiquement, les enquêtés apprécient les actions menées dans le domaine de la lutte anti-érosive. Les activités du FSU ont dans doute contribuées à contenir la situation à son niveau de 2002 tandis que cette situation s'est encore détériorée à Kimbanseke (tableau 2.1.). Finalement, les actions de renforcement de capacités menées en faveur de l'administration locale à Kisenso ont probablement amélioré la perception de la population sur ses représentants, amélioration non observée à Kimbanseke.

3. Parmi les variables de résultat directes, nous prenons en considération celles sur l'eau et à l'éducation. Sur le plan de l'approvisionnement en eau, il faut signaler que les habitants des quartiers excentriques de la capitale se trouvent aussi au bout du réseau de tuyaux qui les lie avec le reste de la ville, mais c'est un lien qui devient de plus en plus symbolique, certainement à Kimbanseke, où à peine 3% utilise encore le robinet. Désormais, l'approvisionnement en eau se fait dans des sources publiques. Le rôle joué par le FSU- et par d'autres intervenants- pour garantir l'accès de la population de Kisenso à une eau de qualité et d'accès facile est très clairement visible. Les données sur l'eau révèlent aussi que l'approvisionnement d'un quartier en eau n'est pas qu'une opération technique, c'est aussi le résultat de négociations autour de la forme de gestion des bornes publiques –comme en témoigne l'exemple à contrario du quartier Kabila (2.2.2.4.).

4. Les indicateurs reflétant la scolarisation des enfants peuvent être considérés également parmi les variables de résultat directes, étant donné qu'une bonne partie des travaux publics financés par le FSU s'est focalisée sur la réhabilitation des écoles. L'étude combine des données rassemblées au niveau des ménages (chapitre 3) avec des données rassemblées au niveau des écoles et de la représentation du ministère d'Education (chapitre 4). On peut apprécier une amélioration significative du taux net de scolarisation des enfants âgés 6-11 ans, *plus qu'à Kimbanseke* (graphique 3.1, tableau 4.4.) L'amélioration générale de la situation économique signale sans doute que les parents ont plus de possibilités pour envoyer leurs enfants à l'école, mais le FSU réalise une valeur ajoutée du côté de l'offre. Le phénomène se reflète aussi dans une augmentation beaucoup plus importante de l'effectif d'élèves dans les écoles réhabilitées en comparaison avec les écoles non-réhabilitées (tableau 4.4.).

D'un autre côté, nous devons souligner que la contribution du FSU ne représente qu'une seule pièce dans le puzzle complexe à résoudre pour atteindre l'éducation pour tous. Du côté de l'offre scolaire, il sied de noter la diminution de l'offre scolaire (pour problèmes de gestion ?) au niveau du secondaire à Kisenso –néanmoins une augmentation à Kimbanseke. Dans la même catégorie, la grève des enseignants en vue d'obtenir des meilleurs conditions de travail, grève en cours au moment où nous écrivons ce texte, signale une autre *sine qua non* qui dépasse le niveau du FSU mais dont l'issue détermine néanmoins les résultats sur le terrain à Kisenso. Du côté de la demande, du travail additionnel reste à faire sur l'accès inégal au système scolaire. Les résultats présentés dans le rapport sur les abandons scolaires au cours de l'année (une variable qui a augmenté encore entre 2002-2005) indiquent l'urgence des recherches additionnelles sur ce point, et, probablement, des interventions politiques additionnelles.

5. Est-ce que le FSU a su réaliser aussi un impact sur des indicateurs de développement qui n'ont pas de lien direct avec les activités du projet ? Ici, l'évidence est plus difficile,

les enquêtes représentatives sont peut-être un instrument trop brut pour refléter l'effet de l'initiative. Ainsi p. ex. on note une amélioration systématique dans les indicateurs des dépenses ménagers, et une amélioration systématiquement plus élevée à Kisenso qu'à Kimbanseke, sauf dans l'indicateur des dépenses par personne. Le même vaut pour les données sur la malnutrition : la malnutrition chronique ainsi que l'insuffisance pondérale montrent une tendance systématique à la baisse, mais ils donnent un résultat mixte en ce qui concerne l'avantage ou non de Kisenso sur Kimbanseke.

L'évidence est aussi mixte (mais peu précise) en ce qui concerne l'impact sur la distribution du revenu. Les graphiques 7.3. et 7.4. suggèrent une légère progression, c. à-d. que les plus pauvres semblent avoir pu capter la plupart de la croissance économique à Kisenso. Cependant, l'égalisation des revenus est encore plus prononcée à Kimbanseke. Comparez aussi les données sur l'incidence et le déficit de pauvreté dans les deux communes (tableau ci-dessus) : le pourcentage de pauvres et le déficit de pauvreté diminuent, mais moins qu'à Kimbanseke. Des recherches ultérieures doivent approfondir ce point, surtout en essayant d'isoler l'effet du FSU d'autres facteurs d'influence. Toutefois, il sied de signaler que s'il y a assez peu d'indices que les activités du FSU ont eu un effet progressif sur la distribution de revenus à l'*intérieur* de Kisenso, prenant en considération la pauvreté généralisée de Kisenso par rapport à d'autres communes de Kinshasa, il est probable que le FSU a eu un impact progressif sur l'inégalité dans la capitale.

Limites de la recherche et défis pour le futur.

Les détails méthodologiques qui ont été mentionnés dans le document montrent combien nous sommes conscients des limites de l'étude. Le processus d'organisation d'une enquête représentative comprend un nombre de pas qui, chacun comporte ces propres risques de faire glisser des sources d'imprécision dans l'ensemble de l'information récoltable. Nous avons essayé d'en rendre compte dans la présentation des résultats, risquant peut-être que la lecture du document devienne parfois un peu technique.

Plus particulièrement, il ressort aussi du document que le schéma causal comme élaboré ci-dessous n'est sans doute qu'une simplification. En fait, il serait erroné de considérer les deux quartiers de Kimbanseke juste comme un 'groupe de contrôle', similaire à Kisenso sauf pour les activités du FSU. D'abord, il s'est avéré que déjà en 2002, ces deux quartiers étaient différents par le fait qu'il n'y avait pas de réseau électrique à Kimbanseke. Ensuite, Kimbanseke connaît sa propre évolution. Parmi les différentes initiatives, il faut certainement mentionner les actions de réduction du banditisme –qui ont un effet direct sur l'amélioration de la confiance envers la police (6.3). Enfin, de nombreuses initiatives ont été prises aussi par d'autres acteurs à Kisenso –et de cette façon, nous pourrions *surestimer* l'importance de ce seul acteur.

Parmi les grands défis à réaliser, nous pouvons noter

la construction des modèles causales qui savent expliquer l'évolution dans les données et identifier les déterminants, dans le contexte de Kisenso, de quelques variables clés comme la scolarisation, la malnutrition, l'accès à l'eau, etc. Par-ci, par-là, quelques corrélations ont déjà été explorés, mais ce travail doit encore approfondi sérieusement.

En parti, l'échantillon de 2005 contient les mêmes ménages que l'échantillon de 2002. Ce qui ouvre une piste alternative de recherche, notamment sur l'explication de l'évolution des mêmes ménages dans le temps.

Ensemble avec les enquêtes représentatives, nous avons menés des enquêtes auprès des ménages qui hébergeaient un travailleur HIMO. Une comparaison du profil de ces ménages avec le profil des ménages de l'échantillon représentatif nous informera plus entre autres sur la question mentionnée ci-dessus de la progressivité des activités du FSU. Une réponse plus précise sur cette question ne pourra venir, croyons-nous, d'une approche plutôt qualitative qui sait identifier la manière dont les activités du FSU s'articulent avec des pratiques locales c'est-à-d. la manière dont le FSU reproduit et modifie les rapports de pouvoir inégal au sein de la commune.

Quant à l'éducation, il y a des opportunités pour approfondir la combinaison des données de l'enquête représentative et d'autres données en provenance des écoles comme source d'information et unité d'analyse. En plus et de forme complémentaire, il serait intéressant de comprendre certaines évolutions et dynamiques plutôt de manière qualitative (p. ex. les raisons de la diminution de la scolarisation au niveau de l'école secondaire).

Les thèses de doctorat qui se préparent en ce moment au sein de l'Observatoire pourront certainement servir comme une bonne excuse pour faire des pas en avant sur chacun de ces points.

Remerciements

Les enquêtes effectuées en 2002 ont permis de récolter des données sur 301 ménages et 2.096 habitants de la commune de Kisenso repartis dans 17 quartiers que compte cette commune et sur 99 ménages et 741 habitants des deux quartiers de la commune de Kimbanseke. Celles de 2005 ont permis de récolter des données sur 297 ménages et 2261 habitants à Kisenso et sur 100 ménages et 686 habitants des deux quartiers retenus à Kimbanseke

Le travail ainsi réalisé est le fruit d'une collaboration intense à différents niveaux, nous tenons ici à remercier toutes les équipes qui nous ont permis de récolter les informations sur le terrain (bureau de commune, bureaux du quartier, bureau central de la zone de santé de Kisenso, les maternités Esengo et Ste. Ambroise, UODEKI, PRONANUT).

Plusieurs personnes ont lu une première version de ce texte. Nous remercions surtout Erwin Dickens et prof. Lelo Nzuzi pour leurs remarques.

Ces enquêtes très lourdes n'auraient pas pu être réalisées sans moyen financier, nous profitons de cette occasion pour remercier le FSU, le VLIR et l'Université d'Anvers qui ont contribué financièrement à la réalisation de ces enquêtes.

La Faculté d'Economie et Développement ne cesse, elle non plus de contribuer à la réalisation de ces recherches, elle nous apporte un soutien technique et humain sans lequel les enquêtes réalisées auraient fait face à des obstacles de coordination très sérieux, nos remerciements vont donc à travers le Prof. Frère Lukoki - Doyen de la FED - à toute cette institution.

Tom De Herdt
Claudine Tshimanga.

TABLE DES MATIERES

Résumé et conclusions 3

1. Termes de référence et cadre méthodologique 10

2. Cadre et qualite de vie des menages 14

3. Education 27

4. Impact de la rehabilitation des ecoles 34

5 Sante 42

6. Capital social 51

7. Emploi et estimation de la pauvreté 59

Bibliographie 68

Annexes 71

1. TERMES DE RÉFÉRENCE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Le constat d'une certaine concentration de la pauvreté en zones excentriques a conduit à la mise en place d'un système de renforcement des capacités dans l'une de ces zones et principalement dans la commune de Kisenso, système de renforcement des capacités dénommé **Fonds Social Urbain** (FSU). Fonds Social urbain qui a pour but " *d'alléger temporairement la misère des personnes les plus touchées par la crise à travers le financement des travaux publics intensifs en main-d'œuvre et de renforcer les capacités organisationnelles des institutions locales grâce à la collaboration entre les différentes communautés, associations, communes, ONG et entreprises participant au programme* " du Fonds. L'initiative fût financée par la Coopération Technique Belge (CTB) et organisé en étroite collaboration avec les autorités de la Ville de Kinshasa.

La présente analyse se base surtout sur des enquêtes organisées en mars 2002 et en mars 2005 dans l'ensemble de la commune de Kisenso ainsi que dans deux quartiers de la commune de Kimbanseke, en vue de procéder à une étude comparative de l'évolution de la situation socio-économique, anthropométrique et infrastructurelle de ces deux milieux avant et après la mise en œuvre effective de la première phase du *Fonds Social Urbain* à Kisenso. La nécessité d'une évaluation future de l'impact du Fonds sur le relèvement du niveau de vie de la population ciblée avait motivé le recours à un groupe de contrôle, groupe de contrôle qui devait être constitué de quelques quartiers d'une autre commune excentrique présentant plus ou moins des caractéristiques infrastructurelles similaires à celles de la commune de Kisenso et dans lesquelles aucune intervention d'une envergure aussi importante que le FSU n'est réalisée. Notre choix s'était dès lors porté sur deux quartiers de la commune de Kimbanseke, les quartiers Luebo et Mokali.

L'élaboration et l'analyse des enquêtes a été réalisé par une équipe de chercheurs Belgo-Congolais réuni dans l'Observatoire d'Economie Politique et de Développement Humain. Pour les deux périodes de recherche, nous avons pu travailler avec le concours financier du BTC/FSU, du Vlaamse Interuniversitaire Raad, de la Fondation Universitaire de la Coopération au Développement (USOS), Université d'Anvers, de l'Institut de Politiques et de Gestion du Développement (IPGD), Université d'Anvers et de la Faculté d'Economie et Développement, Facultés Catholiques de Kinshasa, institution-hôte de l'observatoire.

1.1. Collecte Et Analyse Des Donnees

Le présent document est une analyse des résultats d'enquêtes socio-économiques et anthropométriques effectuées en mars 2002 et de mars-avril 2005. Principalement axée sur l'analyse de l'évolution des conditions de vie des ménages de Kisenso et de Kimbanseke, l'analyse s'articule autour des points suivants :

- Caractéristiques socio-démographiques
- Cadre et qualité de vie des ménages
- Education
- Impact de la réhabilitation des infrastructures scolaires à Kisenso
- Santé
- Emploi et estimation de la pauvreté

La grande partie de notre recherche s'est focalisée sur des entretiens structurés avec des ménages. L'information fournie par les enquêtes ménagers a été complétée, en fonction du besoin avec d'autres techniques comme l'observation⁶, les documents officielles, l'analyse d'anciennes données et des entretiens avec quelques acteurs-clés⁷.

a. Questionnaire d'enquêtes

Notre questionnaire d'enquête socio-économique et anthropométrique comportait différentes questions sur les thèmes suivants :

- | | |
|---|--------------------------|
| · Informations générales | · Composition familiale |
| · Cadre de vie et qualité des logements | · Education |
| · Eau et électricité | · Santé |
| · Jardinage et élevage | · Travail rémunéré |
| · Autres ménages sur la parcelle | · Organisation du ménage |
| · Historique du logement | · Capital social |

Hormis le questionnaire, les enquêteurs avaient en leur possession, les éléments suivants :

- une note explicative sur les ménages
- une liste des parcelles à enquêter
- un ordre de mission approuvé par les Bourgmestres des communes.

b. Formation

Afin d'obtenir des informations fiables sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 6 ans, informations très utiles pour l'aspect anthropométrique de notre recherche, nous avons choisi de recourir aux professionnels de la nutrition comme enquêteurs. Nous avons donc travaillé avec les professionnels du Programme National de Nutrition (PRONANUT), professionnels formés et compétents dans le mesurage anthropométrique. Mesurage qui nous a permis sur base de l'évaluation du taux de malnutrition de cerner le niveau de pauvreté dans les groupes analysés.

⁶ L'observation doit être prise dans son sens large. Il ne s'agit pas seulement de voir, mieux de regarder. Il s'agit aussi d'entendre mieux d'écouter(...). Il s'agit aussi même de prendre conscience des sentiments qui peuvent imprégner ceux qui, par exemple participent à une réunion, assistent à un spectacle. (Minon 1957, p.19-20)

⁷ Une enquête par entretien est une enquête au cours de laquelle on administre à une population choisie, ou à un échantillon représentatif de cette population, des questionnaires préparés à l'avance. (Caplow 1970, p. 203)

Avant l'organisation proprement dite des enquêtes qui ont eu lieu durant tout le mois de mars 2002 et de mars-avril 2005, il était impérieux de procéder à la formation des enquêteurs retenus en vue de leur transmettre le thème général de la recherche, son objectif ainsi que l'essence des différentes questions. Réalisée en janvier 2002⁸ et en mars 2005⁹, la formation comportait aussi l'organisation d'une pré-enquête afin de permettre non seulement aux enquêteurs de mieux se familiariser avec les questionnaires mais aussi afin de nous permettre de mieux apprécier la compréhension du questionnaire par les enquêteurs et par les enquêtés.

Le malaise noté auprès des répondants, durant la pré-enquête¹⁰, face aux questions à caractère politique nous avait conduit à réaménager le questionnaire en enlevant ou en reformulant ces types de questions.

c. Déploiement sur le terrain

Un contact permanent était maintenu entre les enquêteurs et la coordination durant toute la période des enquêtes afin de faciliter la coordination d'actions.

d. Difficultés rencontrées¹¹

Hormis les difficultés décelées en 2002, il convient de relever pour l'enquête de 2005 le fait que :

- Certains ménages enquêtés en 2002 avaient déménagé, la difficulté de les retrouver avait conduit à leur remplacement.
- Certains parents refusaient que les mesures anthropométriques soient faites sur les enfants
- Les enfants étaient absents du ménage la journée
- Certains ménages ne donnaient pas les informations vraies sur la rémunération ou les dépenses

Avant l'analyse proprement dite, les données récoltées sont passées par plusieurs étapes afin d'en garantir la qualité, il s'agit notamment :

- du contrôle des questionnaires reçus
- de l'encodage
- du nettoyage des données encodées.

L'encodage des données a été effectué sur deux bases de données (ménages et individus) faites en SPSS. Toutes les productions statistiques (fréquences, tableaux croisés, Khi carré, moyennes, écart-type, minima et maxima) ont-elles aussi été effectuées à l'aide de ce logiciel. L'Epi-info a été utilisé principalement pour effectuer les différents calculs anthropométriques.

⁸ La formation a été organisée par Tshimanga C., De Herdt T. et Marysse S.

⁹ La formation a été organisée par Tshimanga C. et De Herdt T.

¹⁰ La pré-enquête avait été organisée du 25-26 janvier 2002 et avait touché 18 ménages.

¹¹ Cfr Rapport d'enquêtes (octobre 2003)

1.2. Echantillonnage¹²

1.2.1. Taille de l'échantillon¹³

Partant de la méthode de Fink (1985), la représentativité de notre échantillon est déjà garantie avec une taille de l'échantillon de 96 ménages. Néanmoins, afin d'accroître davantage cette représentativité, nous avons jugé utile plutôt que de nous limiter à ce niveau que nous prenons comme seuil, d'élargir notre échantillon et ainsi réduire l'erreur. Notre enquête a donc porté sur 400 ménages en 2002 (301 à Kisenso et 99 pour les 2 quartiers retenus de Kimbanseke) et sur 397 en 2005 (avec respectivement 297 et 100).

1.2.2. Techniques d'échantillonnage

Etant donné, comme nous l'avons déjà spécifié précédemment, que notre enquête socio-économique et anthropométrique devait toucher l'ensemble de la commune de Kisenso. Le premier travail réalisé avait consisté en une recherche d'informations sur les différents quartiers ainsi que sur leurs populations auprès des bureaux du quartier. Travail qui nous a permis, sur base d'informations obtenues, de mieux comprendre l'organisation de la commune.

Concomitamment à ce travail direct de recherche d'informations, nous avons procédé au mois de décembre 2001 à un recensement dans la commune de Kisenso, recensement découlant sur la réalisation d'une carte de la commune nous renseignant sur les intervalles de numéro par rue, les limites des quartiers, les noms des avenues, les points d'érosions, les zones vertes, les zones habitées, etc. Ce recensement a bénéficié de la participation active, aussi bien dans la recherche d'informations que dans la réalisation de la carte, des membres de l'Union des Organisations de Développement de Kisenso (UODEKI)¹⁴ qui est une plate-forme active regroupant certaines ONG de cette commune.

Les informations ainsi obtenues ont été centralisées dans un répertoire détaillé des parcelles par quartier, répertoire qui nous a permis de procéder à un tirage aléatoire de l'échantillon en vue d'en assurer la représentativité. Tirage effectué sur base d'un chiffre obtenu en divisant le nombre total de parcelle de la commune par la taille retenue pour l'échantillon, chiffre qui a servi d'intervalle entre chaque parcelle à enquêter. Les différents groupes d'enquêteurs avaient en leur possession une liste sur laquelle les parcelles à enquêter étaient bien identifiées.

Les limites d'un tel système, suite principalement au fait que les parcelles retenues pouvaient être inhabitées ou détruites par les érosions, nous avaient conduit à élaborer une seconde liste, qui celle-là était de réserve et qui pouvait être utilisée en remplacement des parcelles problématiques.

Plutôt que de nous être bénéfique, cette liste¹⁵ avait conduit à une perte de temps et d'énergie pour atteindre le numéro de réserve, suite à l'éloignement des parcelles ainsi qu'au terrain fort accidenté. Il arrivait que la parcelle de réserve pose, elle aussi problème.

Cette situation nous avait conduit très rapidement à modifier notre procédure, en enquêtant - au cas où le numéro proposé serait inexistant ou inhabité- le numéro qui venait directement avant. Ce qui ne réduisait pas le caractère aléatoire de notre échantillon, dans la mesure où le numéro pris restait dans notre intervalle.

Le tirage aléatoire s'est aussi effectué dans les parcelles. En effet, après une bonne identification des différents ménages dans la parcelle, les enquêteurs devaient procéder à un tirage au hasard du ménage à enquêter.

¹² Lire Minon (1957), Caplow (1970), Fink (1985) pour plus de détails sur l'échantillonnage.

¹³ Pour plus de détails sur la méthode utilisées Tshimanga C. (2003)

¹⁴ cfr. Annexe 2

¹⁵ La liste de réserve avait été principalement utilisée à Kimbanseke, les lacunes observées avaient conduit à un changement de technique

La nécessité de suivre l'évolution des conditions de vie des ménages nous avait poussé à maintenir le même échantillon pour l'enquête de 2005, quitte à remplacer le ménage qui aurait déménagé par un autre ménage sur la même parcelle. En cas de refus les enquêteurs avaient la latitude d'enquêter le ménage se trouvant dans la parcelle dont le numéro précède la parcelle concernée.

2. CADRE ET QUALITE DE VIE DES MENAGES

Ce chapitre analyse le cadre de vie des ménages enquêtés. Il analyse principalement le milieu de vie des ménages, la qualité des logements, la promiscuité dans les logements, le statut d'occupation des logements, la composition sur les parcelles et le capital social par rapport à la qualité de vie des ménages.

2.1 Milieu de Vie

2.1.1. Assainissement du milieu

Il ressort des données d'enquête que les conduites d'évacuation des eaux usées sont quasi-inexistantes si pas inexistantes aussi bien à Kisenso qu'à Kimbanseke.

En vue de pallier ce manque et dans le cadre des actions de lutte anti-érosives, le FSU a initié un programme d'aménagement des bassins de rétention d'eau pluviale sur certaines avenues et dans certaines parcelles de Kisenso, en vue de réduire la vitesse et les ravages des eaux pluviales dans cette commune. Cela explique certainement l'importance observée dans la proportion des ménages qui relèvent l'existence de telles infrastructures dans leurs parcelles ou sur leurs avenues à Kisenso contrairement à Kimbanseke. En effet, 44% des ménages de Kisenso et 16% de Kimbanseke indique l'existence des bassins de rétention d'eau pluviale dans leurs parcelles. 33% des ménages de Kisenso et 12% de Kimbanseke indique l'existence des bassins d'eau pluviale sur leurs avenues. (annexe 2.1)

Bien que des proportions plus ou moins proches de ménages de Kisenso (54%) et de Kimbanseke (53%) relèvent la présence d'érosion sur leurs avenues, il ressort des enquêtes que 83% des ménages de Kisenso reconnaissent qu'un programme de lutte anti-érosive est mené dans leur quartier contre seulement 20% à Kimbanseke. Pour 70% d'interrogés de Kisenso, ces programmes sont organisés depuis les années 2003 ou 2004.

Pendant que le FSU finance des actions de lutte anti-érosive (LAE) à Kisenso, les informations de terrain indiquent l'absence d'une quelconque action de ce genre dans les deux quartiers enquêtés de Kimbanseke.

L'ensemble des ménages interrogés considère que les actions du FSU ont un impact positif sur l'assainissement, 31% considèrent que cet impact est très positif. La majorité de ces ménages (96%) trouvent qu'elles ont un impact positif sur l'environnement, 27% considère que leur impact sur l'environnement est très positif.

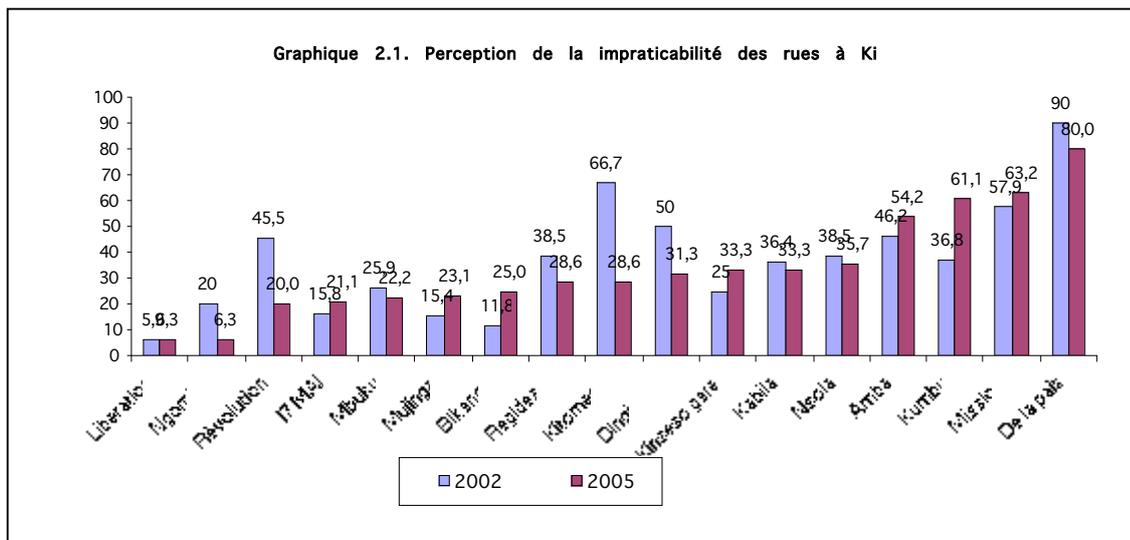
Accessibilité des habitats

Le tableau 2.1 présente la perception que les ménages se font sur l'état des rues dans leur quartier. Il en ressort que les ménages de Kisenso ont une perception plus ou moins stable de l'état de leur rue, pendant que cette perception s'est fortement détériorée à Kimbanseke. En effet, 65,8% des ménages de Kisenso considérait que leur rue était impraticable en 2002 contre 66% en 2005. Pendant que 67,3% des ménages de Kimbanseke la considérait comme impraticable en 2002 contre 74,5% en 2005.

Tableau 2.1. La répartition des ménages selon la perception de l'état des rues

Communes	Rues non praticables		Effectifs		Indéterminé	
	2002	2005	2002	2005	2002	2005
Kisenso	65,8%	66,0%	298	296	3	1
Kimbanseke	67,3%	74,5%	98	98	1	2
Total	66,2%	68,3%	396	394	4	3

L'analyse de l'évolution de la perception de l'état des rues par les ménages de la commune de Kisenso indique que le quartier Libération reste le quartier le moins praticable de la commune pendant que le quartier De la paix reste le plus praticable, bien qu'avec une proportion plus faible qu'en 2002.



L'analyse du graphique 2.1. indique une détérioration de la perception de l'état des rues par les ménages pour 9 des 17 quartiers de Kisenso, desquels 4 connaissent un écart négatif très important, notamment les quartiers ; Révolution, Dingi dingi, Kitomesa et De la paix.

Le quartier Kitomesa a été désenclavé depuis 2003 grâce à la construction du pont Mandona et Muenzo sous financement du FSU, l'accentuation surprenante de la perception de détérioration des rues de ce quartier provient probablement de la détérioration des rues internes du quartier.

Il convient de relever ici que l'aménagement des bassins de rétention d'eau pluviale qui sont établies sur différentes avenues des quartiers érosifs de la commune de Kisenso, dans le cadre des

actions de lutte anti-érosive financées par le FSU, pourrait justifier la l'accroissement de la détérioration observée dans la perception d'impraticabilité des rues par les membres interrogés.

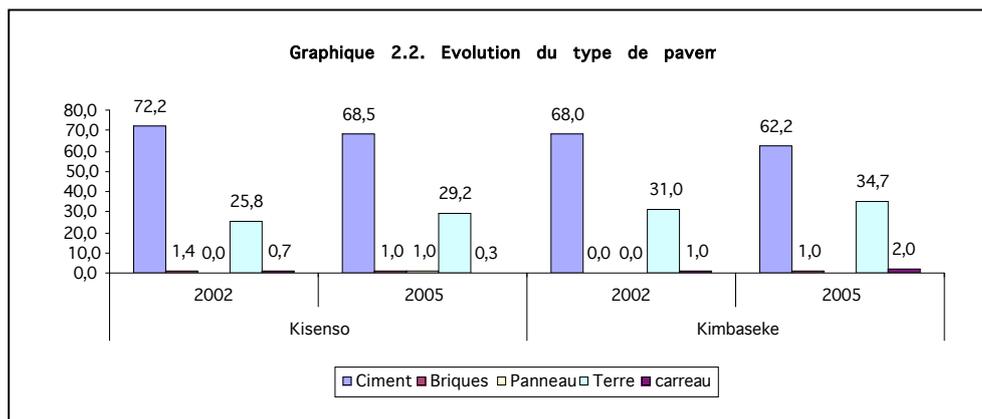
Une amélioration de la perception de l'état des rues par les ménages est, quant à elle, observée dans les quartiers 17 mai, Mujinga, Bikanga, Kisenso gare, Amba, Mission et Kumbu. De tous ces quartiers, seul le quartier Kumbu présente un écart positif très important (24%), suite certainement au réaménagement et à la réhabilitation de la route **Mazout** sous financement du FSU, réaménagement qui a permis de relier le quartier Kumbu, jusque là très enclavé, au quartier Kisenso gare, et qui a aussi permis de désenclaver une partie du quartier Amba.

La perception d'impraticabilité des rues par les ménages interrogés est fortement reliée à la présence d'érosions dans le quartier (Khi carré=37,743 ; pc=0,000) ainsi qu'à la présence des bassins de rétention d'eau pluviale aménagée sur les avenues (Khi carré=11,179 ; pc=0,001). Ces deux dernières variables sont, elles aussi, significativement reliées entre elles (Khi carré=10,923 ; pc=0,001), ce qui se justifie par le fait que les bassins de retentions d'eau sont aménagés dans des sites érosifs afin de réduire le volume des écoulements des eaux pluviales.

Qualite des logements

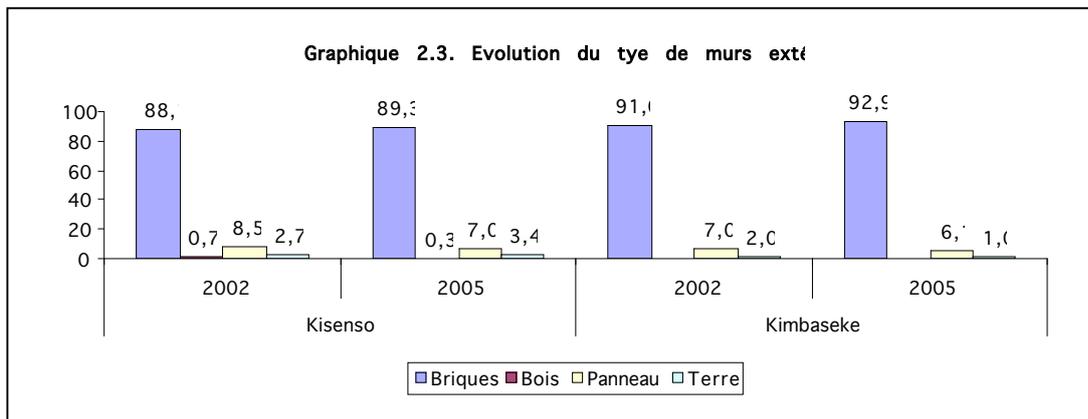
Types de matériaux de construction

L'analyse du type de pavement dans les logements indique que les pavements sont généralement en ciment. Ce matériau se détériore avec le temps pour laisser la place au pavement en terre. En effet, il s'observe une augmentation de la proportion des pavements en terre qui passe de 26% à 29% à Kisenso et de 31% à 35% à Kimbanseke. Hormis la diminution de la qualité des logements, il convient de noter que la proportion des logements dont les pavements sont en terre est plus importante à Kimbanseke qu'à Kisenso.



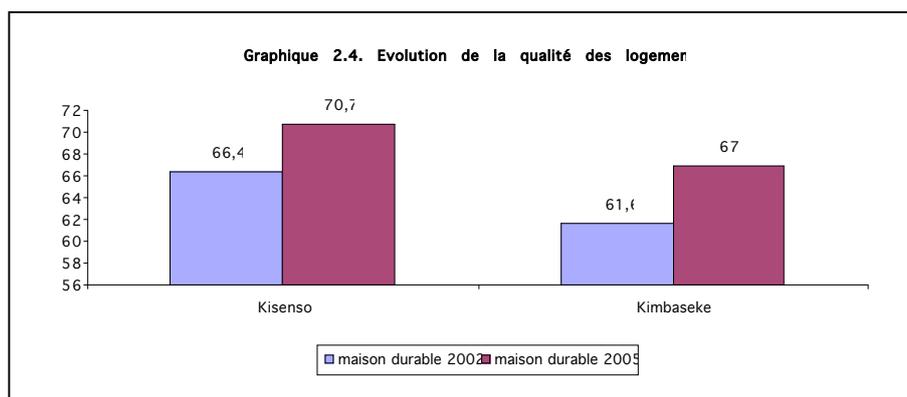
Les toitures des logements sont généralement en tôle. Les autres matériaux tels que le bois, les briques ou les ciments sont utilisés en des proportions très faibles comme matériaux de toiture (Annexe 2.2.).

Les murs extérieurs des logements sont généralement en durs, c'est-à-dire en brique crépis ou non crépis. Il convient aussi de signaler la diminution de la proportion des murs de logements en terre au profit des murs en dur.



L'analyse de la qualité des habitations indique une détérioration de la qualité interne et une amélioration de la qualité externe. En effet, il s'observe une détérioration des pavements en ciment au profit des pavements en terre pendant que les tôles comme mur des logement cèdent la place au mur en dur (briques crépis ou non). Les ménages qui vivaient dans des logements précaires (en tôle généralement de récupération) arrivent donc avec le temps grâce à un certain enrichissement à améliorer la qualité et la durabilité de leur logement. Tandis que ceux qui vivent déjà dans des maisons en dur connaissent quelques difficultés pour maintenir et entretenir la qualité de leurs logements.

Cette sensation de négligence interne accompagnée d'une amélioration externe pourrait être perçue comme un besoin culturel du congolais et principalement du Kinois du « bien paraître » ou « du souci d'apparence¹⁶ », mais au-delà de cela, la détérioration interne doit surtout être perçue comme un signe d'appauvrissement du ménage qui, face à plusieurs besoins et au moyen très limité, choisi de satisfaire les besoins les plus prioritaires classant par le fait même l'entretien au bas de l'échelle.



Bien qu'il s'observe une certaine détérioration de la qualité interne et une amélioration de la qualité externe des habitations, une analyse groupée indique que dans l'ensemble la qualité des habitations tend à s'améliorer dans le temps. En effet, 66% des ménages de Kisenso vivaient dans des

¹⁶ Il semble que le Congolais et principalement le Kinois aime bien paraître beau, riche et élégant même s'il ne possède rien, il est même prêt à emprunter des vêtements pour paraître bien sapé.

logements durables¹⁷ en 2002 contre 71% en 2005, proportion qui est passée de 62% à 67% à Kimbanseke.

Facilités dans les logements

Existence de cuisine aménagée

Les cuisines aménagées sont quasi-inexistantes dans les logements enquêtés, plus de 90% des ménages enquêtés n'ont pas de cuisine aménagée dans leur logement. Les ménages font généralement la cuisine à l'extérieur du logement et souvent à même le sol. (annexe 2.3)

Electricité

Il importe de signaler que les 2 quartiers enquêtés à Kimbanseke ne sont pas connectés au réseau électrique de la SNEL¹⁸, c'est ainsi que la grande majorité des ménages disent ne pas avoir une connexion électrique. A Kisenso, la proportion des logements connectés au réseau électrique de la SNEL est passé 73% en 2002 à 77% en 2005.

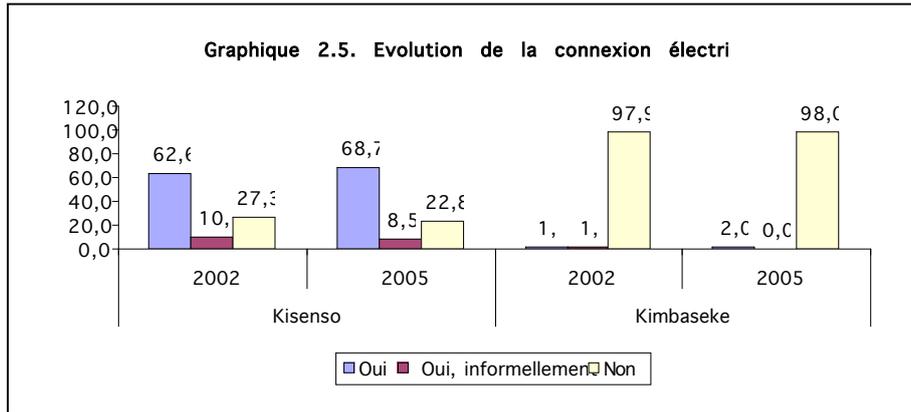
Il ressort des enquêtes qu'une certaine proportion des logements est connectée de manière informelle au réseau officiel de la SNEL. Ces logements tirent leur courant d'un branchement auprès du voisin ou encore d'un branchement frauduleux sur un poteau électrique de la SNEL.

L'analyse de l'évolution de la connexion électrique indique une diminution de la proportion de logements non connectés ou connectés de manière informelle au profit de la connexion officiel. En effet, 10% des logements enquêtés avait un branchement frauduleux ou informel en 2002 contre près de 9% en 2005. La diminution observée dans la connexion informelle peut être due au fait que les ménages bénéficiant d'une connexion frauduleuse préfèrent taire cet état de chose afin d'éviter toute sanction possible ou encore au fait que la SNEL essaie autant que possible par des missions d'identification de récupérer toutes les connexions frauduleuses en les identifiant et en les officialisant, au cas où cette possibilité serait exacte, cela indiquerait qu'à la longue les connexions frauduleuses s'officialisent.

L'accroissement de la proportion des logements connectés au réseau de la SNEL appuie ici encore le fait que la qualité des logements tende à s'améliorer davantage à Kisenso qu'à Kimbanseke, amélioration qui ne peut se réaliser que si les ménages connaissent avec le temps un certain enrichissement qui leur permet de mener des actions d'investissement.

¹⁷ Mûr extérieur en brique ou en ciment, pavement en ciment ou en carreau et toiture en tôle)

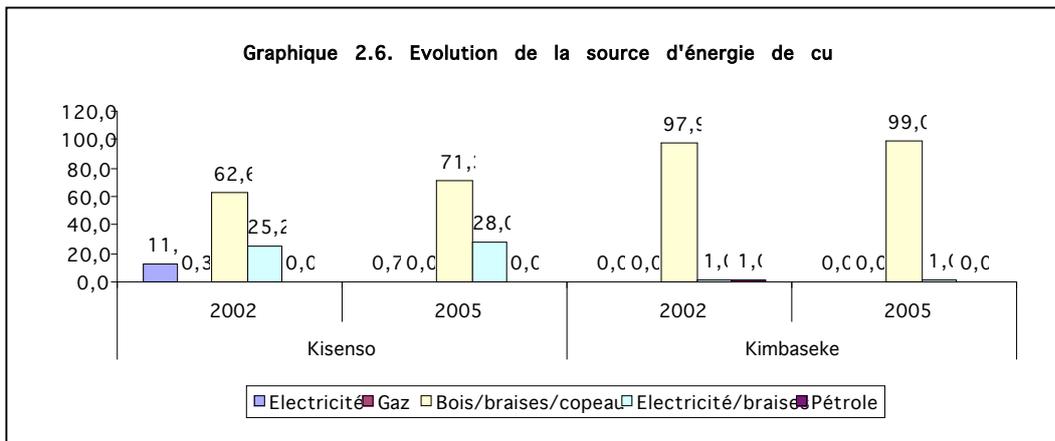
¹⁸ Société Nationale d'Electricité



L'analyse de l'évolution de la connexion électrique indique une diminution de la proportion des logements non connectés ou connectés de manière informelle au profit de la connexion officielle. En effet, il s'observe une diminution de la proportion des connexions informelles, diminution qui peut être dû au fait que les ménages afin de se protéger contre une quelconque sanction préfèrent taire le fait qu'ils ont une connexion informelle ou encore suite au fait que la SNEL essaie autant que possible d'identifier et de récupérer toutes les connexions frauduleuses. Au cas où la dernière possibilité serait exacte, cela pourrait signifier qu'à la longue les branchements informels s'officialisent.

Energie de cuisine

L'analyse du type d'énergie utilisé pour la cuisine indique que la grande majorité des ménages interrogés recourent à l'usage de la combinaison braises/ bois / copeau comme source d'énergie de cuisine. A Kimbaseke, cette combinaison est la source d'énergie utilisée par la quasi-totalité des ménages pendant qu'à Kisenso, elle est suivie de la combinaison électricité /bois/braise/ copeau.



Eau de boisson

A Kisenso, 17% des ménages interrogés en 2002 avait un robinet ou un puits d'eau dans la parcelle, pourcentage qui est passé à 15% en 2005. La régression observée dans la capacité propre en eau des ménages est beaucoup plus importante à Kimbanseke, où la proportion des ménages ayant un robinet ou un puits d'eau sur la parcelle est passée de 13% en 2002 à 3% en 2005 (annexe 2.3.). Les ménages enquêtés puisent généralement leur eau à la source, à la fontaine publique, au robinet ou dans des puits

Il ressort de l'analyse de la source d'eau que la proportion des ménages de Kisenso qui puisent son eau au robinet ou à une fontaine publique est en progression alors que la proportion de ceux qui puisent son eau dans un puits ou à une source est en régression. L'analyse à Kimbanseke indique que la proportion de ceux qui puisent leur eau au robinet ou dans un puits est en progression pendant que celle des ménages qui puisent son eau à une fontaine publique ou une source est en régression.

La plus importante source d'eau à laquelle recourent les ménages reste le *robinet*. La proportion des ménages qui recourt à cette source d'eau va croissante à Kisenso pendant qu'elle est plus ou moins stable à Kimbanseke. En effet, 59% des ménages de Kisenso recourait à cette source d'eau en 2002 contre 67% en 2005 alors qu'à 48% des ménages y ont recouru aussi bien en 2002 qu'en 2005.

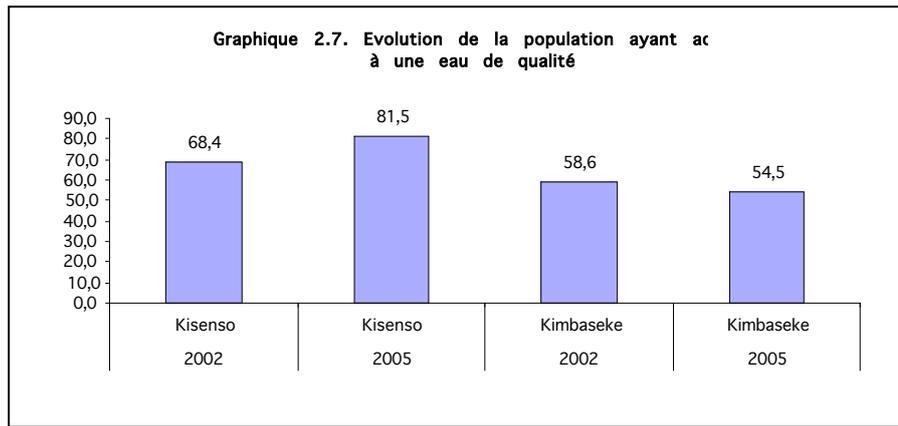
L'augmentation de la proportion des ménages qui puisent leur eau au robinet, dans des fontaines publique ou encore dans des puits s'explique par les différentes actions d'adduction d'eau menées dans certains quartiers de Kisenso par le FSU en partenariat ou non avec l'Ambassade du Japon, tel est le cas des quartiers Kumbu, Bikanga, Kisenso gare, Amba et Kitomesa.

Il importe de relever qu'à Mokali, la Société MEDRILCO avait foré 3 puits en 2004 pour le compte de la REGIDESO sous financement de L'Union Européenne. Malheureusement, faute d'installation des tanks d'eau par la REGIDESO, ces puits sont restés inactifs jusqu'à ce jour¹⁹.

Conformément aux considérations du MICS₂, l'analyse de l'accessibilité à l'eau va se faire non seulement par rapport à sa source, mais aussi par rapport à sa qualité et au temps nécessaire pour y accéder.

L'analyse de la qualité de l'eau utilisée par les ménages a conduit à considérer avec le MICS₂ que l'eau est une boisson de qualité lorsqu'elle provient d'une des sources suivantes ; robinet, borne fontaine, puits à pompe, puits protégés ou aménagés, sources aménagées (MICS₂, p.29). Ne possédant pas d'informations précises sur le type des sources et des puits, l'eau provenant de ces sources sera considérée comme une eau de faible qualité.

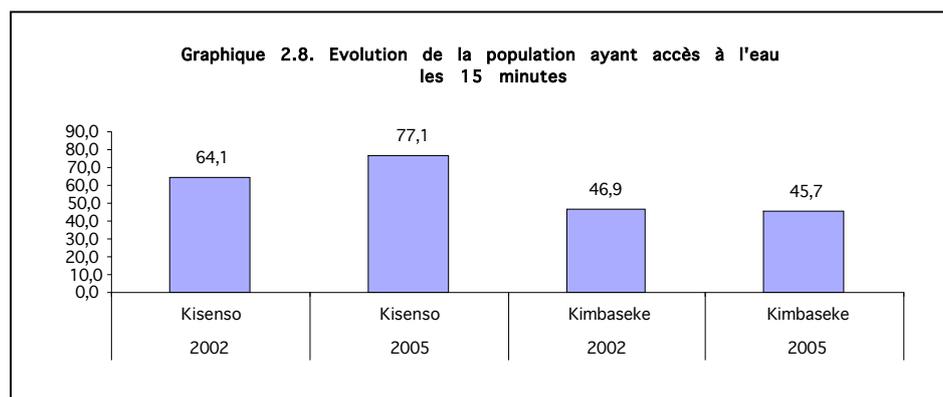
¹⁹ Informations obtenues du Bureau de quartier de Mokali



Une très nette amélioration de la qualité de l'eau est observée à Kisenso où la proportion des ménages ayant accès à une eau de qualité s'est accrue. En effet, cette proportion est passée de 68% en 2002 à 82% en 2005. Une situation inverse est observée à Kimbanseke où 82% des ménages avaient accès à une eau de qualité en 2002 contre 55% en 2005. La diminution observée à Kimbanseke s'explique sûrement par l'inactivité des 8 bornes fontaines existantes dans le quartier Mokali.

L'analyse de l'accessibilité à l'eau par rapport au temps mis pour y accéder, permet d'apprécier si le ménage accède facilement ou non à celle-ci. On considère qu'une personne a un accès facile à une eau boisson de bonne²⁰ qualité lorsqu'elle dispose de cette eau sur place ou dans les 15 minutes de son logement (MICS2).

Une analyse sur base du temps mis pour accéder à l'eau par les ménages indique, ici aussi, une amélioration de la situation à Kisenso où la proportion des ménages accédant à l'eau dans les 15 minutes est passée de 64% à 77%. Pendant que la situation s'est quelque peu détériorer à Kimbanseke où cette proportion est passée de 47% en 2002 à 46% en 2005.



Il ressort de l'analyse par quartier de Kisenso que 9 quartiers connaissent une augmentation de la proportion des ménages ayant un accès facile à l'eau, 5 quartiers présentent des proportions stables et seulement 3 connaissent une diminution de cette proportion.

²⁰ Nous ne pouvons pas dans le cadre de cette recherche prétendre que l'eau consommée est une eau de bonne qualité, c'est ainsi que nous utiliserons la terminologie « eau de qualité ». Même l'eau distribuée par la REGIDESO n'est pas toujours d'une qualité appréciable.

Les quartiers qui connaissent une amélioration sont principalement les quartiers qui ont bénéficiés d'un appui du FSU dans le domaine de l'adduction en eau. Ceux qui présentent une situation stable, sont ceux qui n'avaient déjà pas de problème d'eau en 2002. Quant aux quartiers qui connaissent une diminution, - notamment les quartiers Mbuku et Kitomesa - les informations de terrains confirment cet état de choses et constatent que ces quartiers font face à un sérieux problème d'eau.

Bien qu'ayant bénéficié de l'appui du FSU dans le domaine de l'adduction en eau, le quartier Kabila connaît lui aussi une diminution de la proportion des ménages qui accèdent facilement à l'eau. Cette diminution s'explique principalement par le fait que malgré l'installation des 10 bornes fontaines ainsi que de toute la tuyauterie nécessaire à l'adduction d'eau dans ce quartier par la Regideso sous financement du FSU, la faiblesse de la pression de l'eau ne permet d'alimenter de manière régulière et permanente les habitations du quartier. Hormis les aspects techniques, cette diminution est aussi due à la perte de confiance observée dans le chef des habitants de ce quartier par rapport au comité de gestion d'eau. La mégestion dont ils ont fait montre dans la gestion des puits d'OXFAM a fait que personne ne veuille réhabiliter les puits existants afin d'éviter un conflit interne, car les grands du quartier ont tendances à s'accaparer de la gestion des puits lorsqu'ils sont fonctionnels (annexe 2.5.).

Il convient de signaler ici le fait que ce n'est pas l'ensemble du quartier Kabila qui a bénéficié d'un appui dans le domaine de l'adduction d'eau, c'est principalement la partie qui se situe le long du chemin de fer qui a reçu un appui du FSU et de l'Oxfam (sources aménagées, puits aménagés et adduction d'eau de la Regideso) tandis que la partie située en colline n'a reçu aucun appui.

Assainissement des logements

L'analyse de la localisation des latrines dans les logements indique que la quasi-totalité des ménages enquêtés disposent de latrines sur la parcelle qu'ils habitent, celles-ci se situent généralement hors des logements. A Kisenso, cette proportion est passée de 98% à 99% et de 99% à 100% à Kimbanseke. Certains ménages de Kisenso, heureusement dans des proportions faibles, n'ont pas de latrines sur la parcelle.

Promiscuité dans le logement

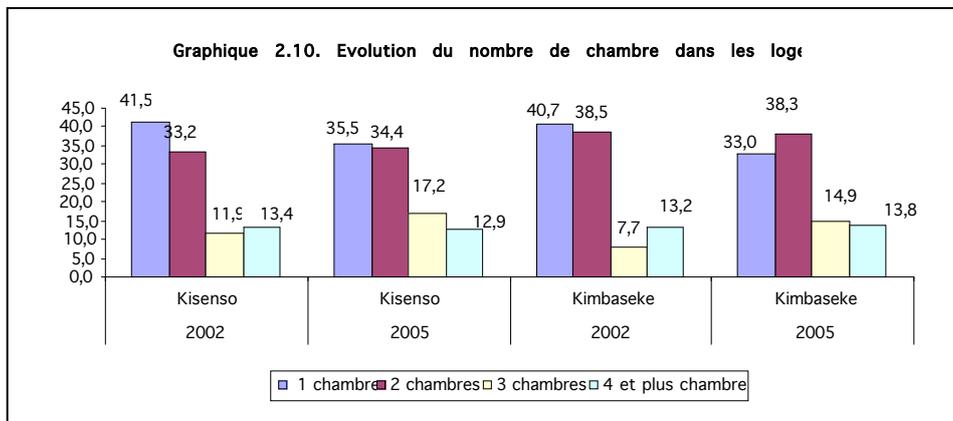
L'analyse de la promiscuité dans le logement se fait sur base d'une part du nombre de chambre dans le logement et d'autre part de la taille de ménage.

Nombre de chambres à coucher

Est considéré comme chambre à coucher, toute pièce aménagée essentiellement pour dormir. Les studios seront considérés comme chambres à coucher.

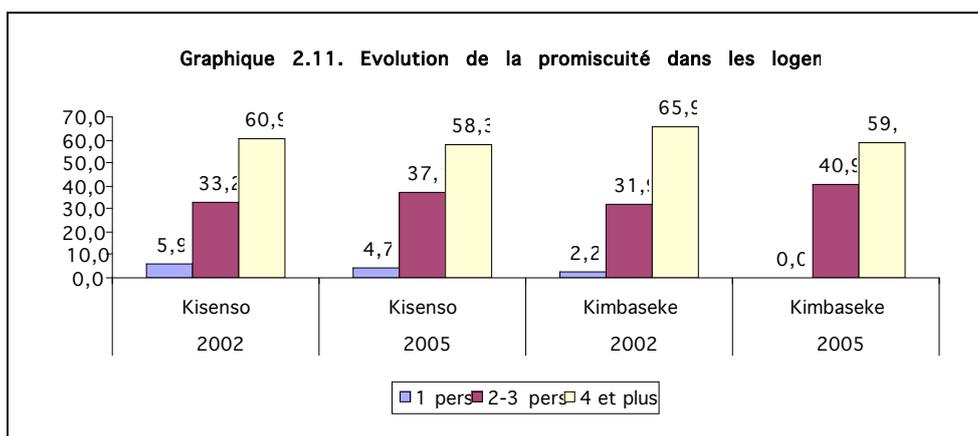
Les ménages de Kisenso disposaient en moyenne de 2 chambres en 2002 et de 2,13 en 2005, ceux de Kimbanseke disposaient de 1,96 chambres en moyenne en 2002 et de 2,14 chambres en 2005. Ces moyennes sont conformes aux 2 chambres à coucher retenue dans le MICS2.

Il ressort de l'analyse du nombre de chambre à coucher dans les logements que ces derniers ont généralement une ou deux chambres. Un accroissement des logements à 3 et 4 chambres est observé à Kisenso pendant que celui de 2 et 3 chambres est observé à Kimbanseke.



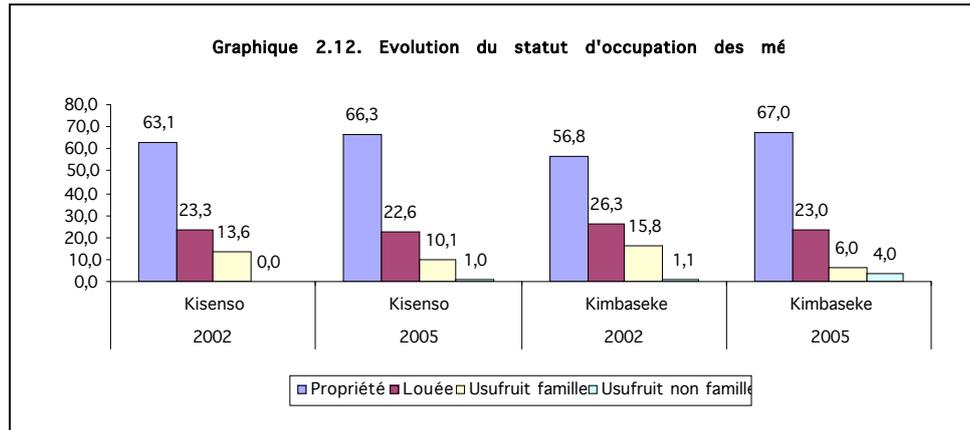
Le degré de promiscuité dans un logement est défini par le nombre de personnes par chambre à coucher (MICS2, p. 23). Ce degré donne une indication sur le niveau d'encombrement des personnes dans une chambre. On considère qu'il y a une grande promiscuité dans un logement lorsqu'une chambre à coucher est partagée par plus de trois personnes.

Il ressort du graphique 2.11. que les ménages de Kisenso et de Kimbanseke vivent en situation de grande promiscuité dans les logements. Promiscuité qui est en diminution car de 61% en 2002, la proportion des ménages partageant à plus de 3 une chambre à coucher est passée à 58% à Kisenso. A Kimbanseke, elle est passée de 66% à 59%. La situation semble donc aller en s'améliorant dans les logements de Kisenso et de Kimbanseke.



Statut d'occupation des logements

Il ressort de l'analyse du statut d'occupation des logements que les ménages enquêtés sont généralement propriétaires de leurs habitations. Proportion qui va croissant avec le temps. En effet, de 63% en 2002, cette proportion est passée à 67% à Kisenso. A Kimbanseke, elle est passée de 57% en 2002 à 67% en 2005. L'accroissement du statut de propriétaire est plus important à Kimbanseke où un accroissement de 10% est observé contre seulement 3% à Kimbanseke.



Il ressort de l'analyse du mode d'appropriation que les ménages ont généralement acquis leur parcelle. La proportion des propriétaires par achat est de 89% à Kisenso pendant qu'à Kimbaseke, elle est passée de 92% à 85%. La diminution observée dans la proportion des ménages propriétaires par achat est certainement due au décès des propriétaires accroissant ainsi la proportion des propriétaires par héritage de 5% à 9% à Kisenso et de 6% à 10% à Kimbaseke.

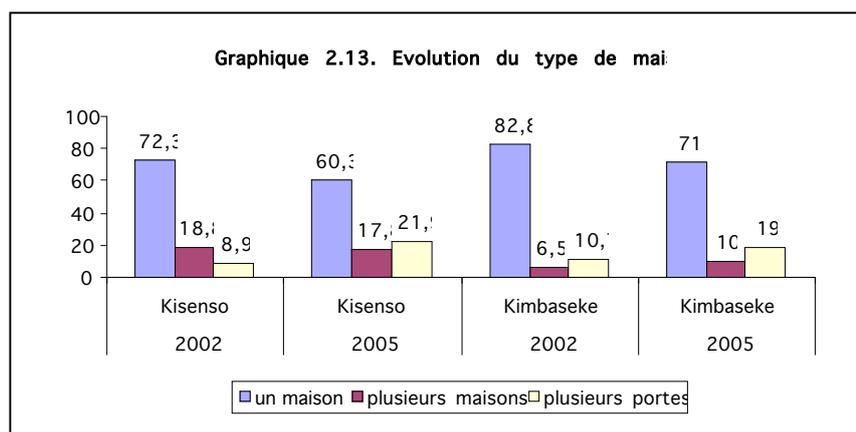
L'analyse du temps mis sur la parcelle indique que les ménages touchés par l'enquête de 2005 vivent sur la parcelle depuis en moyenne 16 ans, ce aussi bien pour les ménages de Kisenso que ceux de Kimbaseke.

Composition des parcelles

Types de maisons sur la parcelle

L'analyse du type de maison sur les parcelles indique que la grande majorité de ménages vit sur des parcelles disposant d'une seule maison. Il arrive néanmoins que certains ménages vivent sur des parcelles disposant de plusieurs maisons ou encore d'une maison avec plusieurs portes.

En général les parcelles disposent d'une seule maison. L'analyse dans le temps indique la proportion des parcelles disposant d'une seule maison est en nette diminution. En effet, elle est passée de 72% à 60% à Kisenso et de 83% à 71% à Kimbaseke. Cette diminution des parcelles à une seule maison s'accompagne d'une augmentation des parcelles disposant d'une maison à plusieurs portes. C'est ainsi que cette proportion est passée de 9% à 22% à Kisenso et de 11% à 19% à Kimbaseke.



Autres ménages sur la parcelle

Il ressort de l'analyse de la présence d'autres ménages sur la parcelle qu'à Kisenso 40% des ménages enquêtés en 2002 contre 37% en 2005 partageaient la parcelle avec d'autres ménages. La même situation est observée à Kimbanseke où la proportion d'autres ménages est passée de 28% à 26%.

Les ménages qui partagent la parcelle avec d'autres ménages vivent généralement dans des parcelles disposant des maisons avec plusieurs portes ou ayant plusieurs maisons. Les ménages partagent en moyenne la parcelle avec 2 autres ménages ou au maximum avec 8 autres ménages.

Lien avec les autres ménages

Les autres ménages qui partagent la parcelle avec les ménages enquêtés sont généralement des ménages locataires, propriétaires ou colocataires. A Kisenso 73% des ménages enquêtés en 2002 et 85% en 2005 se retrouve dans ce cas de figure. Contrairement à Kisenso où il s'observe un accroissement de la proportion des ménages dans cette catégorie, une diminution est observée à Kimbanseke. En effet, fixé à 89% en 2002 la proportion des ménages de cette catégorie est passée à 75% en 2005.

L'évolution de la proportion dans cette catégorie s'accompagne d'une diminution de la proportion de ménages familiaux à Kisenso de 22% à 11% et d'une augmentation de cette proportion de 10% à 25% à Kimbanseke.

Capital social et qualité de vie des ménages

L'analyse du statut d'occupation permet de bien cerner l'importance du capital social des ménages. En effet, Il ressort des données analysées que les ménages ont par la capacité de leurs membres - principalement du chef de ménage – à se procurer une parcelle, une sécurité de logement.

Hormis leur capacité propre, certains ménages obtiennent cette sécurité de logement grâce aux relations sociales par l'héritage d'un parent, d'un frère ou d'une tante ou encore grâce à un cadeau reçu. L'usufruit qui lui aussi est un système basé sur les relations sociales permet au ménage de résoudre leurs problèmes de logement. Par ce système, les usufruitiers jouissent d'un bien pour lequel ils ne sont pas propriétaires. En général, les usufruitiers ont des liens de parenté avec les propriétaires de la parcelle. En 2005, Ils ont passé en moyenne 15 ans et au maximum 46 ans sur la parcelle à Kisenso et 33 ans sur la parcelle à Kimbanseke, ce qui indique que ce système accorde une certaine sécurité de logement aux bénéficiaires.

L'importance du capital social se ressent aussi dans l'analyse de la connexion électrique, en ce sens que la grande majorité des connexions informelles se fait auprès des voisins. L'analyse de l'évolution de ce type de connexion indique qu'à la longue les ménages qui ont bénéficié de ce type de connexion se mettent en ordre avec la SNEL. L'on peut donc croire que le réseau relationnel direct permet aux ménages de répondre aux besoins d'énergie auxquels ils font face de manière temporaire, puisque ces derniers avec le temps obtiennent une connexion officielle.

L'analyse de l'accessibilité à l'eau indique aussi l'importance du réseau relationnel dans la satisfaction des besoins en eau des ménages. En effet, une proportion importante des ménages s'approvisionne en eau dans des sources d'eau (robinet, puits, fontaine publique, etc.) se trouvant hors de leur parcelle. De l'analyse des données relatives au cadre et à la qualité de vie des ménages, il ressort que :

En vue de pallier le manque de système d'évacuation des eaux et dans le cadre des actions de lutte anti-érosive, le FSU a initié un programme d'aménagement des bassins de rétentions des eaux pluviales à Kisenso.

La perception de l'état des rues par les ménages enquêtés s'est fortement détériorée à Kimbanseke tandis qu'elle est restée stable à Kisenso où des grandes améliorations sont notées dans certains quartiers tels que le quartier Kumbu.

Bien qu'il s'observe une certaine détérioration de la qualité interne des logements (qualité des pavements) et une amélioration de la qualité externe (qualité du mur et de la toiture), une analyse groupée indique que dans l'ensemble la qualité des habitations tend à s'améliorer dans le temps.

La proportion des logements connecter de manière officielle au réseau électrique National (SNEL) connaît un accroissement.

La proportion des ménages utilisant la combinaison bois/braise/copeau comme source d'énergie de cuisine est en croissance, ce qui conduit à la déforestation autour des sites enquêtés.

Le programme d'adduction d'eau menée par le FSU a fortement contribué à la croissance observée dans la proportion des ménages qui ont accès facile à une eau de qualité à Kisenso pendant qu'une tendance négative s'observe à Kimbanseke.

Les ménages disposent en moyenne de deux chambres à coucher dans leur logement. Les logements à une chambre connaissent une diminution tandis que ceux à plus d'une chambre augmentent dans le temps. La grande promiscuité connaît une diminution avec le temps.

La proportion de propriétaire s'accroît dans le temps tandis que celle des usufruitiers est en baisse.

La proportion des parcelles disposant d'une seule maison est en baisse au profit des parcelles disposant de plusieurs maisons et/ou d'une maison à plusieurs portes.

Le capital social joue un rôle très important dans la sécurité de logement des ménages, les ménages propriétaires le sont généralement par un membre (le chef du ménage) ou par héritage (d'un membre du ménage ou de la famille). Une proportion importante des ménages (plus de 10%) jouit d'une sécurité de logement grâce à l'usufruit. Le capital social joue aussi un rôle dans la satisfaction des besoins des ménages en eau.

3. EDUCATION

Ce chapitre examine le niveau de fréquentation scolaire, le niveau d'éducation des adultes ainsi que le rôle du capital social dans la scolarisation.

Fréquentation scolaire

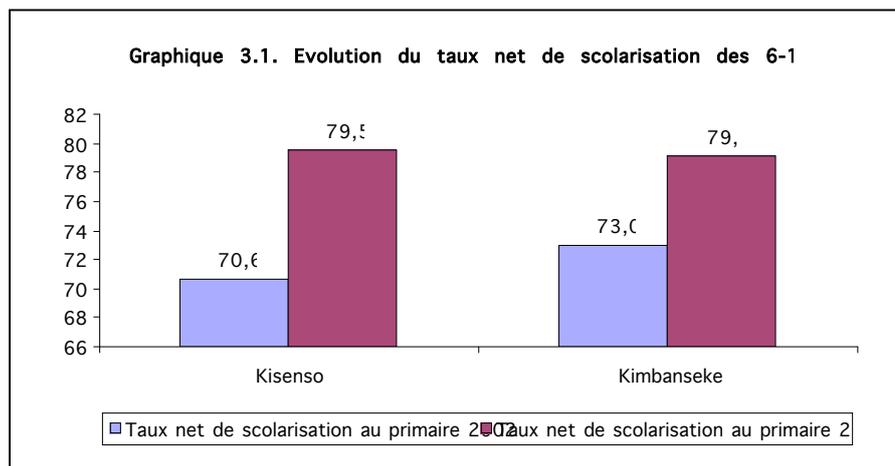
Scolarisation des enfants au niveau primaire

L'âge officiel de l'enseignement primaire formel concerne les enfants de 6 à 11 ans. La scolarisation des enfants est mesurée par le taux net de scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans (MICS2, p. 73)²¹. Etant donné que la fréquentation scolaire concernait l'année avant l'enquête, l'analyse de la scolarisation au primaire va porter sur les jeunes qui avaient de 7 à 12 ans pendant la période d'enquête.

L'analyse de l'évolution du taux net de scolarisation indique que ce dernier est passé de 71% à 80% à Kisenso et de 73% à 79% à Kimbanseke. La proportion des jeunes scolarisés connaît donc une croissance très importante avec un écart positif de près de 9% à Kisenso contre 6% à Kimbanseke. Les taux nets de scolarisation observés en 2005 sont supérieurs au 77% du MICS2.

Le bond très appréciable observé dans l'évolution du taux de scolarisation à Kisenso est certainement la conséquence directe des actions menées par le FSU dans le cadre de la construction et la réhabilitation des écoles primaires à Kisenso. C'est ainsi que d'un taux net de scolarisation inférieur à celui de Kimbanseke, le taux de Kisenso a connu une croissance supérieure pour atteindre et dépasser celui de Kimbanseke en trois ans.

Tableau 3.1. Evolution du ratio filles/garçons en primaire



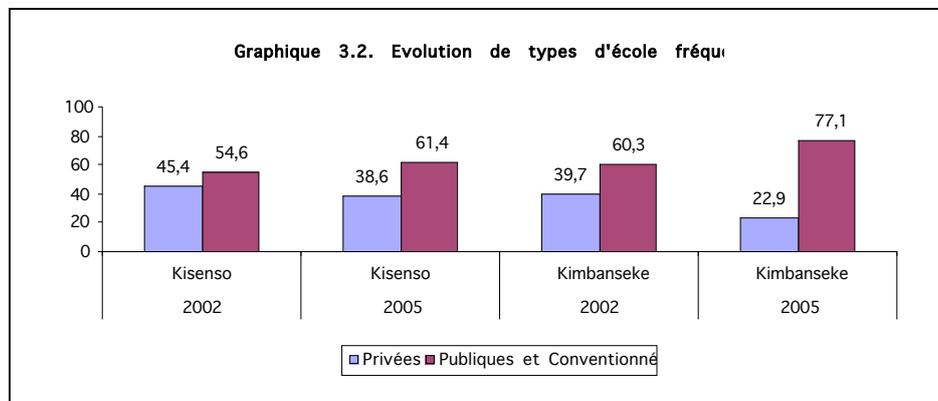
²¹ Taux net de scolarisation provient du calcul au numérateur du nombre d'enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentant l'école primaire au moment de l'enquête et au dénominateur du nombre total d'enfants de cette tranche d'âge. Dans le cadre de cette enquête le taux net de scolarisation est tiré de ceux qui ont été à l'école l'an passé.

Pendant que la proportion des filles scolarisées par rapport aux garçons scolarisés est en croissance à Kisenso, l'analyse du tableau 3.1. indique une diminution de celle-ci à Kimbanseke.

Communes	2002	Effectifs	2005	Effectifs
Kisenso	1,105	221	1,218	264
Kimbanseke	1,025	81	0,933	87

Type d'école fréquentée

L'analyse de l'évolution du type d'école fréquentée par les jeunes du primaire indique une diminution de la fréquentation dans les écoles privées au profit des écoles publiques et conventionnées.

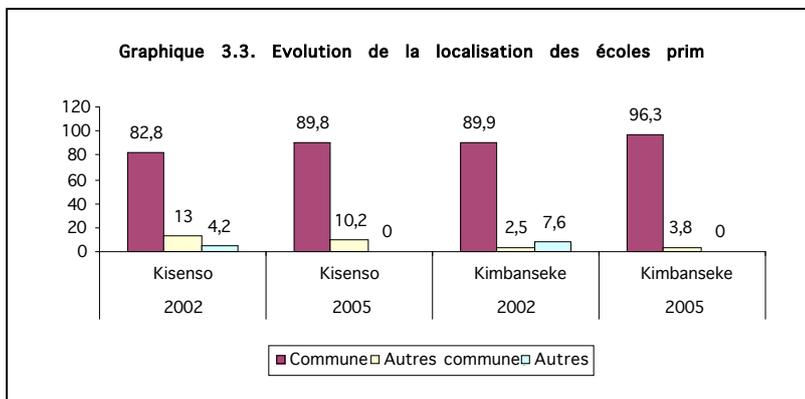


Ainsi donc, un lien existe bel et bien entre le type d'école que fréquente les jeunes de 6 à 11 ans le niveau de vie du ménage. L'amélioration de la proportion de la fréquentation au publique à Kisenso ne s'explique pas que par les actions de construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires menée par le FSU mais aussi par le niveau de vie des ménages.

En effet, la détérioration du niveau de vie des parents ne leur permet pas de faire face aux coûts très lourds qu'occasionnent la scolarisation au privé, d'où le rabattement vers une scolarisation moins coûteuse qu'est la scolarisation au publique. La réhabilitation et la construction des écoles à Kisenso permet donc au parent de ne pas hypothéquer la qualité de l'enseignement de leurs enfants car les infrastructures ainsi réhabilités sont de très bonne qualité.

Localisation des écoles

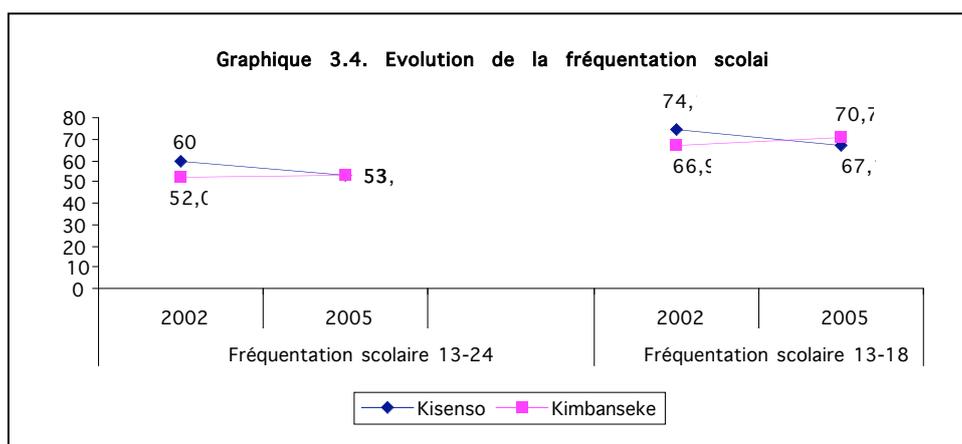
L'analyse de la localisation des écoles primaires indique que les jeunes de 6 à 13 ans vont généralement dans des écoles qui sont situées dans leur commune de résidence. La proportion de fréquentation dans des écoles de proximité est en croissance, elle est passée de 83% à 90% à Kisenso et de 90% à 96% à Kimbanseke



Scolarisation des Jeunes de 13 à 24 ans

Il ressort de l'analyse de l'évolution du taux net de scolarisation des 13 à 24 ans, c'est-à-dire la scolarisation des jeunes qui devraient normalement être au niveau primaire, secondaire ou universitaire, que la tendance est à la baisse à Kisenso (60% à 53%) pendant qu'elle connaît hausse très faible à Kimbanseke.

Une analyse réduite à la tranche des 13-18 indique une accentuation de ces deux tendances. Ainsi donc, la proportion des jeunes scolarisés diminue avec le temps à Kisenso pendant qu'elle est en augmentation à Kimbanseke.



Les tendances observées au niveau de la scolarisation des 13-24 ans ou des 13-18 ans est le résultat du passé. En effet, l'analyse de la scolarisation des jeunes de 6-11 ans indiquait pour 2002 des proportions inférieures à la moyenne nationale (MICS2), proportions qui ont un impact direct sur la proportion actuelle des jeunes du secondaire, il semble donc y avoir une génération perdue qui doit nécessairement être récupérée.

L'analyse du ratio filles /garçons scolarisés dans la tranche des 13-24 ans indique que la proportion des filles scolarisées est supérieure à celle des garçons dans tous les groupes d'analyse, excepté pour Kisenso en 2002 où il s'observe une supériorité des garçons par rapport aux filles.

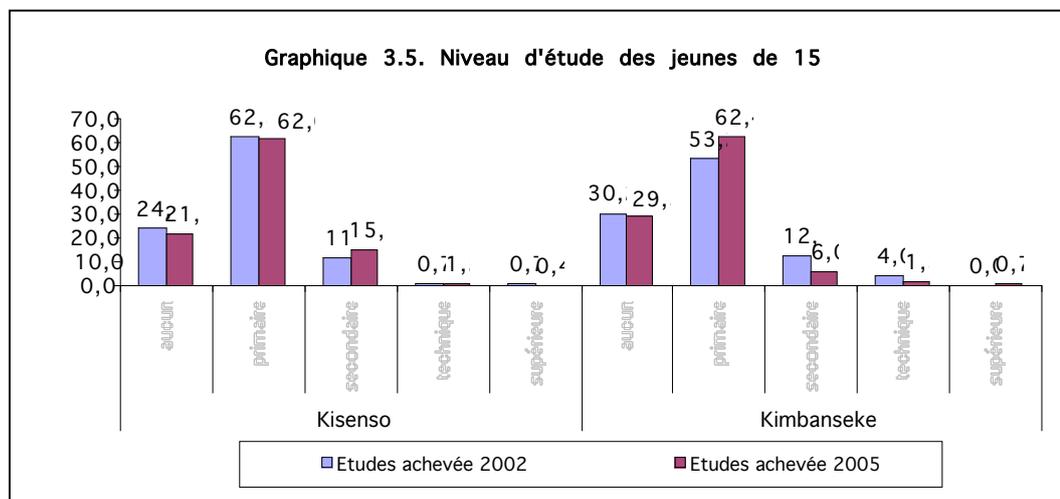
Tableau 3.2. Evolution du ratio filles/garçons de 13 à 24 ans

Communes	2002		2005	
	F/M	Effectifs	F/M	Effectifs
Kisenso	1,08	337	0,91	325
Kimbanseke	1,3	115	1,02	97

Education des adultes

Niveau d'étude des jeunes de 15-24 ans

Il ressort de l'analyse du graphique 3.5 que la proportion des jeunes gens qui n'ont aucun niveau d'étude se réduit dans le temps, surtout à Kisenso. En effet, de 24% en 2002, elle est descendue à 22% en 2005. Alors que la diminution à Kimbanseke est presque insignifiante à Kimbanseke. La proportion de jeunes qui ont le niveau primaire²² est restée stable (62%) à Kisenso, elle s'est par contre accrue de 53% à 62% à Kimbanseke.

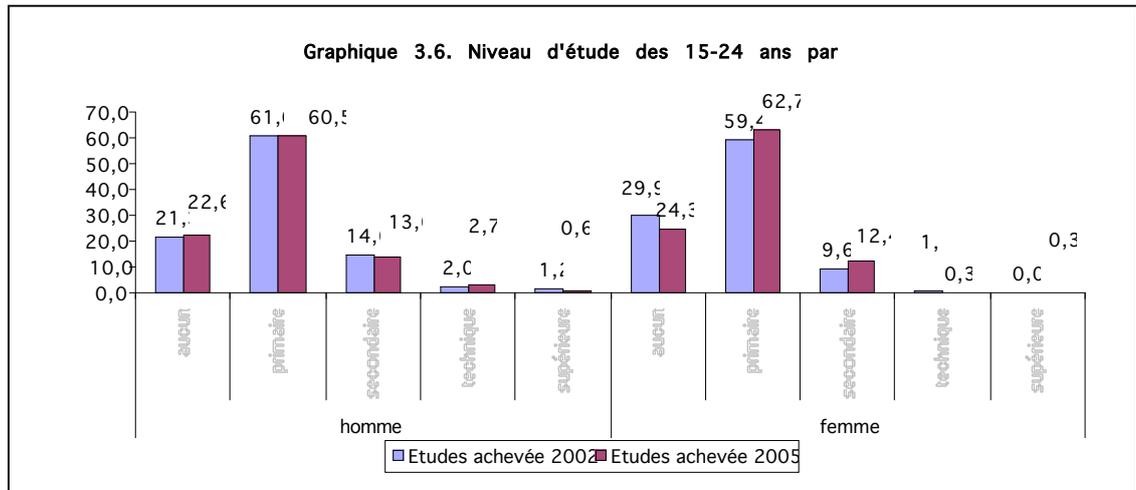


La proportion des jeunes du niveau secondaire est en nette croissance à Kisenso où elle est passée de 12% à 15%, pendant qu'elle s'est réduite à Kimbanseke, de près de la moitié (13% à 6%).

Une analyse par sexe indique que la proportion d'hommes qui n'ont pas achevé l'école primaire est en hausse (21% à 23%), tandis que celle des femmes est en diminution (30% à 24%). La proportion de femmes qui ont achevé l'école primaire est en progression (de 59% à 63%) alors que celle des hommes est plus ou moins stationnaire (61%). Bien que la proportion des hommes qui ont achevé

²² Les jeunes qui ont achevé l'école primaire.

les humanités reste supérieure à celle des femmes, il convient de signaler ici encore croissance de la proportion de femmes (10% à 12%) alors celle des hommes est presque stationnaire (15% à 14%).



L'analyse du niveau d'éducation dans la tranche des 15-24 ans indique une amélioration du niveau d'éducation des femmes, l'écart qui existait entre le niveau de scolarisation des hommes par rapport à celui des femmes est entrain de se réduire, les femmes sont entrain de rattraper les hommes.

Raison de non-achèvement des humanités pour les 18 ans et plus

La proportion d'adultes qui n'ont pas achevé leurs humanités connaît une régression à Kisenso où elle est passée de 79% à 74% à Kisenso, pendant qu'elle est restée stationnaire à Kimbanseke autour de 83%.

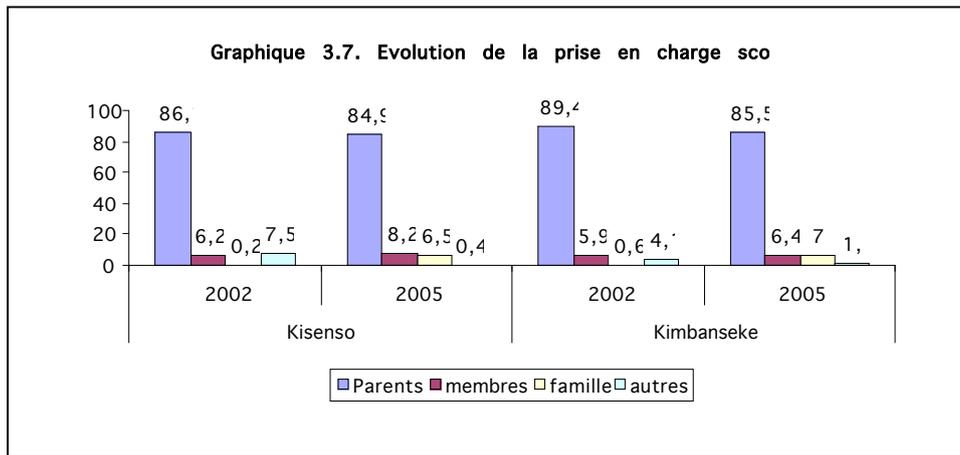
L'analyse des réponses sur une question concernant les raisons de non-achèvement, classe les difficultés financières en première position, suivie du manque d'intérêt. La grossesse, le mariage et les maladies sont aussi des raisons avancées par les membres de ménage pour justifier le non-achèvement de leurs études.

Tableau 3.3. Raison de non-achèvement des humanités

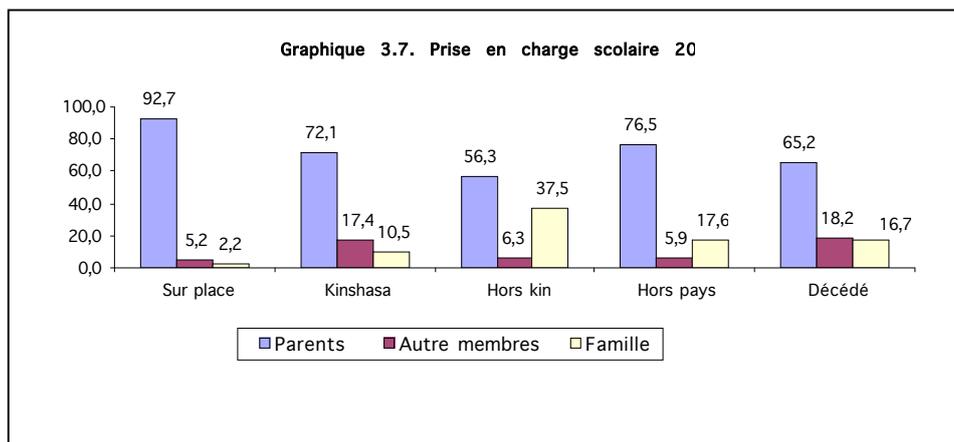
Communes	Kisenso		Kimbanseke	
	2002	2005	2002	2005
Difficultés financières	59,3	65,4	64,7	69,3
Manque d'intérêt	27,1	28,9	20,0	27,6
Grossesse	3,6	1,5	1,2	1,5
Maladies	1,3	2,0	5,9	1,0
Mariage	0,5	0,9		0,5

Le capital social dans l'éducation

L'analyse de la prise en charge scolaire des 6 à 25 ans indique qu'une diminution de la proportion d'enfants dont la scolarisation est prise en charge par les parents (chef de ménage, conjoint ou parents lorsqu'ils sont hors du ménage) au profit d'une prise en charge par les membres du ménage ou par un membre de famille. En effet, la proportion d'enfants qui sont pris en charge par les parents connaît une régression de 1,2% à Kisenso contre une régression de 3,9% à Kimbanseke.



Cette prise en charge scolaire des enfants est à charge des parents (chef de ménage, conjoint ou parents lorsqu'ils sont hors du ménage), surtout lorsque le père est dans le ménage. Les autres membres du ménage interviennent beaucoup plus dans les cas où le père vit à Kinshasa mais hors du ménage ou encore lorsqu'il est décédé. L'importance de la prise en charge familiale s'observe plus lorsque le père est hors de Kinshasa, c'est-à-dire qu'il vit à l'intérieur du pays.



Il ressort d'une analyse d'association qu'il existe une relation d'association entre le niveau de vie du ménage et la prise en charge scolaire, il semble que plus le ménage est pauvre plus les membres du ménage ou la famille interviennent dans la scolarisation des jeunes.

La formation des enfants dépend donc très fortement des parents, c'est ainsi que lorsqu'ils font face à des problèmes économique, la scolarisation des enfants est fortement hypothéquée, d'où l'importance des abandons scolaires pour des raisons financières. La famille

intervient comme palliatif du manque de capacité des parents, lorsque ces derniers sont absents ou sont tous simplement dans l'impossibilité de résoudre le problème prise en charge scolaire.

Ce chapitre a examiné le niveau d'éducation des membres des ménages enquêtés. Il ressort de l'analyse des données que :

Le taux de scolarisation des jeunes de 6 à 11 ans connaît une croissance très importante. L'écart positif observé à Kisenso est beaucoup plus important que celui observé à Kimbanseke, le progrès observé à Kisenso doit certainement avoir un lien avec les programmes de réhabilitation initiés par le FSU. La proportion des filles scolarisées est plus importante que celle des garçons de la tranche de 6 à 11 ans.

La proportion des jeunes de 6-11 ans fréquentant l'école privée est en régression au profit de l'école publique. Ces jeunes fréquentent généralement les écoles situées dans leurs quartiers de résidence.

Le taux de scolarisation des jeunes de 13 à 24 ans connaît une baisse à Kisenso pendant qu'il est en croissance à Kimbanseke.

Le niveau d'éducation des 15 à 18 ans tend à s'améliorer. Une analyse par sexe indique une amélioration du niveau d'éducation des filles.

La proportion des jeunes de 15-24 ans ayant aucun niveau d'étude est en baisse.

La proportion d'adulte de 18 ans et plus n'ayant pas achevé les humanités connaît une baisse à Kisenso alors qu'elle est stationnaire à Kimbanseke. La difficulté financière reste la raison principale avancée pour justifier ce fait.

La scolarisation des jeunes est généralement prise en charge par les parents. Les autres membres interviennent lorsque le père est à Kinshasa mais hors du ménage ou lorsqu'il est décédé. La prise en charge familiale s'observe plus lorsque le père est dans le pays mais hors de Kinshasa. L'importance d'une prise en charge autre que par les parents s'observe davantage pour les ménages qui font face à des difficultés financières.

4. IMPACT DE LA REHABILITATION DES ECOLES

Ce chapitre examine l'évolution de la fréquentation scolaire dans certaines écoles de Kisenso et tente de tirer quelques leçons de la réhabilitation des écoles sur base des inscriptions, des abandons et des frais scolaires.

Evolution de la fréquentation scolaire dans les écoles publiques de kisenso

Etat de lieu dans les écoles publiques

La commune de Kisenso compte un peu plus de 50 écoles primaires et/ ou secondaires publiques qui sont soit conventionnées (catholiques, protestantes, Kimbanguistes, Islamiste et salutistes) soit non-conventionnées ou étatiques (tableau 4.1).

Le FSU a depuis 2002 entrepris des actions de réhabilitation des infrastructures scolaires dans la commune de Kisenso en collaboration avec les ONGs locales.

Tableau 4.1. Répartition des écoles publiques de Kisenso

Types d'école	PRIMAIRE			SECONDAIRE			% Total
	Nombre d'écoles	Ecole réhabilitée	% réhab.	Nombre d'écoles	Ecole réhabilitée	% réhab.	
1. Conventionnée	34	21	62%	14	7	50%	58%
Catholique	6	4		3	1		
Islamique	2	1		-			
Kimbanguiste	3	1		-			
Protestante	20	12		9	5		
Salutiste	3	3		2	1		
2. Non Conventionnée	4	3	75%	1	1	100%	80%
TOTAL	38	24	63%	15	8	53%	60%

Evolution des inscriptions de 1999 à 2005

Les tableaux 4.2. et 4.3. donnent l'évolution des inscriptions²³ par catégories d'écoles réhabilitées et non-réhabilitées de Kisenso durant la période de 1999 à 2005.

Il ressort de l'analyse du tableau 4.4 et 4.5 que le nombre total d'inscription à l'école primaire est en décroissance de 1999 à 2002. En retenant comme base l'année 1999-2000, il s'observe une diminution avec 5%. Les filles souffrent le plus, avec une diminution jusqu'à 8% en 2003. La tendance négative observée jusque là se modifie de l'année scolaire 2002-2003 à 2004-2005, périodes durant lesquelles des écarts positifs sont observés pour atteindre 17% de plus qu'en 1999-00, et même 18% de plus pour les filles. Dans la mesure où cette évolution générale reflète aussi le contexte général de croissance, il est intéressant d'apprécier comment les filles souffrent plus de la crise, mais qu'elles profitent aussi plus de la relance !

²³ Il s'agit des inscriptions en début d'année scolaire.

Tableau 4.2. Evolution des inscriptions par catégories d'écoles de 1999 à 2005

CATEGORIES		Ecoles Primaires Réhab.	Ecoles Primaires non-réh.	Total Primaires	Ecoles Secondaires Réhab.	Ecoles Secondaires non-réh.	Total Secondaires
Nombre		22	9	31	3	3	6
1999-2000	Total	10000	3420	13420	1369	1912	3281
	F	4920	1686	6606	803	586	1389
	M	5080	1734	6814	566	1326	1892
2000-2001	Total	9870	3356	13226	1563	1723	3286
	F	4944	1645	6589	880	613	1493
	M	4926	1711	6637	683	1110	1793
2001-2002	Total	9299	3456	12755	1524	1889	3413
	F	4615	1580	6195	821	608	1429
	M	4684	1876	6560	703	1281	1984
2002-2003	Total	9521	3310	12831	1614	1826	3440
	F	4576	1497	6073	927	531	1458
	M	4945	1813	6758	687	1295	1982
2003-2004	Total	10589	3314	13903	1750	1499	3249
	F	5210	1491	6701	958	516	1474
	M	5379	1823	7202	792	983	1775
2004-2005	Total	12310	3408	15718	1512	1095	2607
	F	6132	1657	7789	790	343	1133
	M	6178	1751	7929	722	752	1474

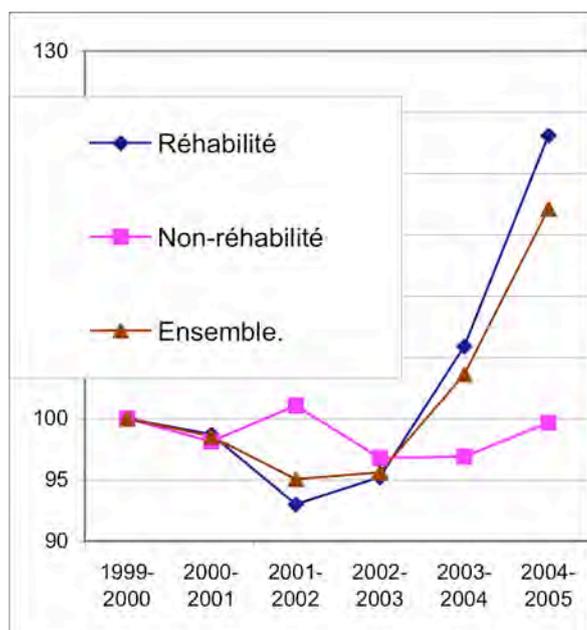
Une évolution presque contraire peut pas être observée dans les données sur les écoles secondaires : D'abord une augmentation, suivie par une chute, surtout pour l'année 2004-05. Pourtant, cette évolution confirme l'évolution de la scolarisation pour cette tranche d'âge, comme spécifié dans le chapitre antérieur. Avec les données dont nous disposons, nous ne pouvons pas expliquer cette évolution contraire aux évolutions dans le contexte général du pays. Pour cette raison, nous croyons à une raison plus spécifiquement liée aux établissements scolaires mêmes. Des recherches ultérieures doivent permettre de répondre à cette question.

**Tableau 4.3. Evolution des inscriptions par catégories d'écoles de 1999 à 2005
(index 1999-2000 = 100)**

		1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Ecoles	T	100	99	93	95	106	123
Primaires	F	100	100	94	93	106	125
Réhab.	M	100	97	92	97	106	122
Ecoles	T	100	98	101	97	97	100
Primaires	F	100	98	94	89	88	98
Non-Réhab.	M	100	99	108	105	105	101
Ecoles	T	100	99	95	96	104	117
Primaires	F	100	100	94	92	101	118
Ensemble	M	100	97	96	99	106	116
Ecoles	T	100	114	111	118	128	110
Secondaires	F	100	110	102	115	119	98
Réhab.	M	100	121	124	121	140	128
Ecoles	T	100	90	99	96	78	57
Secondaires	F	100	105	104	91	88	59
Non-Réhab.	M	100	84	97	98	74	57
Ecoles	T	100	100	104	105	99	79
Secondaires	F	100	107	103	105	106	82
Ensemble	M	100	95	105	105	94	78

Si nous considérons maintenant les écoles réhabilitées et non-réhabilitées, on peut apprécier comment celles-ci diffèrent : Les écoles réhabilitées du secteur primaire paraissent avoir été parmi les écoles le plus délabrées jusqu'en 2001-02, à en juger l'effectif des élèves. Vers la fin de la période concernée, ce sont aussi ces écoles qui montrent une relève spectaculaire, tandis que les écoles non-réhabilitées savent juste atteindre, en 2004-5, leur niveau de 1999-2000.

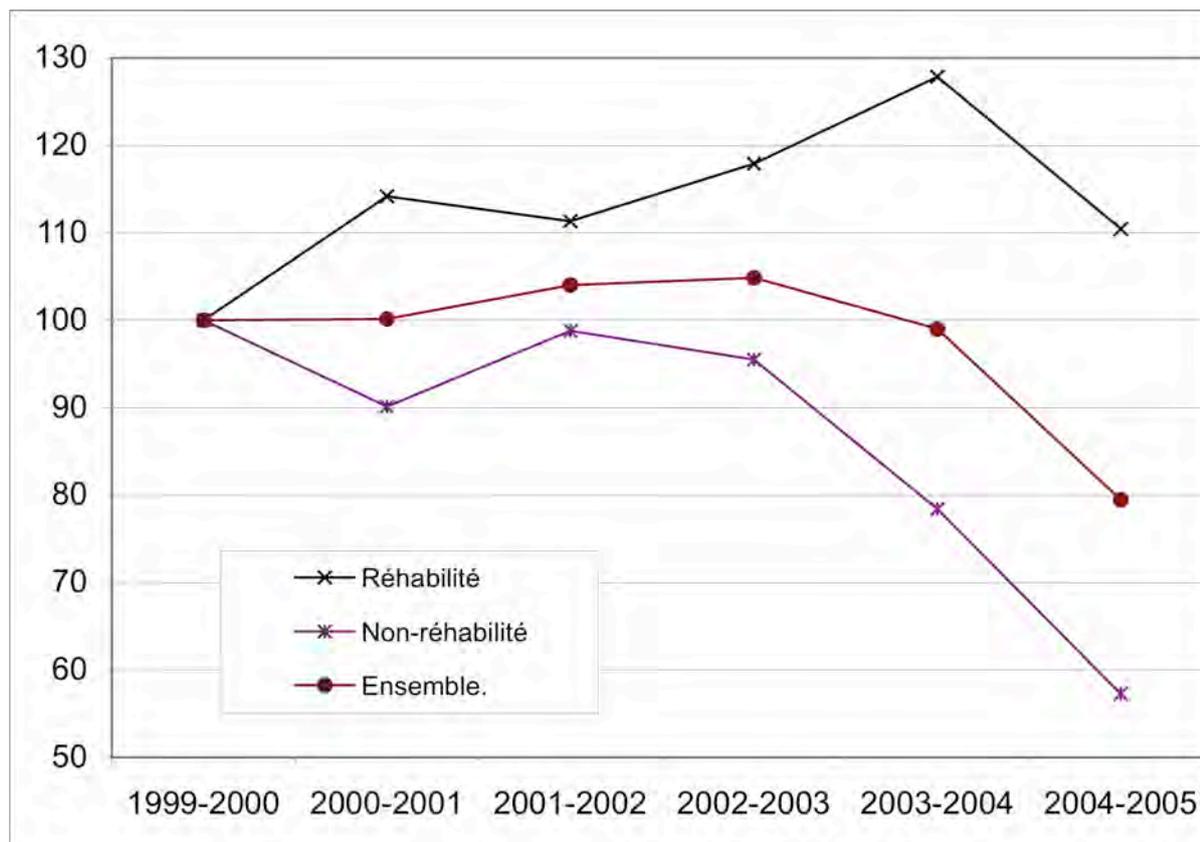
Figure 4.1. Evolution des écoles primaires, Kisenso (index 1999-2000= 1)



Il serait intéressant de vérifier d'où viennent tous ces nouveaux élèves, les chiffres que nous avons ne le permettent de dire.

Une évolution différente est observée dans les écoles secondaires. Une analyse par catégorie indique une diminution du nombre d'inscrits dans les écoles secondaires non-réhabilitées à partir de 2002-2003, diminution qui s'accompagne d'une augmentation d'inscriptions dans celles qui sont réhabilitées jusqu'à l'année scolaire 2004-2005, année où une diminution d'inscription est observée dans cette dernière catégorie d'école. Cependant, il n'est pas sûr que l'augmentation jusqu'à 2003-4 est dû à la réhabilitation même : apparemment, l'écart entre les deux séries existait déjà bel et bien *avant* la réhabilitation.

Figure 4.2. Evolution des écoles secondaires, Kisenso (index 1999-2000= 1)



En conclusion, la réhabilitation des écoles publiques a eu pour effet d'augmenter le nombre d'inscrits et plus spécifiquement celles des filles dans les écoles primaires de la commune de Kisenso. Le résultat est toutefois mitigé pour ce qui est des écoles secondaires. Il faut toutefois noter que dans ce dernier cas, c'est la forte diminution des inscriptions dans les écoles secondaires non-réhabilitées qui annule dans l'ensemble les augmentations enregistrées dans les écoles secondaires réhabilitées.

Une analyse basée sur les statistiques des inscriptions à la rentrée scolaire donne certainement une idée sur l'intérêt et l'attraction qu'ont les enfants ou les parents pour ces écoles, elle ne donne par contre pas une idée sur la fréquentation scolaire effective au cours d'une année scolaire. Cette information peut être cernée à l'aide d'informations sur les effectifs d'enfants en fin d'année scolaire et sur le nombre et les raisons d'abandon scolaire.

Lecons a tirer de la rehabilitation

La réhabilitation attire des élèves vers les écoles

Il ressort de l'analyse du tableau 4.4. basé sur 6 écoles réhabilitées que ces dernières ont vu l'effectifs des inscriptions augmenter l'année scolaire qui a suivi la réhabilitation (2004-2005 par rapport à 2003-2004), excepté pour l'Institut Mabuidi. En effet, une analyse d'ensemble indique pour les six écoles réhabilitées un total de 4097 élèves inscrits au début de l'année scolaire 2004-2005 contre 3028 élèves inscrits durant l'année scolaire 2003-2004, soit une croissance de 35,30%.

Tableau 4.4. Effectifs²⁶ d'élèves et frais scolaires dans certaines écoles réhabilitées

N°	ECOLE	DATE REH.	EFFECTIF 2003-2004	EFFECTIF 2004-2005	FRAIS SCOL 2003-2004 (FC)	FRAIS SCOL 2004-2005 (FC)
1	EP MATOTA (Prot)	NOV-DEC 04	D : 309 F : 200	D : 400 F : 250	1 ^{er} TR : 3800 2 ^e TR : 4000 3 ^e TR : 4000	1 ^{er} TR : 3800 2 ^e TR : 4800 3 ^e TR : 4800
2	EP VII KISENSO (Kimb)	OCT 03-DEC 04	D : 900 F : 600	D : 1100 F : 700	1 ^{er} TR : 4000 2 ^e TR : 4000 3 ^e TR : 4000	1 ^{er} TR : 4000 2 ^e TR : 4000 3 ^e TR : 4000
3	EP 10 KISENSO (NC)	JUILLET- SEPT 2	D : 150 ²⁴ F : 100	D : 500 F : 300	1 ^{er} TR : 755 ²⁵ 2 ^e TR : 755 3 ^e TR : 755	1 ^{er} TR : 2500 2 ^e TR : 3000 3 ^e TR : 3000
4	EP 5 LIVULU (Cath)	NOV 03- JAN 04	D : 718 F : 539	D : 991 F : 733	1 ^{er} TR : 3600 2 ^e TR : 3600 3 ^e TR : 3600	1 ^{er} TR : 3600 2 ^e TR : 3600 3 ^e TR : 4700
5	EP 2 LEMBA-GARE (NC)	JUILLET- SEPT 03	D : 462 F : 360	D : 700 F : 390	1 ^{er} TR : 2150 2 ^e TR : 2150 3 ^e TR : 2150	1 ^{er} TR : 2650 2 ^e TR : 2650 3 ^e TR : 2650
6	INST MABUIDI (Sal)	SEPT-DEC 04	D : 489 F : 346	D : 406 F : 344	1 ^{er} TR : 9300 2 ^e TR : 9300 3 ^e TR : 9300	1 ^{er} TR : 9600 2 ^e TR : 9600 3 ^e TR : 9600

Source : Interview des autorités scolaires respectives

Une analyse basée sur l'effectifs d'élèves en fin d'année indique aussi une croissance. En effet, 2717 élèves ont effectivement achevé l'année scolaire 2004-2005 dans les écoles réhabilitées contre 2145 élèves pour l'année scolaire 2003-2004, soit une croissance de 26,66%.

²⁴ Nous considérons ici les effectifs de l'année scolaire 2001-2002, c'est-à-dire l'année scolaire précédent la réhabilitation de l'école.

²⁵ Idem.

²⁶ Des différences perceptibles ont été relevées entre certains effectifs au début de l'année scolaire fournis par les dirigeants des écoles lors de l'interview avec les effectifs tirés des répertoires fournis par la sous-division de Matete (voir tableau 4.3.). Des réserves sont autorisées au regard de l'une ou l'autre source et appellent plus de vérification des statistiques existantes.

Tableau 4.5. Effectifs d'élèves et frais scolaires dans certaines écoles réhabilitées

N°	ECOLE	EFFECTIF 2003-2004	EFFECTIF 2004-2005	FRAIS SCOL 2003-2004 (FC)	FRAIS SCOL 2004-2005 (FC)
1	EP NZAM-A-KWEM (Prot)	D : 150 F : 100	D : 300 F : 100	1 ^{er} TR : 2000 2 ^e TR : 2000 3 ^e TR : 2000	1 ^{er} TR : 1000 2 ^e TR : 2700 3 ^e TR : 2700
2	CS CARMEN DE SALLES (Cath)	D : 350 F : 329	D : 327 F : 305	1 ^{er} TR : 9000 2 ^e TR : 9000 3 ^e TR : 9000	1 ^{er} TR : 9000 2 ^e TR : 9000 3 ^e TR : 9000
3	EP MIBEKO (Kimb)	D : 185 F : 100	D : 124 F : 86	1 ^{er} TR : 2650 2 ^e TR : 2650 3 ^e TR : 2650	1 ^{er} TR : 2650 2 ^e TR : 2650 3 ^e TR : 2650
4	INST NSAKALA (Sal)	D : 240 F : 170	D : 180 F : 125	1 ^{er} TR : 7000 2 ^e TR : 7000 3 ^e TR : 7000	1 ^{er} TR : 7000 2 ^e TR : 7000 3 ^e TR : 7000

Source : Interview des autorités scolaires respectives

Une analyse basée sur 4 écoles non-réhabilitées (tableau 4.7) indique une diminution du nombre d'inscrits dans la quasi-totalité des écoles retenues, sauf pour l'EP NZAM-A-KWEM où le nombre d'inscrits avait doublé suite principalement au fait que la direction de l'école avait fortement diminué les frais scolaires du premier trimestre, astuce qui s'est révélé inefficace car une très forte proportion d'élèves (plus ou moins 67%) ont abandonné l'école après la majoration du minerval au second trimestre.

Une analyse de l'effectif de fin d'année indique une très forte diminution du nombre d'élèves. En effet, d'un total de 699 élèves en fin d'année 2003-2004, les statistiques de 2004-2005 n'indiquent que 616 élèves pour la fin d'année 2004-2005, soit une diminution de 11,87%.

La suggestion serait ici donc que les écoles non-réhabilitées se vident au profit de celles qui sont réhabilitées. Une telle suggestion mérite des recherches ultérieures : si cela est le cas, il se peut en effet que la réhabilitation ré-échellonne les plus pauvres vers les écoles non-réhabilitées où les frais scolaires sont moins élevés.

La réhabilitation ne résout pas le problème d'abandons scolaires

Une analyse basée sur l'évolution des abandons scolaires indique un taux élevé d'abandon après la réhabilitation des écoles. En effet, durant la période de 2004-2005, 1380 élèves ont abandonné leurs études dans les six écoles réhabilitées contre 883 élèves avant la réhabilitation, soit une croissance de 56% d'abandons. Une analyse basée sur les inscrits en début d'année indique un taux d'abandon de 29% avant et 34% après la réhabilitation.

L'analyse de l'évolution des abandons dans les écoles non-réhabilitées indique un taux d'abandon de 39% sur base d'une analyse comparative entre l'année scolaire 2004-2005 et 2003-2004. Une analyse basée sur les inscrits en début d'année indique un taux d'abandon de 24% pour 2003-2004 et de 34% pour 2004-2005.

L'importance de la proportion d'abandons scolaires se justifie principalement par l'incapacité des parents à s'acquitter des frais scolaires de leurs enfants. Le taux de recouvrement des minerval au sein des écoles varie entre 25% et 40%.

La réhabilitation a entraîné la hausse du coût de l'éducation

Il ressort du tableau 4.6 que des 3 écoles réhabilitées juste avant l'année 2004-5, tous ont augmenté leurs frais scolaires. L'Institut Mabuidi présente un taux d'augmentation de 3%. Les autres écoles réhabilitées ont un taux d'augmentation qui se situe entre 20% et 30%.

L'analyse de l'évolution des frais scolaires dans les écoles non-réhabilitées indique une stabilisation de celui-ci dans l'ensemble des écoles considérées, excepté l'EP Nzam-A-Kwem où se note une augmentation de 35%.

Les frais scolaires élevés qui s'observent au CS CARMEN DE SALLE sont principalement dus à la qualité de ces infrastructures qui sont de loin supérieures à celles des écoles réhabilitées, ce complexe scolaire est une école élitiste de la commune.

Tableau 4.8. Frais de scolarisation et % d'augmentation

N°	ECOLE	FRAIS SCOL 2003-2004(FC)	FRAIS SCOL 2004-2005 (FC)	% d'augmentation
ECOLES REHABILITEES				
1	EP MATOTA(Prot)	3 ^e TR : 4000	3 ^e TR : 4800	20%
4	EP 5 LIVULU(Cath)	3 ^e TR : 3600	3 ^e TR : 4700	31%
6	INST MABUIDI(Sal)	3 ^e TR : 9300	3 ^e TR : 9600	3%
ECOLES NON-REHABILITEES				
1	EP NZAM-A-KWEM(Prot)	3 ^e TR : 2000	3 ^e TR : 2700	35%
2	CS CARMEN DE SALLES (Cath)	3 ^e TR : 9000	3 ^e TR : 9000	0%
3	EP MIBEKO(Kimb)	3 ^e TR : 2650	3 ^e TR : 2650	0%
4	INST NSAKALA(Sal)	3 ^e TR : 7000	3 ^e TR : 7000	0%

Plusieurs raisons sont avancées afin de justifier l'augmentation des frais observés dans les écoles réhabilitées, notamment ; l'indexation du coût de fonctionnement de l'école ainsi que de la motivation des enseignants au coût de la vie, le coût d'entretien et de maintenance de nouvelles infrastructures élevé.

L'analyse de la structure des coût qui interviennent dans la fixation des frais scolaires indique qu'environ 60% constitue le paiement de la motivation des enseignants (contribution des parents) et 40% servent comme frais de fonctionnement de l'école y inclus les divers paiement auprès des services de supervision de l'enseignement (service étatique et de coordination).

Ce chapitre analyse l'impact de la réhabilitation des infrastructures scolaires à Kisenso, il en ressort que :

Une tendance décroissante est observée dans le nombre d'inscription au primaire de 2000 à 2002 tandis que l'on note une croissance à partir de l'année scolaire 2002-2003. La croissance observée dans l'inscription au primaire est principalement influencée par la forte augmentation d'inscription dans les écoles réhabilitées.

L'inscription dans les écoles non-réhabilitées ont régressé de 2002-2003, une croissance est notée à partir de 2003 à 2005, suite au coût de scolarisation élevé des écoles réhabilitées.

Une croissance est observée dans le nombre d'inscrit au secondaire de 2001 à 2003, il s'observe par contre une diminution de 2003 à 2005. Les inscriptions dans les écoles non-réhabilités sont diminution alors qu'une croissance est observée dans les écoles réhabilitées de 2002 à 2004 après quoi la tendance s'est inversée pour l'année scolaire 2004-2005.

La réhabilitation des écoles attire des proportions importantes d'enfants vers celles-ci au détriment des écoles non-réhabilitées.

La réhabilitation ne résout pas le problèmes d'abandon scolaire qui d'ailleurs semble être plus important dans ces écoles que dans celle qui ne le sont pas suite principalement au coût élevé qui accompagne la maintenance des telles infrastructures.

5 SANTE

Ce chapitre va analyser l'état nutritionnel des moins de 5 ans ; la couverture vaccinale des 12-23 mois, la santé des mères et la santé des ménages.

Etat nutritionnel des enfants

L'état nutritionnel des enfants est évalué à l'aide de trois indices anthropométriques calculés à partir du poids, de l'âge et de la taille de l'enfant, mesures prises au moment des enquêtes en mars 2002 et en mars-avril 2005.

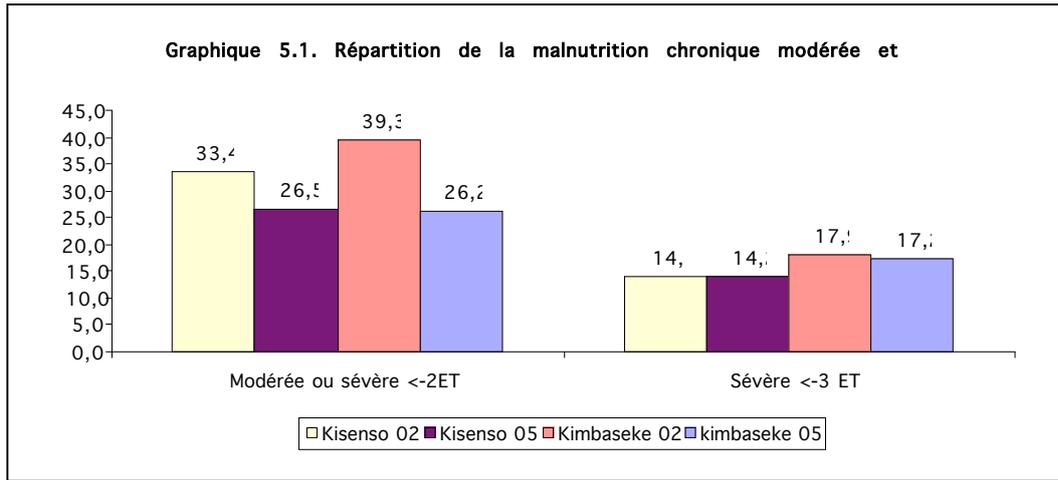
Suivant les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), cet état est comparé à celui de la population de référence internationale. Dans une population d'enfants bien nourris et en bonne santé, on s'attend à ce que seulement 2,3% d'enfants se situent à moins de 2 écart-types (malnutrition modérée ou sévère) dont 0,1% à moins de trois écart-types (malnutrition sévère), en dessous de la médiane pour chacun des trois indices de nutrition. (MICS2, p.124)

Malnutrition chronique (taille pour âge)

L'indice taille/âge (ou retard de croissance) est un indice de croissance linéaire qui reflète le passé nutritionnel de l'enfant. Il est le résultat de l'adaptation de l'individu aux mauvaises conditions sociales, sanitaires et nutritionnelles durables (ENSEF 1995, p.102)

Il ressort de l'analyse du graphique 5.1. qu'il s'observe une amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. En effet, la proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique est passée de 33% à 27% à Kisenso et de 39% à 26% à Kimbanseke. La proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique dans ces deux groupes d'analyse est de loin inférieur à la moyenne nationale fixée à 38% dans le MICS2.

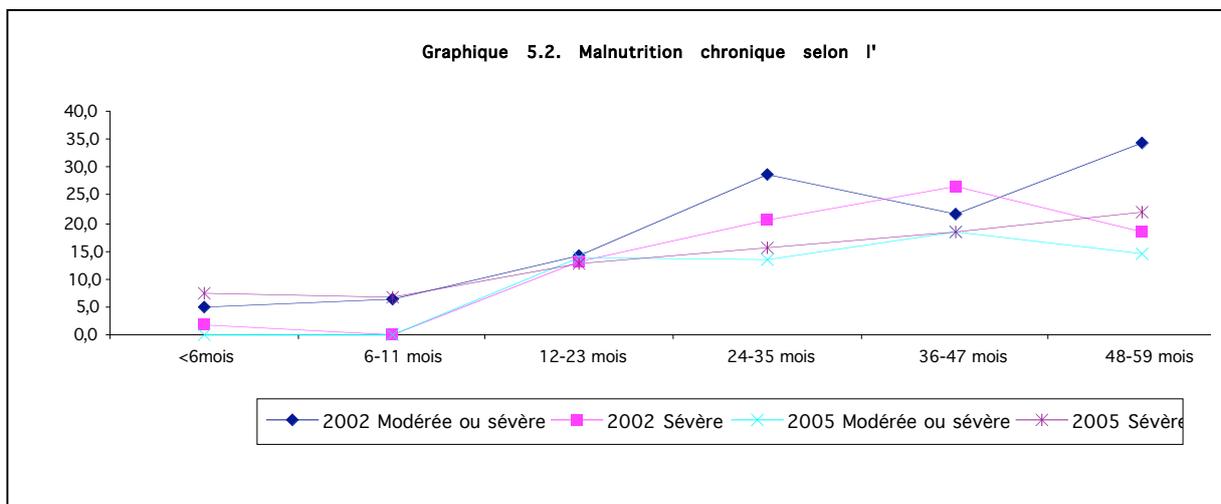
Bien que l'analyse du retard de croissance modéré et sévère indique une amélioration de la situation nutritionnelle des enfants, il importe de relever la stabilité observée dans l'analyse de la forme sévère de la malnutrition chronique. Dans un intervalle de 3 ans, la proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique est restée autour de 14% à Kisenso, elle est passée de 18% à 17% à Kimbanseke.



L'analyse par sexe indique que la malnutrition chronique est plus accentuée chez les garçons que chez les filles de moins de 5 ans. En 2002, 36% de garçons accusaient un retard de croissance contre 34%, situation qui s'est améliorée en 2005 où on dénombre 28% de garçons contre 25% de filles. (annexe 5.1)

Une analyse limitée aux enfants souffrant de malnutrition chronique en 2005 indique qu'une proportion très importante des enfants présentant un retard de croissance est observé chez des enfants dont les mères sont ménagères (43%) et commerçantes (47%). Des proportions faibles sont par contre observées chez des mères artisanes (0,9%) et agriculteurs (1,7%). La même situation était déjà observée en 2002 où 40% d'enfants souffrant de malnutrition chronique avait des mères ménagères et 41,9% des mères commerçantes

L'analyse de l'existence d'une relation d'association indique que pris dans l'ensemble (Kisenso et Kimbanseke), il s'observe une relation pas très significative entre l'état nutritionnel des enfants et le niveau de vie du ménage ($p=0,041$), relation qui disparaît à Kimbanseke dans une analyse scindée par groupe.



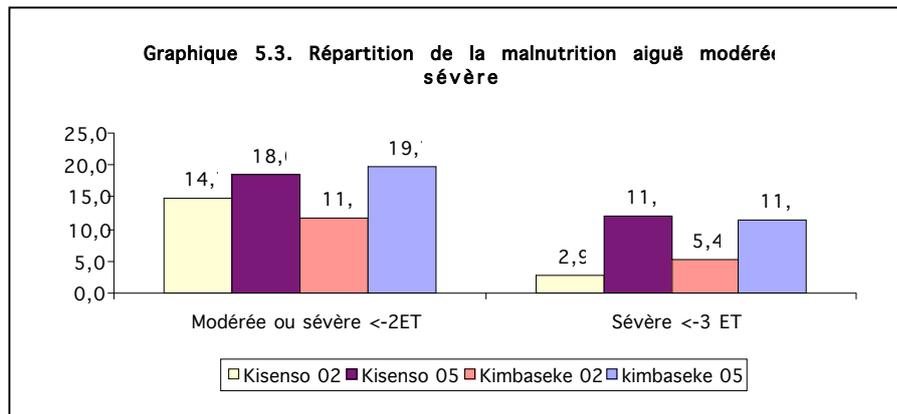
Il ressort de l'analyse par âge de l'évolution du retard de croissance que ce dernier commence à se manifester de manière très marquée après les douze premiers mois de la vie et s'accroît avec l'âge. Cet état des choses est aussi noté dans le MICS2 en 2001. (annexe 5.1.)

Malnutrition aiguë (poids pour taille)

L'indice poids/taille (ou émaciation) fournit une indication sur l'état nutritionnel du moment. La malnutrition aiguë traduit l'inadaptation à court terme de l'individu aux mauvaises conditions nutritionnelles. Elle est la conséquence d'une alimentation insuffisante pendant la période précédant l'observation, il peut aussi être la conséquence des maladies provoquant une perte de poids.

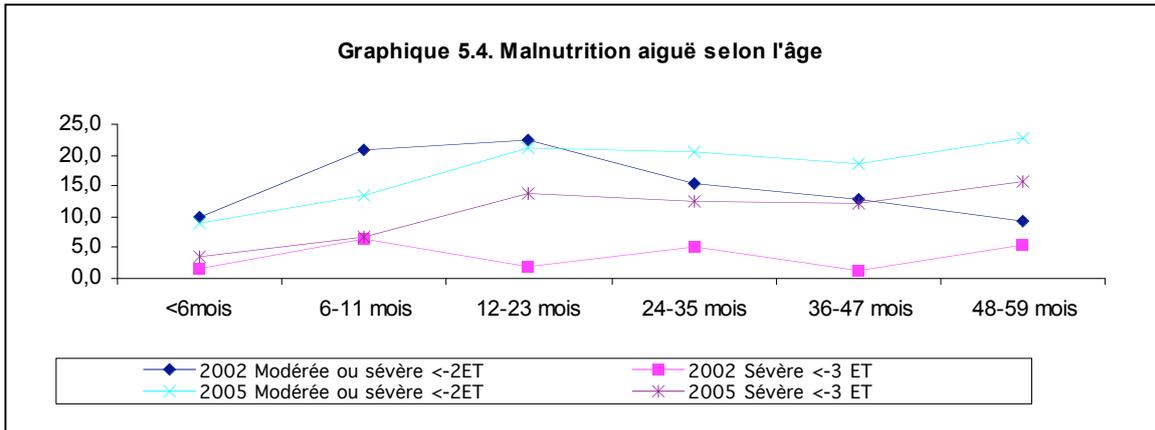
Il ressort de l'analyse du graphique 5.3. que la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë est en forte progression. En effet, Elle est passée de 15% à 19% à Kisenso et de 12% à 20% à Kimbanseke. Cette progression s'observe aussi sous sa forme aiguë où elle est passée de 3% à 12% à Kisenso et de 5 à 12% à Kimbanseke.

Les résultats obtenus en 2005 présentent un pourcentage plus ou moins similaire d'enfants souffrants d'émaciation dans les deux groupes d'analyse. Ce qui semble indiquer une certaine généralisation de la sous alimentation des enfants durant la période précédant l'enquête, d'autant plus que ces pourcentages sont supérieurs à celui du MICS2 qui fixe le taux de malnutrition aiguë à 13, avec 3% pour la forme sévère.



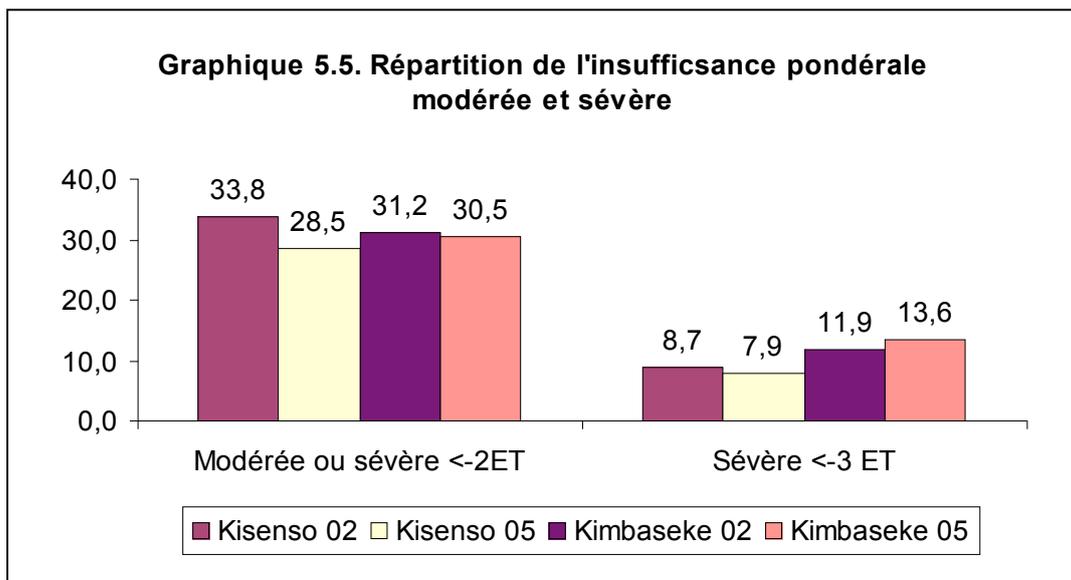
Il ressort d'une analyse par niveau de vie, la présence d'une relation pas très significative ($p=0,044$) existante entre l'état nutritionnel de l'enfant et le niveau de vie du ménage.

Les enfants âgés de 6 à 11 mois et de 12 à 23 mois sont plus touchés par la malnutrition aiguë, constat conforme au MICS2. En plus, de ces deux tranches d'âges, les données de 2005 indiquent aussi un pic important (23%) dans la tranche de 48 à 59 mois. D'où l'importance non seulement d'un allaitement maternel continu mais aussi d'une très bonne alimentation complémentaire chez les tous petits (Annexe 5.2).



Insuffisance pondérale (poids/âge)

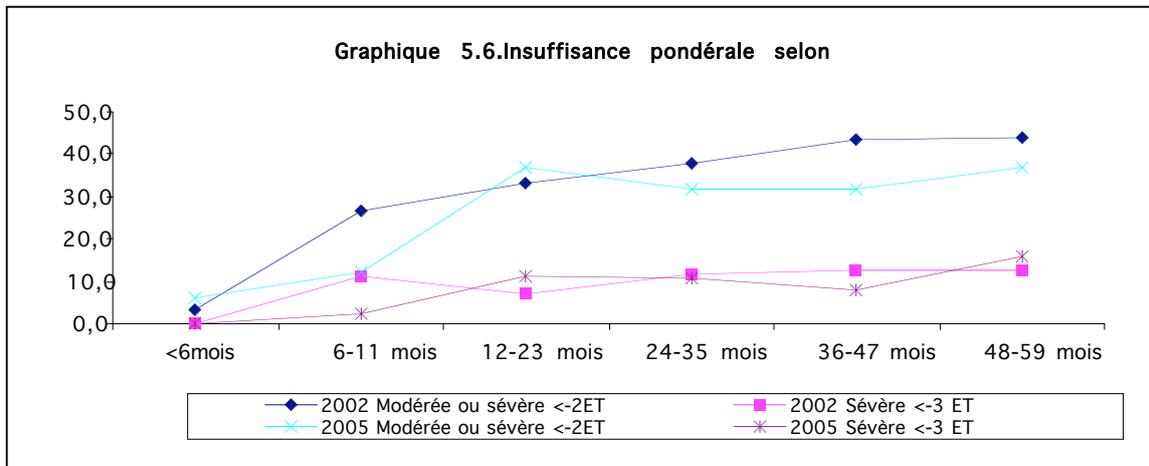
L'indice poids/âge reflète aussi bien les effets du moment que du passé. Il est le résultat combiné des deux types de malnutrition. Il est l'indicateur le plus classique utilisé par les services de santé.



L'analyse du graphique 5.5. indique une diminution bien qu'assez faible de la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale. En effet, la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale est passée de 34% à 29% à Kisenso et de 31% à 31% à Kimbanseke. Ces proportions sont plus ou moins similaires à celle de 31% retenue dans le MICS2.

Pendant que sa forme sévère retient une proportion plus ou moins stable d'enfant à Kisenso, il s'observe un accroissement de sa proportion à Kimbanseke où elle es passée de 12% à 14%. L'analyse par sexe indique une diminution des taux de prévalence avec des pourcentages plus importants chez les garçons. (Annexe 4.3.)

L'analyse du graphique 5.6 indique tout comme le MICS2 que les enfants sont moins touchés durant les 6 premiers mois de leur vie, mais la situation semble se dégrader après cet âge pour s'accroître au fil des mois, le summum est atteint dans la tranche de 48-59 mois.

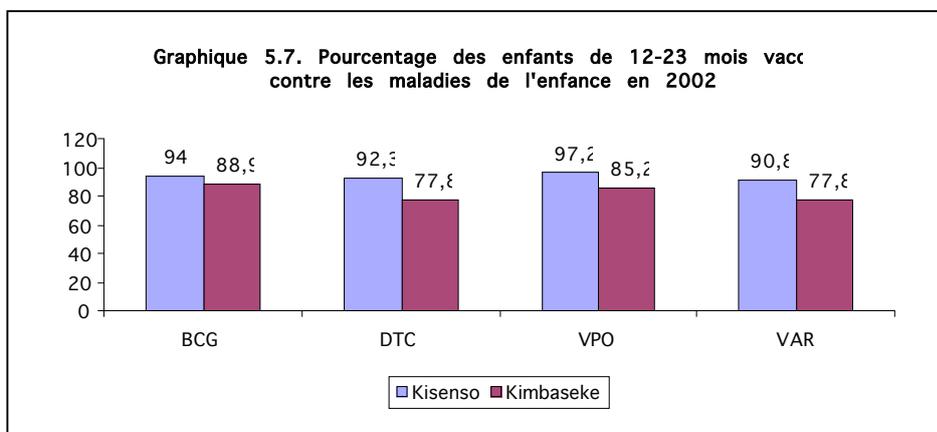


Couverture vaccinale des enfants de 12 a 23 mois

D'une manière générale les données de 2002 présentent une couverture vaccinale très large. A Kisenso, le Vaccin contre la poliomyélite constitue l'antigène le plus répandu suivie par le BGG, pendant qu'à Kimbaseke c'est l'inverse qui est observé.

L'importance notée dans la vaccination contre la poliomyélite et la tuberculose se justifie sûrement par le fait que des campagnes de vaccinations sont organisées chaque année en vue d'éradiquer ce mal pour le premier et par le fait que le BCG est administré quelques jours seulement après la naissance de l'enfant pour le second.

Il ressort des enquêtes de 2002 que la proportion d'enfants vaccinés dépassait de loin la proportion nationale tel qu'indiqué dans le MICS2, d'où l'insertion d'une question complémentaire dans le formulaire de 2005 sur le nombre de prise par vaccin, afin de cerner la proportion d'enfants qui ont reçu une vaccination complète.



De l'analyse du tableau 5.1, il ressort que le vaccin contre la poliomyélite constitue ici encore l'antigène le plus répandu à Kisenso pendant que le BCG l'est toujours pour Kimbanseke.

La couverture vaccinale est tout aussi très répandue, si pas plus qu'en 2002. L'analyse du nombre de prise indique sur l'ensemble d'enfants qui ont reçu le VPO, plus de 90% ont reçu 3 prises. La totalité de ceux qui ont reçu le DTC à Kimbanseke ont reçu 3 prises pendant que 97% l'ont reçu à Kisenso.

Tableau 5.1. enfants (%) âgés de 12-23 mois vaccinés contre les maladies de l'enfance (2005)

Caractéristiques	Rougeole	BCG	VPO ₁	VPO ₂	VPO ₃	VPO	DTC ₁	DTC ₂	DTC ₃	DTC	Effectifs
Kisenso	95,5	98,5	6,6	3,3	90,1	100	6,3	9,5	84,2	97,1	68
Kimbanseke	88,0	96,0	8,7		91,3	92			100	84	25

Santé des mères

Niveau de fécondité

Il ressort de l'analyse du tableau 4.2 qu'à la fin de leur vie reproductive, les femmes de Kimbanseke ont en moyenne plus d'enfants que les femmes de Kisenso. En effet, dans la tranche de 45-49 ans, les femmes de Kisenso ont donné en moyenne la vie à 6,18 pendant que celles de Kimbanseke ont donné la vie en moyenne à 6,6 enfants en 2002. En 2005, ont dénombre une moyenne de 6,48 à Kisenso et 8,45 à Kimbanseke.

Partant du MICS2 qui retient pour les femmes âgées de 45-49 ans, une moyenne de 7,3 enfants pour l'ensemble du pays, de 6,8 enfants pour le milieu urbain et 7,4 pour le milieu rural, Il ressort que les moyennes retenues dans l'étude actuelle reste plus ou moins proches des moyennes nationales, bien qu'elles soient beaucoup plus proches de la moyenne du milieu urbain excepté celle de 2005 pour Kimbanseke qui se rapproche plus du milieu rural. Serait-ce que le milieu de vie des ménages de Kimbanseke est beaucoup plus rural que celui de Kisenso.

Tableau 5.2. Moyenne des naissances par tranche d'âge

Caractéristiques	KISENSO				KIMBANSEKE			
	2002		2005		2002		2005	
	Moyenne (ET)	Effectif						
15-19 ans	0,065 (0,41)	137	0,22 (0,93)	147	0,29(1,22)	64	0,30 (0,56)	40
15-49 ans	1,19 (2,49)	987	1,26 (2,39)	1065	1,27 (2,68)	362	1,28 (2,49)	342
45-49 ans	6,18(3,34)	39	6,48(2,6)	50	6,6 (2,92)	15	8,45 (2,25)	11
49 ans et plus	6,13 (3,49)	110	6,63 (3,21)	144	6,92 (3,15)	38	7,71 (2,45)	31

Il ressort de l'analyse de la fécondité des femmes âgées de 15 à 19 ans, que 12% d'adolescentes de Kisenso et 25% de Kimbanseke avaient déjà eu au moins un enfant en 2002 contre

respectivement 4% et 11% en 2005. Il importe de relever ici que dans la plupart des cas, le ménage ne dévoile pas facilement la présence d'accouchement précoce, dans le souci de garder sa dignité ainsi que celle de la fille-mère concernée. Ces pourcentages peuvent dès lors voiler une proportion plus importante de fille-mères dans cette tranche d'âge.

Couverture des soins prénataux

Les consultations prénatales sont importantes pour assurer la vaccination des mères contre le tétanos et pour détecter précocement et prendre en charge les complications potentielles et les facteurs de risques pendant la grossesse et l'accouchement. Elles permettent donc de prévenir les décès maternels. (MICS2, p. 87)

Tableau 5.3. Couverture de soins prénatals des femmes âgées de 15-49 ans

Caractéristiques	Femmes enceintes 12 derniers mois	Effectifs	Suivies contrôle prénatal	Effectifs
2002				
Kisenso	40,6	229	90,2	92
Kimbanseke	35,6	90	81,3	32
2005				
Kisenso	20,1	402	88,6	79
Kimbanseke	24,8	133	93,9	31

Il ressort de l'analyse du tableau 5.3 qu'une proportion plus importante des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient été enceintes les 12 derniers mois précédant l'enquête de 2002 qu'en 2005. Dans l'ensemble, la très grande majorité des femmes enceintes ou qui ont été enceintes disent avoir suivi le contrôle prénatal.

La proportion de femmes qui a suivi des soins prénataux est proche de celle du MICS2 qui indiquait 85% pour Kinshasa, ainsi donc l'accès au soin prénatal est très répandu dans la ville de Kinshasa.

Il ressort de l'analyse d'association que la fécondité des femmes de 15 à 49 ans ne n'a aucun lien avec le niveau de vie du ménage. Un lien est par contre observé par rapport au niveau d'éducation, principalement dans le cas de Kisenso ($pc=0,003$). Aucune conclusion n'a pu être tirée à Kimbanseke suite à la faiblesse de cas dans certaines cellules.

Mortalité maternelle à Kisenso

Partant des données obtenues de quelques centres de santé visités à Kisenso²⁷ ainsi que du Bureau Central de la Zone de santé de Kisenso²⁸ lors des enquêtes de 2005, il ressort que généralement les femmes ne décèdent pas dans ces centres, cela est sûrement dû au fait que tous les cas graves qui sont décelés avant l'accouchement sont référés dans des centres qui sont mieux équipés hors de la commune, tel que Saint Joseph ou Bondeko.

Depuis 2003, la Maternité Esengo est équipée d'un bloc opératoire qui lui donne la possibilité d'intervenir en cas d'urgence dans la commune de Kisenso, ainsi diminue le risque de mort

²⁷ Dispensaire d'Etat-Maternité Esengo, Tobatela, Maternité Sainte Ambroise

²⁸ Taux de mortalité maternelle du BCZS 0% en 2001, 0,04% en 2002 et 0,02% en 2003

dû au cheminement hors de la commune des cas d'urgence. Malheureusement la présence d'une seule maternité disposant d'un bloc opératoire dans la commune de Kisenso ne peut répondre au besoin d'une communauté si importante dans une zone géographique très large.

Taux de prévalence du VIH

En ce qui concerne la prévalence du VIH/ sida, les informations reçues du Bureau central de la zone de santé de Kisenso indiquent une prévalence de 2%. Le programme de dépistage qui est mis en œuvre à la maternité Esengo depuis le mois de mars 2004 indique, une année après²⁹, 22 cas positifs sur 3871 prélèvements sur les femmes enceintes. Ainsi donc 0,56% des femmes enceintes dépistées sont testées séropositives, cette proportion est beaucoup plus fiable que celle obtenue de bureau de Zone de santé.

Les femmes enceintes testées positives sont prises en charge. Elle reçoivent un traitement en vue d'éviter la transmission mère-enfants.

Il importe de relever ici la présence d'une équipe de l'Université de la Caroline de Nord qui est implanté au Dispensaire en vue de mener des études dans le domaine du VIH/Sida.

Sante menages

Prise en otage des malades

Un phénomène assez récent, datant des années 90, est observé dans certains ménages de la ville. Il s'agit de la prise en otage des personnes qui ont bénéficié des soins médicaux dans un centre de santé ou un hôpital suite à l'incapacité qu'elles démontrent dans le paiement de la facture des soins dont elles ont bénéficié à l'hôpital. Ces personnes sont retenues à l'hôpital où généralement elles n'ont plus de droit, pas de lit jusqu'à l'apurement de la dette due. Il arrive aussi souvent que ces personnes face au coût élevé qu'elles occasionnent suite à leur présence dans ces services soient libérées avec une promesse de paiement.

Les enquêtes de terrain auprès des centres de santé de Kisenso indiquent qu'ils font tous face à ce phénomène. Malheureusement, aucun pourcentage n'a pu être livré ce qui ne permet pas de bien cerner l'ampleur du phénomène.

Les responsables des centres se sentent obliger de retenir les personnes insolvables suite à la nécessité pour eux d'entrer dans leur frais et ainsi permettre la durabilité de leurs infrastructures. Ils reconnaissent aussi qu'ils font quelques fois face à des patients tellement pauvres que la prise en otage ne produit pas l'effet escompté. Dans ces cas, ils sont dans l'obligation de laisser partir l'intéressé sans que ce dernier n'ait payé leur dû.

Il ressort des données récoltées auprès des ménages que près de 10% des ménages de Kisenso et 9% de Kimbanseke ont connu la prise en otage d'au moins un de leur membre pour non-paiement de la facture d'hôpital. Ces membres étaient généralement hospitalisés suite à une opération, à un accouchement, à un accident ou encore à une anémie.

Dans la grande majorité des cas à Kisenso, la facture avait été finalement payée par un membre du ménage (31%), un membre de famille (19%), un gage a été même remis (12%). 8% ont

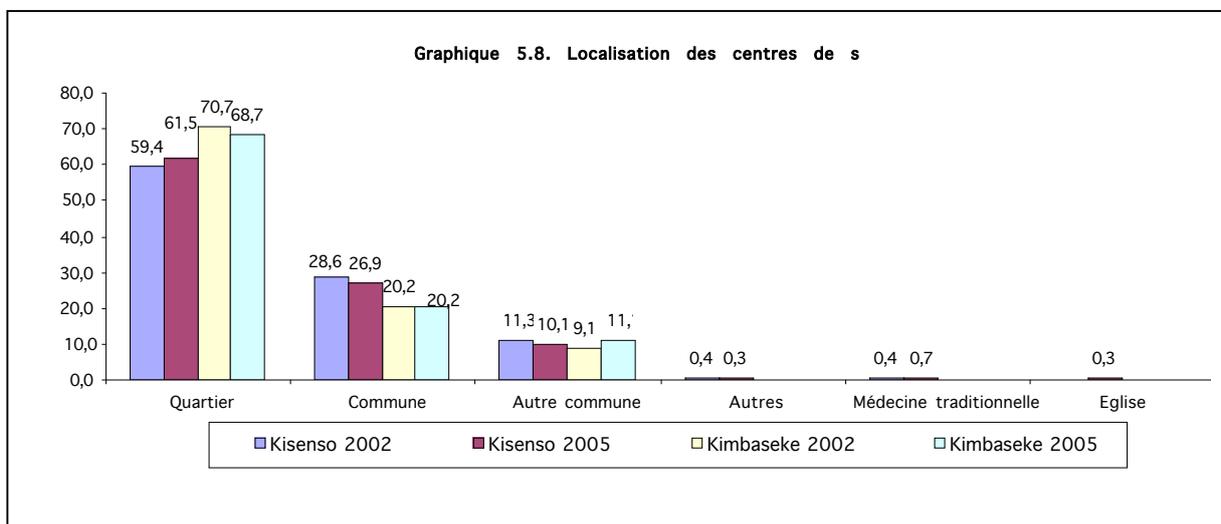
²⁹ mars 2005.

reconnu n'avoir pas payé la facture. Le pourcentage restant représente ceux qui ont dû vendre un bien ou qui ont reçu l'aide de l'Eglise ou des voisins.

A Kimbanseke, les membres du ménage (33%) et la famille (22%) constitue aussi les premiers groupes d'intervention, ils sont suivis de la mise en gage et des cotisations.

Localisation du centre de santé

L'analyse de la localisation des centres de santé indique que les ménages vont généralement se faire soigner dans des centres situés au sein de leur commune de résidence. Tel était le cas en 2002 pour 88% des ménages de Kisenso et 90% de Kimbanseke. En 2005, la situation est plus ou moins stationnaire à Kisenso, avec 88%, notons néanmoins un certain accroissement des soins au niveau du quartier. Pendant qu'à Kimbanseke, la proportion des soins au niveau de la commune a connu une diminution sensible.



Il ressort de l'analyse de ce chapitre sur la santé que

La proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique est en baisse, pendant que la proportion par rapport à sa forme aiguë est restée plus ou moins stable. Ce retard de croissance devient très marqué après les douze premiers mois de la vie.

La proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë connaît une progression très forte aussi bien sous sa forme modérée que sévère. Les enfants âgés de 6-11 et de 12-23 mois sont les plus touchés par l'émaciation.

La proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale est en baisse, la forme sévère connaît une certaine stabilité à Kisenso pendant qu'elle est en augmentation à Kimbanseke. Les enfants de plus de 6 mois semblent être beaucoup plus touchés.

En général, la proportion des garçons touchés par la malnutrition est plus importante que celle des filles.

La couverture vaccinale est très répandue.

Le niveau de fécondité des femmes de 45-49 ans est dans l'intervalle de 6 à 8 enfants en moyenne. La majorité des femmes enceintes ont suivi le contrôle prénatal.

0,56% des femmes enceintes dépistées à la maternité Esengo en mars 2005 sont testées positives.

La prise en otage des malades pour cause de non-paiement de facture a été expérimentée par certains ménages de Kisenso (10%) et de Kimbanseke (9%).

Les membres du ménage se font soigner généralement dans un centre de santé situé dans leur commune de résidence.

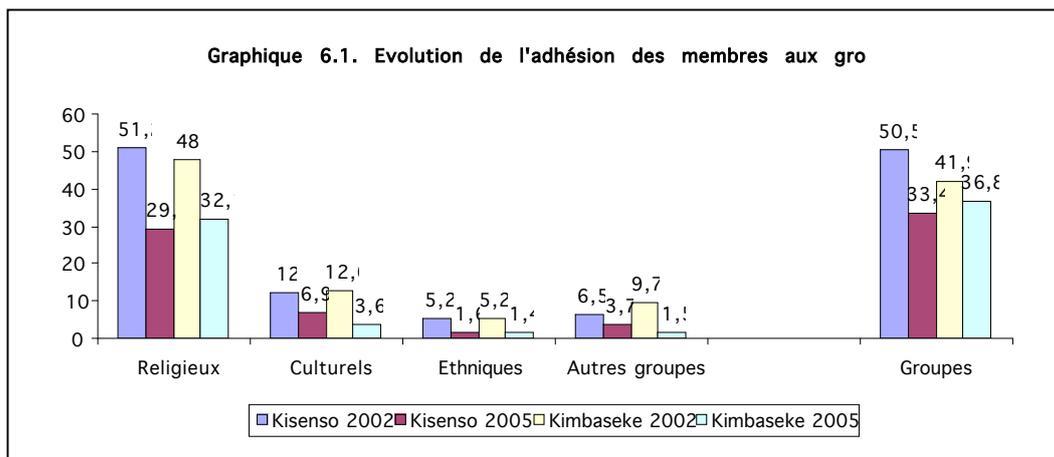
6. CAPITAL SOCIAL

Ce chapitre porte sur la participation des membres du ménage au groupe, le crédit que les membres accordent au tiers, la participation aux actions communautaire, le réseau d'information et la cohésion sociale.

Groupes

Adhésion des membres aux groupes

L'analyse de l'adhésion des membres du ménage âgés de 20 ans et plus la proportion d'adhésion à au moins un groupe est en régression. A Kisenso, 51% d'enquêtés était membre d'au moins un groupe en 2002 contre 33% en 2005. A Kimbanseke cette proportion est passée de 42% à 37% (Annexe 6.1.).



Des pourcentages plus ou moins importants s'observaient en 2002 dans la participation des membres au groupe religieux, pourcentages qui d'ailleurs régressent dans le temps. Il est passé de 51% à 29% à Kisenso et de 48% à 32% à Kimbanseke.

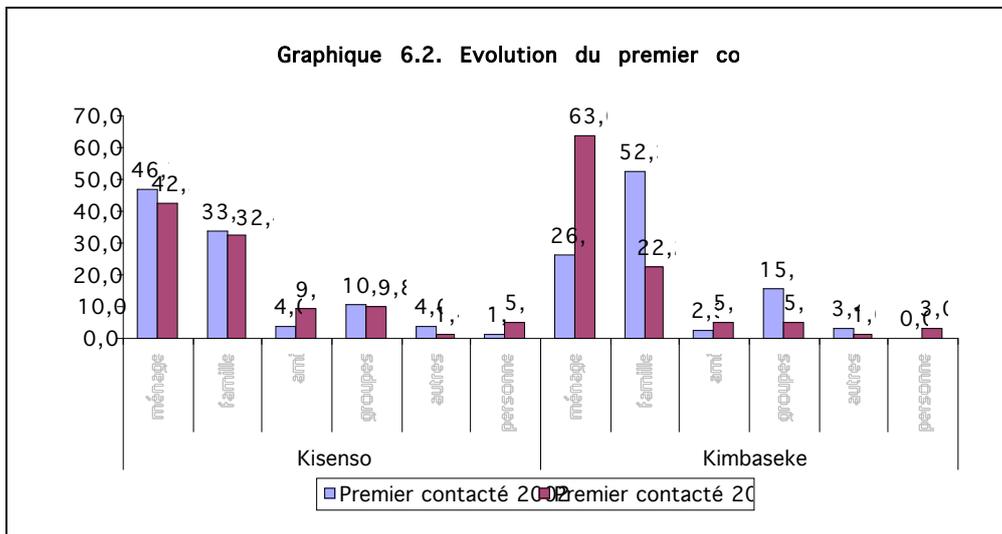
L'analyse de la préférence par rapport aux groupes auxquels ils sont membres indique que les interrogés préfèrent beaucoup plus adhérer aux groupes religieux qu'aux autres types de groupe, cette proportion est d'ailleurs en progression par rapport à 2002. En effet, la proportion de personnes qui ont une préférence pour le groupe religieux est passée de 64% à 87% à Kisenso et de 53% à 89% à Kimbanseke. (Annexe 6.1.)

Reseaux

Premier contacté

Il ressort de l'analyse du premier contacté en cas de problème que les membres interrogés contactent principalement les membres du ménage ou de la famille. Le groupe vient en troisième position.

L'analyse par commune indique pour Kisenso, une diminution de la proportion des membres qui contactent en premier lieu les membres du ménage (47% à 42%) ou la famille (34% à 32%) en cas de problème, pendant que la proportion de ceux qui contactent les amis (4% à 9%) ou qui compte d'abord sur eux-même (1% à 5%) est en croissance, croissance qui pourrait indiquer une prise en charge plus responsable des membres par rapport au ménage. Ainsi donc, les membres interrogés contactent de moins en moins la famille pendant que les amis et les capacités personnelles sont beaucoup plus mis à profit en cas de problème.



A Kimbaseke, la situation est très différente. En effet, les membres interrogés contactent davantage les membres du ménage (26% à 64%), pendant que la proportion de ceux qui contactent les membres de famille (52% à 22%) ou les membres du groupe (16% à 5%) est en forte régression, de même que la proportion de ceux qui contactent d'abord le groupe (16% à 5%). La proportion de ceux qui contactent d'abord les amis est en hausse (2% à 5%). Bien que la proportion de ceux qui comptent d'abord sur les amis et de ceux qui compte d'abord sur eux-même est en hausse, il ressort de l'analyse de Kimbaseke que la famille reste encore très présente dans la résolution des problèmes des membres, leur importance devient d'ailleurs plus grande avec le temps (78% à 86%).

Réciprocité

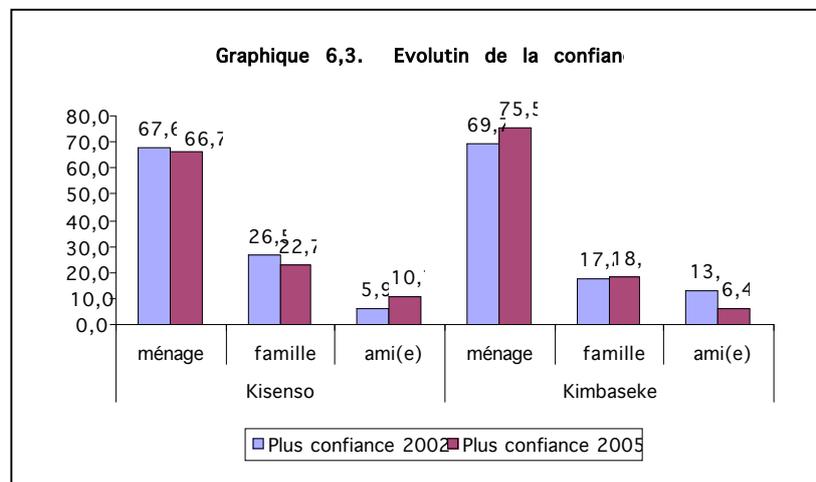
Pendant qu'en 2002, 26% des membres interrogés laisser la garde d'enfants aux voisins en cas d'absence, ce pourcentage est passé à 35% à Kisenso et à 30% à Kimbanseke en 2005.

La proportion des membres qui mangent quelquefois hors du ménage est en augmentation, elle est passée de 48% à 52% à Kisenso et de 40% à 46% à Kimbanseke. Alors que celle des ménages qui reçoivent des gens qui mangent chez eux est en baisse, elle est passée de 71% à 68% à Kisenso et de 81% à 67% à Kimbanseke.

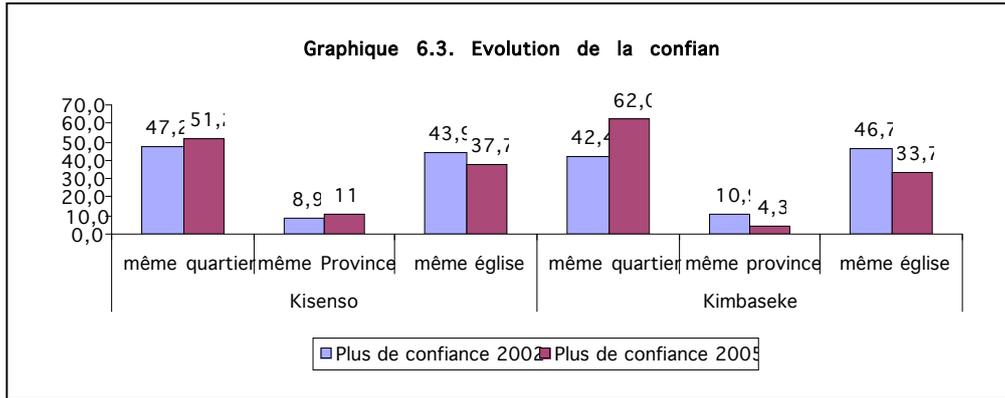
Une très forte proportion d'interrogés indique que leur ménage accorde si nécessaire une aide aux voisins (sel, huile, etc.) de même qu'il en reçoit aussi des voisins. En 2002, 80% des ménages de Kisenso et 72% de Kimbanseke ont reçu une aide des voisins contre respectivement 82% et 81% en 2005. 97% des ménages de Kisenso et 97% de Kimbanseke ont accordé une aide aux voisins contre respectivement 97% et 96% en 2005.

Confiance

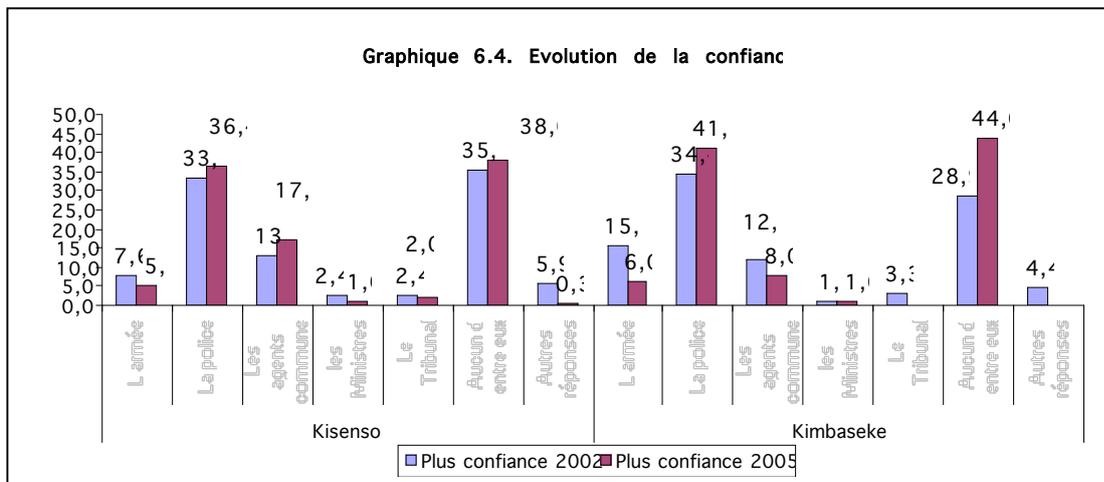
Il ressort d'une analyse basée sur le ménage, la famille et les amis que les interrogés de Kisenso font un peu moins confiance au membre du ménage et au membre de famille pendant que la confiance aux amis connaît une hausse de 6% à 11%. Les interrogés de Kimbanseke par contre font davantage confiance au membre du ménage et au membre de famille pendant les amis sont moins crédible (13% à 6%). Ces résultats restent dans la logique des résultats observés au point 6.2.1. indiquant que les interrogés de Kisenso deviennent beaucoup plus indépendant par rapport à leur ménage que ceux de Kimbanseke.



Une analyse basée sur les origines indique qu'à Kisenso, les interrogés font davantage confiance aux résidents du même quartier et aux originaires de la même région qu'au membres de la même église. Les interrogés de Kimbanseke font beaucoup plus confiance aux résidents du même quartier, tandis que la confiance aux originaires de la même région ou au membre de la même église connaît une diminution. La réduction de la confiance envers les membres du groupe religieux peut certaines expliquer la diminution observée dans l'adhésion au groupe religieux vu plus haut (point 6.1.). Serait-ce que l'engouement et la confiance envers les Eglises soient en baisse?



Une analyse de la confiance des membres envers les institutions indique pour Kisenso une augmentation de la proportion des membres qui font confiance à la police (33% à 36%) et aux agents de la commune (13% à 17%). Une croissance de la proportion de ceux qui font confiance à aucune de ces institutions est aussi notée. L'appréciation de la confiance accordée aux agents de la commune à certainement avoir avec les actions menées par le FSU dans cette commune. En effet, les différentes actions menées dans la commune sont effectuées en collaboration les autorités administratives de la commune et des quartiers. En plus de leur participation aux actions menées dans la commune des actions de renforcement de capacités sont organisées en leur faveur, telles que la construction du bureau de commune et de quartiers ainsi différentes formations suivies.



En ce qui concerne les interrogés de Kimbaseke, il ne s'observe qu'une augmentation de la proportion de ceux qui font confiance en la police (34% à 41%) ainsi que de ceux qui ne font confiance à aucune institution. L'amélioration de la confiance envers la police provient certainement des actions de réduction du banditisme menées dans la commune de Kimbaseke (installation d'éclairage public, sécurité assurée)

Action collective et coopération

Actions communautaires

La proportion des membres qui considèrent que des actions communautaires sont organisées dans leur quartier est en baisse, elle est passée de 79% à 52% à Kisenso et de 52% à 22% à Kimbanseke.

La proportion des membres interrogés qui disent avoir participé à une action communautaire est, elle aussi, en baisse. Elle est passée de 63% à 27% à Kisenso et de 51% à 10% à Kimbanseke. Ces actions sont générales des actions d'entretien communément appelées Salongo, des actions de réhabilitations des infrastructures, de lutte anti-érosive ou de lutte contre d'autres calamités telles que les inondations, etc.

La diminution de la proportion de participation est-elle un indicateur de la détérioration d'actions communautaires bénévoles au profit des actions communautaire rémunéré tels que les travaux HIMO organisé à Kisenso ? ou est-elle tout simplement la résultante de la détérioration de la situation sociale qui pousse la population a beaucoup plus s'occuper de ses problèmes propres que des ceux de toutes la communauté ?

Structure d'entraide

L'analyse de l'existence des structures d'entraide indique, elle aussi, une diminution de proportion des membres qui en reconnaissent l'existence dans leur quartier. De 47% en 2002, elle est passée à 18% à Kisenso contre 50% en 2002 et 8% en 2005 à Kimbanseke.

Ce résultat vient encore appuyer le fait que les membres ne cherchent plus tellement la sécurité dans les groupes³⁰, ils s'appuient davantage sur leur propre effort communément dit en terme de « *Efoperso*³¹ », vocable qui est souvent utilisé dans le langage kinois pour dire : « je compte sur mon propre effort » ou encore que « je l'ai reçu grâce à mon effort personnel ».

Organisation non gouvernementale

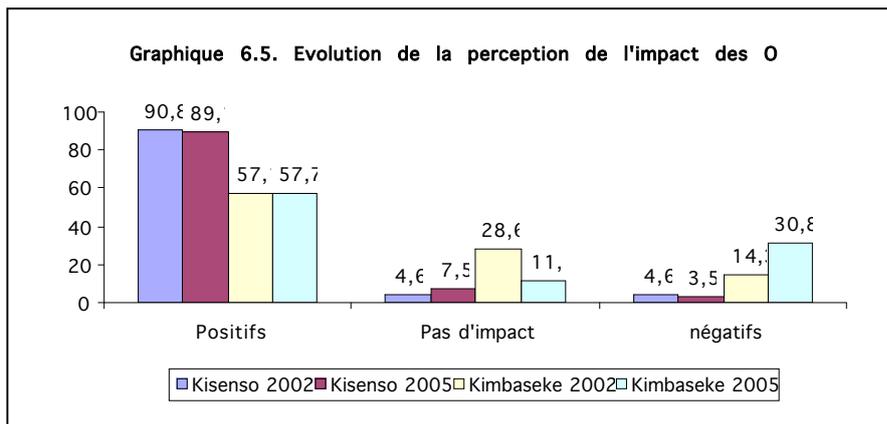
L'analyse de l'existence des ONGs dans le quartier indique une nette croissance de ce genre de structure, croissance qui est très importante à Kisenso. En effet, La proportion des membres qui reconnaissent l'existence d'une ONGs dans leur quartier est passée de 39% à 72% à Kisenso, tandis qu'elle est passée de 14% à 22% à Kimbanseke.

La forte croissance de cette proportion à Kisenso se justifie principalement par la présence du FSU dans cette commune. Depuis la mise en œuvre du FSU, institution qui travaille en synergie avec les autorités administratives de la commune ou du quartier ainsi qu'avec les ONGs locales ou associations locales, plusieurs Organisations de bases ont vu le jour dans différents quartiers de Kisenso.

³⁰ Cela s'est observé dans l'analyse de l'adhésion au groupe qui indique une diminution du taux d'adhésion et aussi dans l'analyse de la premier contacté qui indique une diminution de la proportion des membres qui contacte en premier le groupe.

³¹ Effort personnel

L'augmentation de la proportion de ceux qui reconnaissent l'existence d'une ONG dans leur quartier ne s'accompagne pas d'une amélioration de la perception de l'impact de ces structures. En effet, une stabilité dans la proportion de ceux qui considèrent que son impact est positif avec une proportion plus importante à Kisenso (autour de 90%) qu'à Kimbanseke (autour de 57%). La proportion de ceux qui ne leur accordent aucun impact est en hausse à Kisenso (5% à 8%) tandis qu'elle est en baisse à Kimbanseke (29% à 12%). La proportion de ceux qui considèrent que son impact est négatif connaît une certaine stabilité à Kisenso (autour de 4%) pendant qu'elle est en hausse à Kimbanseke où elle est passée de 14% à 31%. Ainsi donc l'impact des ONGs est beaucoup plus apprécié à Kisenso qu'à Kimbanseke.



Information et communication

Détenteurs d'appareil téléphonique portable (gsm)

Il ressort de l'analyse du nombre d'appareil téléphonique par ménage que de plus en plus les ménages s'équipent en ce genre d'outil de communication. En effet, la proportion des ménages qui n'en disposent pas est passée de 90% à 63% à Kisenso et 95% à 75% à Kimbanseke.

En moyenne, les ménages de Kisenso disposent de 0,51 appareils par ménage et pendant que ceux de Kimbanseke n'en ont que 0,34 en moyenne, ce qui est encore très faible si on sait que cet outil est très important dans la diffusion et l'émission d'information et qu'il procure un gain très important en temps, en énergie et en argent.

Informations ou opportunités obtenues du groupe

La participation des membres enquêtés aux groupes, permet à une certaine proportion d'entre eux d'obtenir des informations ou encore une opportunité importante. La proportion des membres qui reconnaissent avoir bénéficié d'une telle opportunité est passée de 39% à 31% à Kisenso et de 42% à 34% à Kimbanseke.

Ainsi donc, le groupe devient de moins en moins une source d'information ou d'opportunité pour les membres, d'où l'accroissement observé jusque là du besoin de compter d'abord sur les capacités propres, « *l'efoperso* ».

Cohesion sociale

Sensation d'appartenance à un ensemble

Les membres interrogés se considèrent généralement comme faisant partie de la communauté. Néanmoins cette sensation d'appartenance connaît une certaine détérioration, elle est passée de 89% à 84% à Kisenso et de 87% à 82% à Kimbanseke.

Une proportion légèrement plus grande est fière de faire partie de son ménage à Kisenso (94% à 97%) pendant que celle de Kimbanseke connaît une diminution légère (97% à 92%)

Sociabilité

L'analyse de la sociabilité au sein du ménage indique que la proportion des membres qui reconnaissent qu'il y a des membres qui ne communique pas dans le ménage est en hausse à Kisenso (5% à 7%) tandis qu'elle est en baisse à Kimbanseke (17% à 4%).

Conflit et violence

Il ressort de l'analyse de la violence au sein de la communauté que la proportion des membres qui considèrent que leur communauté est violente est en croissance à Kisenso, où elle est passée de 14% à 22% alors qu'elle est en baisse à Kimbanseke, où elle est passée de 45% à 27%.

La réduction de la proportion des ménages qui considèrent que leur commune de Kimbanseke est violente doit être due à la diminution de la proportion des ménages qui déclarent avoir été victime de violence (vol, destruction ou autres). En effet, en 2002, 40% des ménages enquêtés en était victime contre 29% en 2005. La proportion des ménages déclarant être victime de violence est aussi en décroissance à Kisenso, bien que beaucoup plus faible, elle soit passée de 33% à 31%. Comme dit précédemment, la forte diminution de la proportion de la perception de la violence à Kimbanseke est la résultante des actions de lutte contre le banditisme organisée dans cette commune.

En vue d'agir aussi sur le domaine sécuritaire au sein de la commune, Le FSU est entrain d'organiser des ateliers de formation des OPJ et de la population sur les notions élémentaire du droit ainsi que sur la perception police-population en vue d'améliorer les relations entre ces deux groupes cibles.

Bien-etre et action politique

Bien-être

Il ressort de l'analyse du bien-être que la proportion de personnes qui se sentent heureux en considérant leur vie dans l'ensemble est en croissance à Kisenso, pendant qu'elle est plus ou moins stable à Kimbanseke. En effet, cette proportion est passée de 65% à 75% à Kisenso et de 62% à 61% à Kimbanseke.

L'analyse de l'estime de soi indique aussi une certaine amélioration dans la mesure où la proportion des membres qui considèrent que leur ménage est pauvre connaît une diminution de 33% à 29% à Kisenso. Une situation inverse est par contre observée à Kimbanseke où cette proportion est passée de 34% à 44%, indiquant le fait même une détérioration de l'estime de soi due certainement à une détérioration du bien-être et du niveau de vie des ménages.

Actions prioritaires

L'analyse des actions prioritaires à mener pour améliorer leur vie indique que les membres interrogés accordent beaucoup plus d'importance aux actions de bonne gouvernance (Politique, Economie et Sécurité). En effet, la proportion de ceux qui retiennent ce groupe d'action est passée de 59% à 65% à Kisenso et de 67% à 68% à Kimbanseke. Elles sont suivies par les actions sociales (santé et social) qui passent de 36% à 35% à Kisenso et de 27% à 32% à Kimbanseke.

Il ressort de l'analyse de ce chapitre sur le capital social des membres que :

L'adhésion au groupe tend à se réduire avec le temps, la proportion de membres qui adhèrent à un groupe connaît une diminution dans le temps. Hormis la diminution de la proportion d'adhésion, le groupe religieux reste le groupe le plus préféré.

L'adhésion au groupe est en général significativement relié au niveau de vie du ménage. Plus le niveau de vie est élevé plus l'on adhère à un groupe.

La proportion de ceux qui comptent d'abord sur la famille se réduit à Kisenso pendant qu'elle connaît une croissance à Kimbanseke. Les capacités personnelles semblent être beaucoup plus valoriser à Kisenso qu'à Kimbanseke où la dépendance à la famille croît dans le temps.

Une réciprocité existe entre voisins et entre amis, les ménages se rendent si nécessaire des services tels que la garde d'enfants, le don de sel ou autres.

Les relations sociales deviennent beaucoup plus élaborées à Kisenso où une proportion plus importante des interrogés fait confiance aux amis pendant que la dépendance familiale s'observe ici encore pour Kimbanseke.

Le crédit accordé aux membres de la même église se détériore dans le temps au profit du quartier et de la province.

Le crédit accordé aux agents de commune à Kisenso pendant une baisse est notée à Kimbanseke. Le crédit accordé à la police connaît une hausse dans l'ensemble des cas. Une proportion assez important d'interrogés ne fait confiance à aucune des institutions retenues.

Le taux de participation aux actions communautaires est en diminution. La proportion de ceux qui considèrent qu'il existe une structure d'entraide connaît une baisse.

La proportion d'enquêtés qui reconnaissent l'existence des ONGs dans leurs quartiers connaît une hausse très importante à Kisenso

Les membres du ménage sont de plus en plus détenteurs d'appareil téléphonique portable. Les enquêtés obtiennent de moins en moins des opportunités grâce à leur participation au groupe.

La majorité d'interrogés se considère comme membre à part entière de la communauté. Ils sont de plus en plus fière d'appartenir à leur ménage.

La violence croît à Kisenso pendant qu'elle diminue à Kimbanseke.

A Kisenso, les membres se sentent de plus en plus heureux et de moins en moins pauvres.

Les actions de bonne gouvernance restent les domaines d'intervention prioritaires retenus pour améliorer la vie des interrogés.

7. EMPLOI ET ESTIMATION DE LA PAUVRETE

Emploi

Travail rémunéré

Partant de l'analyse du tableau 7.1, le travail des enfants semble être un phénomène qui diminue d'ampleur avec le temps. En effet, fixée à 7 en 2002, la proportion d'enfants âgées de 6 à 15 ans dont le ménage reconnaît qu'ils ont exercé un travail rémunéré est passée en 2005 à 2% à Kisenso et à 0% à Kimbanseke. Pendant qu'à Kisenso, ce travail a touché une proportion plus importante de garçon (9%) une situation inverse est observée à Kimbanseke où il s'observe des proportions plus importante de filles (9%).

Une analyse réduite au 15-30 ans indique une diminution de la proportion de ceux qui ont exercé un travail rémunéré à Kisenso (de 44% à 29%) pendant que l'ampleur du travail est restée plus ou moins stable à Kimbanseke (de 39% à 38%). Il ressort de l'analyse par sexe que la proportion de garçons qui ont exercé un travail rémunéré est plus importante que celle des filles de cette tranche d'âge.

Des proportions plus importantes des membres qui ont exercé un travail rémunéré s'observent dans la tranche de 30-50 ans, avec plus de 80%. Il s'observe ici encore que la proportion d'hommes est plus importante que celle des femmes qui ont exercé un travail rémunéré.

La régression observée dans la tranche des plus de 50 ans indique donc les personnes âgées sont de moins en moins actifs. La tranche la plus active est celle de 30 à 50 ans.

Tableau 7.1. Evolution du travail rémunéré des plus de 6 ans par âge et sexe.

Tranche d'âge	Kisenso						Kimbanseke					
	2002			2005			2002			2005		
	Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total
6 - 15	9,3	4,4	6,6	3,9	0,6	2,0	4,3	8,8	7,0	0	0	0
15-30	46,9	40,7	43,5	30,8	27,6	29,1	42,4	34,8	38,3	38,5	36,7	37,5
30-50	82,7	78,3	80,4	91,8	76,2	83,3	87,8	68,6	78,0	84,8	83,9	84,3
50 <	71,3	66,2	69,2	74,5	66,7	71,1	82,4	66,7	76,4	88,6	72,2	83,0

Activité exercée³²

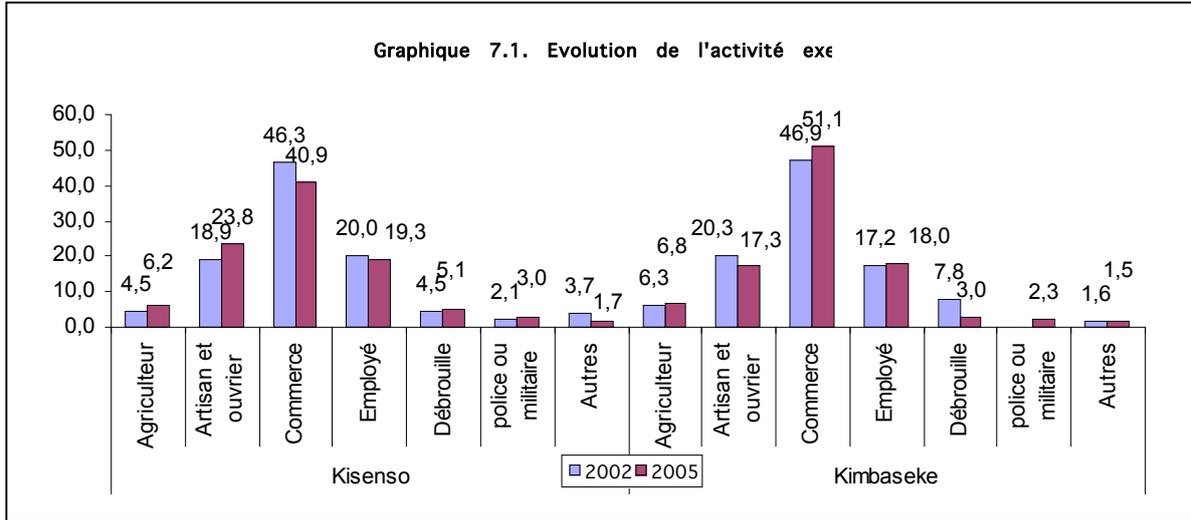
Le commerce est l'activité exercée par une très importante proportion d'enquêtés âgés de 30 ans et plus. Une analyse de son évolution dans le temps indique qu'une évolution opposée selon le site. Une croissance de la proportion de ceux qui exercent cette activité est observée à Kimbanseke (47% à 51%) alors qu'une régression est notée pour Kisenso (46% à 41%).

La régression observée dans la proportion des interrogés qui exercent dans le commerce est certainement due à l'utilisation intensive de la main-d'œuvre qualifiée ou non de Kisenso, grâce aux travaux HIMO organisés par le FSU dans cette commune. En effet, il ressort de l'analyse de la catégorie

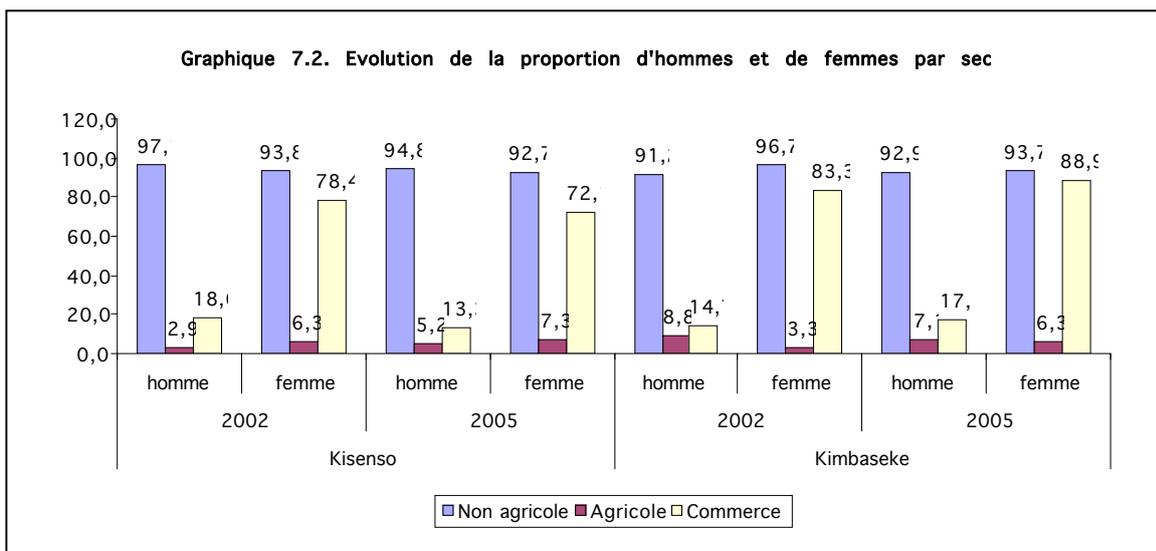
³² Annexe 7.1. pour plus d'explication sur la composition des catégories retenues

artisan ou ouvrier que la proportion de ces derniers a forte augmenté dans le temps à Kisenso (de 19% à 24%) alors qu'elle a diminué à Kimbanseke (de 20% à 17%).

Le système de travail HIMO organisé par le FSU a donc permis une utilisation efficiente et efficace de la main-d'œuvre qualifiée latente qui se contentait d'œuvrer dans le petit commerce, au risque de perdre toute sa technicité. La diminution de la proportion d'artisans et d'ouvriers à Kimbanseke indiqueraient dès lors que la main-d'œuvre reste encore sous-exploitée dans ce site.



L'analyse de la proportion de ceux qui se débrouillent est en régression à Kimbanseke (8% à 3%) pendant qu'elle est plus ou moins stable à Kisenso (5%). La décroissance observée à Kimbanseke appuie davantage le fait que les membres de ménage Kimbanseke s'appuient de plus en plus sur leur ménage ou leur famille en cas de problème³³.



³³ Cfr chapitre 6 . Capital social.

L'agriculture est presque un domaine laisser pour compte, il ressort de l'analyse par sexe des secteurs d'activités que ce secteur ne retient pas l'attention de proportions importante d'hommes et de femmes. Les proportions observées tournent autour de 2% et 9%. Alors que le commerce retient beaucoup plus les femmes. En effet, la proportion de femmes qui exercent le commerce va de 72% à 89%. Pris dans leur ensemble le secteur non agricole retient l'attention des proportions très importantes de femmes et d'hommes âgés de plus de 30 ans.

Estimation de l'évolution de la pauvreté monétaire, 2002-2005

Choix du déflateur

Il est important, afin de comparer les données monétaires dans le temps, d'exprimer toutes les dépenses sur base d'un prix constant. *Quel déflateur doit dès lors être utilisé ?* Il y a donc un choix non-trivial à faire ici dans la mesure où les résultats obtenus dépendront très fortement du déflateur retenu.

Tableau 7.2. Evolution des prix par déflateur utilisé

Déflateurs	mars/02	Mars/05	Diff. (%)
Prix ires-marché	86663140	152169207	75,59%
Prix ires-magasins	76587382	127765755	66,82%
Taux de change	336,22	499,1	48,44%
Taux utilisé	336,22	590,36	75,59%

Si l'analyse se limite à calculer sur base du taux de change (taux du dollar), l'inflation obtenue sera de 48% tandis que l'indice des prix de l'IRES (marché) donne un taux d'inflation de 76%. Les différents calculs se feront donc sur base du taux du dollar de 2002 inclus le taux d'inflation retenue.

Imputation d'un loyer fictif aux propriétaires.

Tout comme cela a été fait pour les données de 1997 et de 2002, une variable statistique sera calculée afin de résumer la qualité de la maison (type de toiture, murs, surface, branchement sur l'électricité, etc.). Une estimation entre deux variables statistiques et le loyer payé en 2002, permet de d'exprimer cette variable en une valeur monétaire.

Cette variable est intéressante dans la mesure où elle reflète la valeur que les ménages attachent aux biens durables. Elle peut aussi être utilisée pour imputer un loyer fictif aux propriétaires des maisons, imputation sans laquelle les propriétaires seraient relativement plus pauvres que les locataires !

Il importe de relever ici que le marché de l'immobilier détermine les coûts des loyers, coûts qui augmentent généralement plus que l'inflation. Cependant, notre mesure de bien-être doit être insensible à ces évolutions monétaires qui n'ont pas d'effet réel. C'est ainsi que « la qualité de la maison » sera exprimée dans notre analyse par rapport aux loyers de 2002, sans tenir compte des évolutions monétaires ultérieures.

Nous avons testé deux modèles statistiques pour estimer le loyer à partir de la qualité de l'habitation:

$$\text{Loyer} = a + b \cdot (\text{var1}) + c \cdot (\text{var1}) \quad R^2 = .46$$

et

$$\ln(\text{Loyer}) = a + b \cdot (\text{var1}) + c \cdot (\text{var1})$$

Ou

$$\text{Loyer} = e^{[a + b \cdot (\text{var1}) + c \cdot (\text{var1})]} \quad R^2 = .51$$

Des deux relations estimées, c'est la dernière qui sera utilisé dans les calculs ultérieurs.

Leçons à tirer de l'analyse des résultats obtenus..

Il ressort de l'analyse du tableau 7.3. sur le calcul de différentes variables majeures de dépenses les premières conclusions suivantes :

Tableau 7.3. Calcul des variables majeures de dépenses

		2005			2002			croissance triennale	
		Kisen	Kimba	diff.	Kisen	Kimb	diff.	Kisen	Kimb
1	Dépenses effectives (\$)	1697,4	1607,2	5,6%	1579,6	1514,9	4,3%	7,5%	6,1%
2	% destiné à l'alimentation	71,80%	71,61%	0,3%	70,34%	70,20%	0,2%	2,1%	2,0%
3	Qualité de l'habitation (loyer annuel, \$)	106,7	62,3	71,4%	98,1	59,1	65,9%	8,8%	5,3%
4	Bien-être du ménage ^o (\$)	1714,5	1617,0	6,0%	1596,6	1525,7	4,6%	7,4%	6,0%
5	Bien-être du ménage (2) ^{oo} (\$)	1780,7	1658,9	7,3%	1657,7	1563,8	6,0%	7,4%	6,1%
6	Dépenses par personne (\$)	270,5	248,9	8,7%	255,8	221,0	15,7%	5,8%	12,6%
7	Dépenses par équivalent-adulte (\$)	367,0	344,9	6,4%	347,9	303,8	14,5%	5,5%	13,5%
8	Dépenses en alimentation (\$)	1198,7	1126,6	6,4%	1064,2	1045,5	1,8%	12,6%	7,8%
9	Dépenses en logement (\$)	156,2	155,6	0,4%	136,8	164,9	-17,0%	14,2%	-5,7%
10	Dépenses en habillement (\$)	12,7	19,1	-33,9%	13,5	16,8	-19,5%	-6,3%	14,0%
11	Dépenses diverses (\$)	329,8	305,8	7,8%	365,1	287,7	26,9%	-9,7%	6,3%
12	Parmi lesquelles éducation (\$)	140,3	111,7	25,5%	122,8	119,7	2,6%	14,2%	-6,7%

^oImpute un loyer fictif aux propriétaires –en fonction de la qualité de la maison que le ménage habite.

^{oo}Impute un loyer fictif à tous - en fonction de la qualité de la maison que le ménage habite.

En trois ans, le revenu moyen des ménages s'est accru. Cet accroissement est plus important à Kisenso (7,5%) qu'à Kimbanseke (6,1%)³⁴. Ce constat est aussi observé après l'imputation du coût du loyer aux propriétaires (lignes 4 et 5).

L'analyse de la qualité de l'habitation présente les mêmes tendances (ligne 3).

Ces tendances s'inversent par contre dans une analyse par personne et par équivalent-adulte. En effet, bien que Kisenso s'enrichisse toujours, il s'observe ici qu'il s'enrichit moins que Kimbanseke. Apparemment, des mouvements démographiques différents contribuent à amoindrir les différences entre les deux communes. (Lignes 6 et 7).

Le poids des dépenses alimentaires reste toujours aussi important (environ 70%) bien que la situation alimentaire s'améliore sensiblement – et plus sensiblement à Kisenso qu'à Kimbanseke.

Il s'observe un mouvement assez bizarre dans les dépenses en habillement qui diminuent. Cette diminution pourrait s'expliquer par le fait qu'il s'agisse surtout des biens importés, dont la valeur a sensiblement diminué par rapport aux biens locaux. A vérifier.

L'analyse des dépenses diverses indique une augmentation des dépenses en éducation de 25% à Kisenso et de seulement 2% à Kimbanseke. Cette augmentation des dépenses en éducation à Kisenso pourrait certainement être liée au fait que la réhabilitation des écoles à occasionner la hausse des frais de scolarisation.

³⁴ Ligne 1.

7.2.4. Délimitation du seuil de pauvreté

Comme développé dans une publication précédente (De Herdt 2004), il ressort d'une analyse sur base d'un exercice comparative des données de 1997 et de 2002 que les indicateurs de l'incidence de la pauvreté (le pourcentage de pauvres) et du déficit de pauvreté (montant moyen à financer pour combler l'écart entre son revenu et le seuil de pauvreté) sont très sensibles au changement dans le seuil de pauvreté. Qui plus est, ce seuil de pauvreté ne peut lui-même pas être fondé théoriquement. Dans la pratique, on fixe un seuil 'conventionnel', basé partiellement sur un panier de biens nécessaires, mais en dernière instance, ce seuil reste 'conventionnel', une décision politique et non scientifique. Or, internationalement, on attache beaucoup d'attention au seuil de 1\$PPA (en pouvoir de parité d'achat) par personne par jour. C'est, de nouveau, plutôt par convention que par raisonnement théorique. Et en plus, il y a beaucoup de problèmes avec l'opérationnalisation de ce critère dans les réalités locales, congolaises: *comment convertir ce 1\$PPA en dollars courants ?*

La méthode la plus facile pour faire cette conversion a été suivie par les auteurs du Rapport de Développement Humain 2000 du Congo: "Pour des raisons de comparaisons internationales, nous avons considéré le taux de conversion du Rapport Mondial sur le Développement humain 1999, pour dégager le PIB réel exprimé en PPA" (PNUD 2000, p. 37). L'actualisation de cet exercice conduit aux données suivantes (tableau 7.4.) :

Tableau 7.4. Actualisation des données

	Exprimé en	PIB 2002	Seuil de pauvreté 1\$ PPA
1	\$ courants	110	
2	\$PPA	650	
3	2/1	5,9 ¹	
	seuil par personne par jour		0,17
	Seuil par personne par an		61,77

Source: calculs propres à base de la base de données du RDH 2004, publiés sur www.undp.org/statistics/data.

Il ressort de cette actualisation que l'écart entre le dollar courant et le dollar PPA est ici de 1 à 5,9, c'est-à-dire que le seuil de pauvreté de 1\$ PPA peut être chiffré à 0,17 dollars courants de 2002 ou à ca. 62\$ courants sur base annuelle.

Cette méthode reste néanmoins critiquable et doit être critiquer ne fût –ce que pour démontrer que le seuil de pauvreté ainsi dérivé suggère une exactitude qu'il n'a pas. Pour commencer, puisque, comme le mentionnent tout autant les auteurs du Rapport pour la RDC, "La RDC ne fait pas partie de l'échantillon à partir duquel on calcule le taux de conversion en parité du pouvoir d'achat" (PNUD 2000, p. 37). Les auteurs du Rapport Mondial de Développement Humain n'ont fait qu'estimer le facteur de conversion entre les dollars courants et les dollars PPA, ils n'ont pas fouillé les séries de prix nationaux et internationaux comme dans d'autres pays. En plus, même si on suivait cette procédure, on ferait toujours abstraction de la variation dans les prix à l'intérieur du pays (et de la ville).

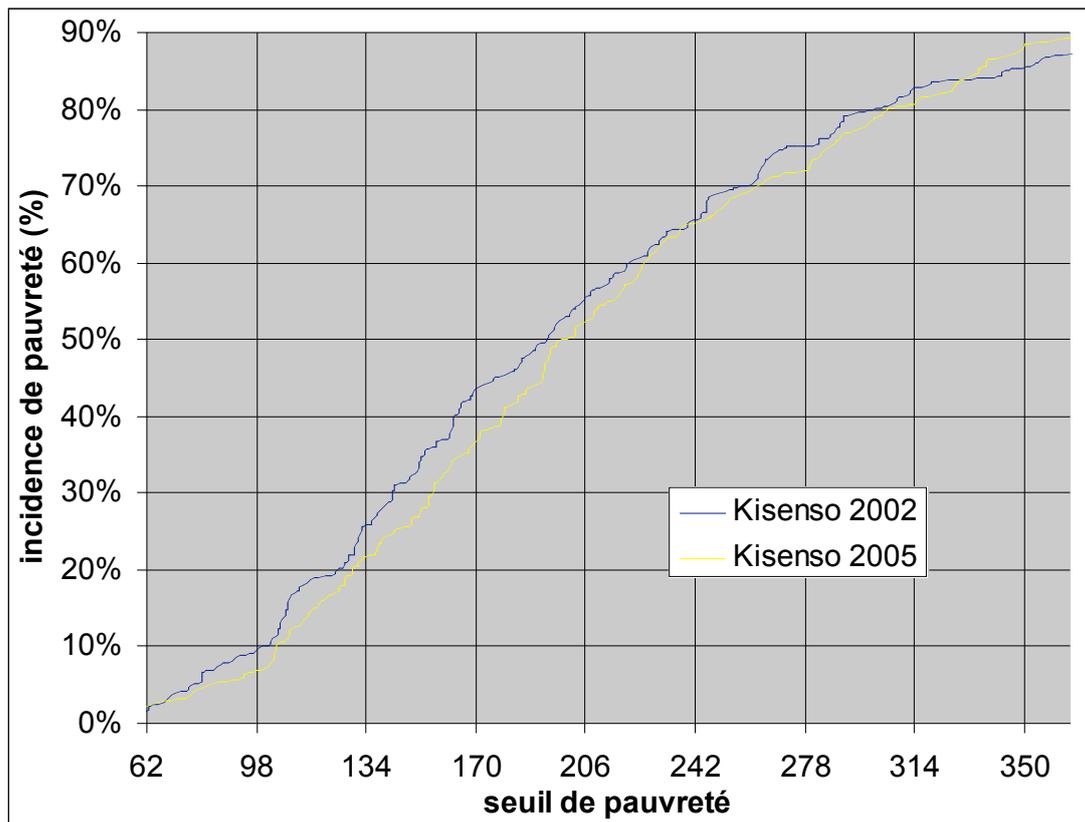
Tout ceci pour dire que (1) n'importe quel seuil doit être interprété toujours avec une large marge d'imprécision, et que (2) il n'y a pas de raisons intrinsèques qui donneraient l'avantage ou bien à l'équivalent en dollars courants du seuil de 1\$PPA ou bien au seuil de 1\$courants.

Dans de telles circonstances, une stratégie prudente serait non pas de comparer des chiffres mais plutôt des courbes (Ravallion 1996), qui montrent (a) l'incidence et (b) le déficit de pauvreté pour un intervalle raisonnable dans lequel le seuil de pauvreté peut varier. Tel est l'objet du point qui suit. Cette analyse sera basée sur la moyenne entre les deux seuils extrêmes pour arriver à un chiffre précis autour duquel le 'vrai' seuil peut être supposé varier.

Présentation des résultats

La première graphique montre l'évolution de l'incidence de pauvreté pour un seuil de pauvreté variant entre 62 et 365 dollars par an (c.à.d. les deux extrêmes du seuil de 1\$courant et de l'équivalent de 1\$PPA).

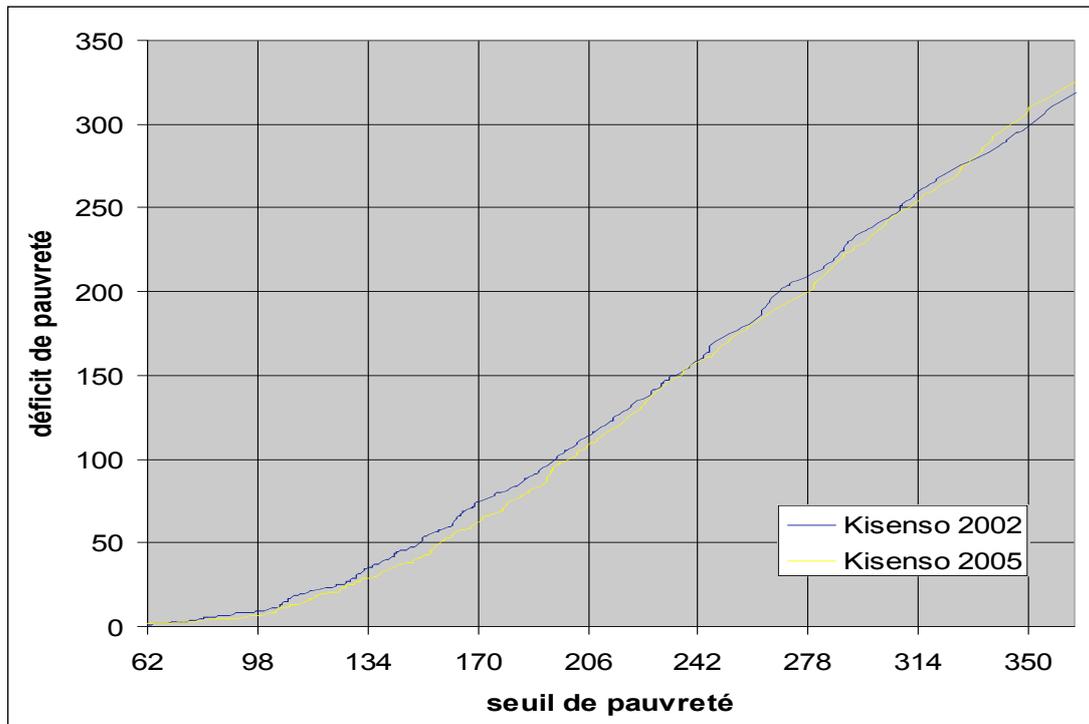
Graphique 7.3. Evolution de l'incidence de pauvreté



Le graphique démontre en premier lieu la sensibilité de l'incidence de la pauvreté aux variations dans la définition du seuil de pauvreté: celle-ci varie entre 2% (si on va avec l'équivalent du 1\$PPA) et plus que 85% (si on va avec le critère du 1\$courant par personne par jour). Plus important, cependant, est le fait que **pour presque tout l'intervalle de seuils raisonnables, l'incidence de pauvreté est plus élevée en 2002 qu'en 2005**. Sauf si on approche l'extrême du seuil de 1\$courants, la courbe de Kisenso 2002 se trouve partout au-dessus du courbe de Kisenso 2005. Pour quelques catégories de revenu (autour du 170\$courants), la différence atteint même 6 à 7%.

De la même manière, le graphique de ci-dessous exprime le déficit de pauvreté en fonction des variations du seuil de pauvreté entre 62\$ et 365\$ courants. De nouveau, la conclusion reste que le montant moyen à financer pour combler l'écart entre le revenu gagné réellement par les pauvres et le seuil de pauvreté est systématiquement plus élevé en 2002 qu'en 2005 sur tout l'intervalle entre 62-332 \$ courants.

Graphique 7.4. Evolution du déficit de pauvreté



L'analyse des deux graphiques ci-haut, permet de conclure que la pauvreté a diminué considérablement entre 2002-2005, même si la méthode utilisée ne permet pas de d'exprimer cette conclusion en chiffres exacts.

Si nous acceptons le seuil moyen entre les deux extrêmes de l'équivalent du dollar PPA et du dollar courant comme le seuil le plus raisonnable, nous arrivons à un seuil de 213\$ courants (2002) par personne par an. En fonction de ce seuil, il peut être calculer l'évolution de la pauvreté à Kisenso et à Kimbanseke comme suit :

Tableau 7.5. Evolution de la pauvreté

Catégories	Kisenso		Kimbanseke	
	2002	2005	2002	2005
Incidence de pauvreté	57%	55%	64%	60%
Déficit de pauvreté	118	122	137	127

Il ressort donc de l'analyse de ce tableau que la pauvreté a légèrement diminué à Kisenso ainsi qu'à Kimbanseke de même le déficit de pauvreté. Malheureusement les données ne permettent pas de voir les différences significatives entre les deux communes.

Il ressort donc de l'analyse de ce chapitre sur l'emploi et l'estimation de la pauvreté à Kisenso que :

Le travail des enfants tend à se réduire avec le temps. La population la plus active se situe dans la tranche de 30-50 ans

Le commerce est l'activité la plus exercée bien que la proportion de ceux qui l'exercent connaît une diminution à Kisenso au profit de l'artisanat suite certainement à l'organisation des HIMO dans cette commune.

En trois ans, le revenu moyen des ménages s'est accru. Cet accroissement est plus important à Kisenso qu'à Kimbanseke. Cette tendance s'inverse par contre dans une analyse par personne et par équivalent-adulte. En effet, bien que Kisenso s'enrichisse toujours, il s'observe ici qu'il s'enrichit moins que Kimbanseke.

La pauvreté a légèrement diminué à Kisenso ainsi qu'à Kimbanseke de même le déficit de pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

Banque Mondiale. 2000. "Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001." Combattre la pauvreté (abrégé). Washington. Banque Mondiale. p.16

Cling, Jean-pierre et al. 2002. Les Nouvelles Stratégies Internationales de lutte contre la pauvreté. Paris. Economica. p. 406.

Coleman, James. 2000. "Social Capital in the Creation of Human Capital." *Social Capital. A Multifaceted Perspective*. Washington. The World Bank. p. 13-39

De Herdt, T. 2004. *Comment mesurer la pauvreté?* Une déconstruction méthodologique de l'évolution de la pauvreté monétaire à Kisenso 1997-2002 IDPM-UA discussion paper 2004-6.

Durlauf, Steven N. and Marcel Fafchamps. 2004. "Social Capital". NBER Working paper series. Working paper 10485, May. Cambridge. NBER. p. 62. www.nber.org/papers/w10485

Fonds Social Urbain. 2002. Rapport des Ateliers de Quartiers de la Commune de Kisenso en vue de l'Elaboration du « Plan Communal de Développement ». Kinshasa. CTB. p. 56.

Howes, Steven et Jean Olson Lanjouw. 1997. "Poverty Comparisons and Household Survey Design". LSMS Working Paper n° 129. Washington. The World Bank. p.35

Houyoux, Joseph. 1973. Budgets Ménagers, Nutrition et Mode de Vie à Kinshasa. Kinshasa. Press Universitaire du Zaïre. p.303

Luzolele, Laurent et Tom De Herdt. 1999. *La pauvreté urbaine en Afrique Subsaharienne. Le Cas de Kinshasa*. Kinshasa. CEPAS. P.163

Michael, Carter and John A. Maluccio. 2003. Social Capital and Coping with Economic Shocks: An Analysis of Stunting of South African Children. *World Development* Vol.31, n°7, pp. 1147-1169.

Ministère du Plan et reconstruction Nationale. 1996. *Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes au zaïre en 1995*. Rapport final. Kinshasa. p.166

Narayan, Deepa. 1999. Bonds and Bridges. Social capital and Poverty. Washington. World Bank. p.52

Narayan, Deepa and Michael F. Cassidy. 2001. "A Dimensional Approach to Measuring Social Capital: Development and Validation of a Social Capital Inventory." *Current Sociology*. Vol.49, n° 2, March. p. 59-102.

PNUD-RDC 2000. Rapport National sur le Développement Humain 2000. Kinshasa: PNUD.

PNUD-République Démocratique du Congo. 2004. Objectifs du Millénaire pour le Développement. Kinshasa. p. 60

Rasolofo, Patrick et Nicolas Sirven. 2003. *Comprendre l'Impact du Capital Social sur les Inégalités grâce à l'Approche par les Capacités*. 3^{ème} Conférence sur l'Approche des Capacités. Italie. Université de Pavie. p. 27.

Ravallion, M. 1996. *Comparaisons de pauvreté: concepts et méthodes* (LSMS Document de travail n° 122), Washington: Banque Mondiale.

Ravallion, Martin. 1998. *Poverty Lines in Theory and Practice*. LSMS Working Paper n° 133. Washington. The World Bank. p.35

République Démocratique du Congo. 2002. Enquête Nationale sur la Situation des Enfants et des Femmes MICS2/2001. Kinshasa.p.234.

République Démocratique du Congo et le Royaume de Belgique. 2001. Le Fonds Social Urbain pour la Ville de Kinshasa. Draft. p. 73

Spiegel, Murray.1985. *Probabilités et statistique*. Paris. McGraw-Hill. p. 385

Stuart, Alan. 1984. *The ideas of sampling*. London. Charles Griffin House. p.91

The World Bank. 1993. Implementing the World Bank's Strategy to reduce Poverty; progress and challenges. Washington. World Bank. p. 98;

The World Bank. 2000. *World development indicators 2000*. Washington. World Bank. p. 389

Tshimanga, Claudine. 2003. Rapport d'enquêtes effectuées en mars 2002 dans la commune de Kisenso. Version finale. UA-FCK

Tshimanga, Claudine. 2003. Pauvreté, Habitat et Capital social dans les ménages de la ville de Kinshasa. *Afrique et développement* (17) pp. 83-148

Tshimanga, Claudine. 2004. Analyse Multidimensionnelle de la pauvreté dans les ménages de Kisenso. *Afrique et développement* (19) pp. 181-210.

Uphoff, Norman. 2000. "Understanding Social Capital: Learning from the Analysis and experience of Participation." *Social Capital. A Multifaceted Perspective*. Washington: The World Bank. p. 215-247
Woolcock, Michael et Deepa Narayan. 2000. "Social capital: Implications for development theory research and policy." *The World Bank Research observer*. Vol. 15, n° 2. Washington. World Bank. p. 225-249

World Health Organization. 1983. *Measuring change in nutritional status*. Guidelines for Assessing the Nutritional Impact of Supplementary Feeding Programmes for Vulnerable Groups. Geneva. WHO. p.101.

World bank. 2002. *A User's Guide to Poverty and Social Impact Analysis*. Work in progress. World Bank. p. 88.

World Bank. 2002. Integrated Questionnaire for the Measurement of Social Capital. The World Bank Social Capital Thematic Group. 4 march. p.44.

Yates, Frank. 1981. *Sampling Methods for Censuses and Surveys*. England. Charles Griffin. 4ème éd. p.458.

ANNEXES

Annexe 1.1. Répartition de l'échantillon par grands groupes d'âge et sexe

Groupes d'âge	KISENSO			KIMBANSEKE			ENSEMBLE		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
2002									
0-4 ans	8,6	8,2	16,8	6,5	9,2	15,8	8,1	8,4	16,5
5-14 ans	13,2	13,6	26,9	13,5	14,0	27,4	13,3	13,7	27,0
15-19 ans	5,2	6,6	11,8	6,3	8,7	14,9	5,5	7,1	12,6
20-64 ans	20,9	21,4	42,3	20,8	20,0	40,8	20,9	21,0	41,9
65 ans et plus	1,2	1,1	2,2	0,7	0,4	1,1	1,0	0,9	1,9
Total	49,2	50,8	100	47,7	52,3	100	48,8	51,2	100
Effectif	1023	1058	2081	351	385	736	1374	1443	2817
2005									
0-4 ans	7,0	8,0	15,0	8,2	10,0	18,2	7,3	8,4	15,7
5-14 ans	12,2	13,1	25,3	12,8	16,2	29,0	12,4	13,8	26,2
15-19 ans	5,7	6,6	12,3	5,7	6,0	11,6	5,7	6,5	12,1
20-64 ans	21,6	23,5	45,0	18,8	21,3	40,0	20,9	23,0	43,9
65 ans et plus	1,3	1,0	2,3	0,7	0,4	1,2	1,2	0,9	2,1
Total	47,8	52,2	100	46,1	53,9	100	47,4	52,6	100
Effectif	1062	1159	2221	310	362	672	1372	1521	2893

Annexe 2.1. La situation de l'assainissement des logements en 2005 (en %)

Caractéristiques	Rue praticable	Evacuation d'eau ³⁵	Bassin parcelle ³⁶	Bassin avenue ³⁷	Présence érosion ³⁸	Programme LAE ³⁹
QUARTIERS						
Amba	54,2	12,5	50,0	45,8	50,0	90,0
Regideso	28,6	21,4	71,4	64,3	50,0	90,0
Mission	63,2	21,1	68,4	63,2	42,1	91,7
Mbuku	22,2	7,4	46,2	29,6	85,2	72,2
Révolution	20,0	0,0	40,0	20,0	20,0	100,0
Libération	6,3	6,3	43,8	31,3	56,3	81,8
17 MAI	21,1	10,5	42,1	42,1	68,4	100,0
Kinseso gare	33,3	0,0	50,0	29,2	66,7	90,9
Dingi dingi	31,3	6,3	0,0	6,3	6,3	50,0
Nsola	35,7	7,1	0,0	14,3	7,1	100,0
Kabila	33,3	0,0	39,4	18,2	54,5	72,7
Ngomba	6,3	0,0	66,7	37,5	81,3	100,0
Kumbu	61,1	11,1	33,3	33,3	33,3	16,7
Mujinga	23,1	23,1	76,9	61,5	76,9	80,0
Kitomesa	28,6	0,0	14,3	14,3	83,3	100,0
De la paix	80,0	10,0	10,0	0,0	20,0	50,0
Bikanga	25,0	18,8	68,8	31,3	81,3	83,3
Effectif	296	296	294	296	295	139
indéterminés	1	1	3	1	2	158
Total	297	297	297	297	297	297
COMMUNES						
Kisenso	33,8	8,8	44,2	32,8	53,9	82,7
Kimbanseke	25,5	3,0	16,2	12,1	52,5	20,0
Total	394	394	393	395	394	144

Annexe 2.2. La répartition des ménages selon le type de matériaux de toiture du logement.

Communes	Type de matériaux de toiture				Effectifs	
	Tôles		Autres matériaux		2002	2005
	2002	2005	2002	2005		
Kisenso	98,6	98,0	1,4	2,0	300	295
Kimbanseke	99,	100,0	1,0	0,0	97	100

Annexe 2.3. Présence d'une cuisine aménagée dans le logement (en %)

Communes	Cuisine aménagée		Effectifs	
	2002	2005	2002	2005
Kisenso	5,6	248	7,6	251
Kimbanseke	3,2	94	5,3	94

³⁵ Présence conduite d'évacuation d'eau sur l'avenue

³⁶ Présence bassin de rétention d'eau dans la parcelle

³⁷ Présence bassin de rétention d'eau sur l'avenue

³⁸ Présence d'érosion sur la rue

³⁹ Existence d'un programme de lutte anti-érosive

Annexe 2.4. Source d'eau potable utilisée par les ménages

Périodes	Source d'eau potable utilisée par les ménages								Total
	Robinet dans la parcelle	Robinet dans parcelle familiale	Robinet dans autre parcelle	Fontaine publique	Puits dans la parcelle	Source	Puits dans autre parcelle	Autres	
Kisenso									
2002	11,6	2,3	44,9	9,6	5,6	20,3	5,6	0,0	301
2005	14,5	2,0	50,8	14,1	0,7	7,4	10,1	0,3	297
Kimbanseke									
2002	12,1	1,0	35,4	10,1	1,0	23,2	16,2	1,0	99
2005	3,0	1,0	44,4	6,1	0,0	13,1	32,3	0,0	99

Annexe 2.5. Pourcentage de la population ayant facilement accès à l'eau par quartiers.

Quartiers	Accès facile à l'eau	
	2002	2005
Kisenso		
Amba	40,7	66,7
Regideso	42,9	85,7
Mission	23,5	89,5
Mbuku	55,6	37,0
Révolution	90,9	90,0
Libération	43,8	81,3
17 MAI	63,2	66,7
Kinseso gare	83,3	91,7
Dingi dingi	100,0	100,0
Nsola	83,3	100,0
Kabila	75,9	67,7
Ngomba	71,4	81,3
Kumbu	36,8	77,8
Mujinga	50,0	61,5
Kitomesa	100,0	66,7
Bikanga	87,5	87,5
De la paix	100,0	100,0
Effectif	287	292
Kimbanseke		
Luebo	43,2	56,8
Mokali	50,0	38,2
Effectif	96	92

Tableau 4.1. Evolution de la fréquentation scolaire par école de 1999 à 2004

Dénomination	Quartiers	Réseaux	R/NR	Date de Création	Année de Réhabilitation	1999-2000 Total- Filles	2000-2001 Total- Filles	2001-2002 Total- Filles	2002-2003 Total- Filles	2003-2004 Total- Filles	2004-2005 Total- Filles
EP Nzam Akwem	17 Mai	Prot		1990		300-150	310-150	150-75	100-25	139-64	321-160
EP7 Kisenso	17 Mai	Kimb	R	1996	2004	994-521	870-447	623-325	503-253	433-226	1106-300
EP Matota	17 Mai	Prot	R	1972	2004	550-200	430-180	340-110	295-100	335-135	427-208
Inst Munkonda	17 Mai	Prot	R	1976	2003	359-221	337-172	273-153	440-237	261-149	420-210
EP 11 Kisenso	Amba	Sal	R	1975		721-349	715-357	654-346	665-321	655-340	670-350
EP 2 Mokili	Amba	Prot		1977		236-103	211-98	187-84	156-68	199-101	250-120
EP 8 Kisenso	Amba	Sal	R	1975		562-292	595-314	665-300	613-302	747-379	370-190
EP De la Paix	Amba	Isl		1986		289-136	268-140	243-112	254-127	256-132	195-90
Inst Mabuidi	Amba	Sal	R	1994	2004	424-224	49-290	516-300	409-288	501-276	300-190
EP 1 Kitomesa	Dingi ²	Cath		1974		480-270	505-200	580-280	773-364	776-360	702-330
EP 10 Kisenso	Kabila	NC	R	1974	2002	233-114	191-86	146-76	419-199	577-285	570-351
EP1 Lemba-Gare	Kabila	Prot	R	1973	2003	455-242	440-240	388-212	293-163	301-160	250-120
EP Lusambo	Kabila	Isl	R	1978		383-186	439-181	407-242	354-181	313-165	190-95
EP Mibeko	Kabila	Kimb		1985		215-116	236-131	311-115	230-118	124-55	140-70
EP2 Lemba-Gare	Kisenso	NC	R	1974	2003	428-197	360-164	300-141	374-163	468-212	729-351
EP9 Kisenso	Kisenso	Prot	R			63-23	30-11	35-11	130-55	181-66	478-421
EP Nlembani	Kisenso	Prot	R	1991	2004	301-155	301-146	301-140	210-96	178-104	415-217
EP 6 Kisenso	Kitomesa	Prot	R	1974		530-230	301-164	280-160	219-99	306-164	684-339
EP Tutuma	Libération	Sal	R	1991		370-170	321-160	256-155	297-145	223-118	220-100
EP 3 Livulu	Libération	Prot	R	1975	2002	150-82	214-106	155-80	150-80	140-80	312-140
EP 5 Livulu	Mbuku	Cath	R	1980	2004	640-302 ⁴⁰	812-385	640-300	496-239	718-363	983-437
EP Tobongisa	Mbuku	Prot		1997		475-230	399-209	398-198	205-92	200-94	202-116
EP Carmen de Salles	Mbuku	Cath		1997		135-32 ⁴¹	205-67	281-43	368-42	350-47	399-178
EP 12 Kisenso	Mission	Cath	R	1976		817-328	852-357	997-305	859-319	1219-45	1304-581
EP 1 Kisenso	Mission	Cath	R	1959		729-529	796-540	865-502	1008-538	1082-548	1136-579
EP 2 Kisenso	Mission	Prot	R		2002	236-122	318-167	442-225	487-237	600-269	404-204
EP 3 Kisenso	Mission	Prot	R	1963	2003	193-23	126-75	106-56	126-61	151-86	320-173
EP 4 Kisenso	Mission	Prot	R	1963	2003	214-112	214-112	214-112	251-127	116-65	360-186
EP Luse	Mission	Prot		1980		378-199	272-161	294-166	188-103	204-100	144-64
EP Vinda	Mission	Prot	R		2002	229-109	315-150	345-200	420-216	477-237	325-200
Inst de la Colline	Mission	Cath	R	1978		586-358	731-418	735-368	765-402	988-533	792-390
ITP Kisenso	Mission	Cath		1971		903-85	801-77	802-56	833-65	570-55	613-53 ⁴²
EP 1 Bikanga	Nsola	Prot	R	1967	2002	802-442	765-357	749-411	788-390	726-370	622-295
EP 2 Bikanga	Nsola	Prot	R	1967	2002	400-192	465-245	400-206	564-292	585-293	431-295
EP 5 Kisenso	Nsola	Prot		1972		912-450	950-489	1012-507	1036-558	1066-538	1055-529
Inst II Kisenso	Nsola	Prot		1995		270-147	289-151	258-138	275-136	260-132	175-83
ISC de Kisenso	Nsola	Prot		1977		739-354	633-385	829-414	718-330	669-329	307-207

Condensé d'informations élaborées par Tom De Herdt sur le secteur éducatif à Kisenso (2004)
Répertoires des écoles de la sous-division de Matete (2002-2003, 2003-2004, 2004-2005)

Légende :

Prot	: Protestant
Cath	: Catholique
Isl	: Islamique
Sal	: Salutiste
Kimb	: Kimbanguiste
NC	: Non Conventionné
R	: Réhabilité
NR	: Non-réhabilité

⁴⁰ Calculé à partir du pourcentage moyen des filles pour les cinq autres années.

⁴¹ Calculé à partir du pourcentage moyen des filles pour les cinq autres années.

⁴² Idem

Annexe 5.1. Prévalence de la malnutrition chronique (taille pour âge) chez les enfants de moins de 5 ans

Caractéristiques	Niveau de malnutrition chronique en %		
	Modérée ou sévère <-2ET	Sévère <-3 ET	Effectifs
COMMUNE			
Kisenso 02	33,4	14,1	348
Kimbanseke 02	39,3	17,9	112
Kisenso 05	26,5	14,2	352
kimbanseke 05	26,2	17,2	122
Sexe			
Homme 02	35,6	12,3	227
Femme 02	33,9	17,6	233
Homme 05	28,3	14,6	205
Femme 05	24,8	15,0	246
TRANCHE D'AGE			
2002			
<6mois	4,9	1,6	61
6-11 mois	6,3		48
12-23 mois	14,3	13,3	98
24-35 mois	28,6	20,4	98
36-47 mois	21,5	26,6	79
48-59 mois	34,2	18,4	76
2005			
<6mois		7,3	55
6-11 mois		6,8	44
12-23 mois	13,8	12,8	94
24-35 mois	13,4	15,5	97
36-47 mois	18,5	18,5	65
48-59 mois	14,6	21,9	96

Annexe 5.2. Prévalence de la malnutrition aiguë (poids pour taille) chez les enfants de moins de 5 ans

Caractéristiques	Niveau de malnutrition aiguë en %		
	Modérée ou sévère <-2ET	Sévère <-3 ET	Effectifs
COMMUNE			
Kisenso 02	14,7	2,9	348
Kimbanseke 02	17,0	5,4	112
Kisenso 05	18,6	11,9	352
Kimbanseke 05	19,7	11,5	122
Sexe			
Homme 02	15,4	3,5	227
Femme 02	15,0	3,4	233
Homme 05	27,4	15,6	205
Femme 05	14,2	8,5	246
TRANCHE D'AGE			
2002			
<6mois	9,8	1,6	61
6-11 mois	20,9	6,3	48
12-23 mois	22,4	2,0	98
24-35 mois	15,3	5,1	98
36-47 mois	12,7	1,3	79
48-59 mois	9,2	5,3	76
2005			
<6mois	9,1	3,6	55
6-11 mois	13,6	6,8	44
12-23 mois	21,2	13,8	94
24-35 mois	20,6	12,4	97
36-47 mois	18,5	12,3	65
48-59 mois	22,9	15,6	96

Annexe 5.3. Prévalence de l'insuffisance pondérale (poids pour âge) chez les enfants de moins de 5 ans

Caractéristiques	Niveau de malnutrition aiguë en %		
	Modérée ou sévère <-2ET	Sévère <-3 ET	Effectifs
COMMUNE			
Kisenso 02	33,8	8,7	335
Kimbanseke 02	31,2	11,9	109
Kisenso 05	28,5	7,9	315
kimbanseke 05	30,5	13,6	118
Sexe			
Homme 02	35,7	7,8	219
Femme 02	30,7	11,1	225
Homme 05	32,7	8,7	196
Femme 05	26,1	10,1	237
TRANCHE D'AGE			
2002			
<6mois	3,4	0,0	58
6-11 mois	26,7	11,1	45
12-23 mois	33,0	7,2	97
24-35 mois	37,9	11,6	95
36-47 mois	43,6	12,8	78
48-59 mois	43,7	12,7	71
2005			
<6mois	6	0,0	50
6-11 mois	12,2	2,4	41
12-23 mois	36,7	11,1	90
24-35 mois	31,9	10,6	94
36-47 mois	31,7	7,9	63
48-59 mois	36,9	15,8	95

Annexe 6.1. Adhésion au groupe

Types de groupe	Kisenso		Kimbanseke	
	2002	2005	2002	2005
Groupe religieux/spirituel	51,2	29,1	48,0	32,1
Groupe culturel/social	12,0	6,9	12,6	3,6
Groupe ethnique	5,2	1,6	5,2	1,4
Organisation communautaire	0,9	0,7	1,9	0,4
Groupe sportif	0,9	0,7	0,5	1,1
Groupe pour services de bases	0	0,2	0	0
Groupe de production	0,3	0,3	0	0
Union/syndicat	3,0	0,3	0,5	0
Parti politique	0,7	0,5	0	0
Association professionnelle	0,1	0,3	5,3	0
Mouvement social	0,5	0,5	1,0	0
Autres associations	0,1	0,2	0,5	0
Membre groupe	50,5	33,4	41,9	36,8

Annexe 6.2. Groupe préféré

Groupes préférés	Kisenso		Kimbanseke	
	2002	2005	2002	2005
Religieux/spirituel	63,7	86,5	53,1	88,5
Culturel/social	3,5	3,2	10,2	3,3
Ethnique	2,3	2,2	0,0	1,6
Communautaire/quartier	1,2	1,6	2,0	3,3
Sportif	0,0	2,2	2,0	0,0
Production	0,0	1,1	0,0	0,0
Union/syndicat	0,6	0,0	0,0	0,0
Politique	0,0	0,5	0,0	1,6
Professionnelle	0,0	1,1	4,1	0,0
Mouvement social	0,6	1,6	0,0	1,6
Pas de préférence	28,1	0,0	28,6	0,0
Effectifs	171	185	49	61
Indéterminés	130	112	50	39
Total	301	297	99	100

Annexe 7 Catégorisation socioprofessionnelle sur base de la principale activité exercée les 12 derniers mois

Catégorisation des réponses données

- Agriculteur
- Artisan et ouvrier
- Commerçant
- Employé
- Cadre
- Débrouille
- Police ou militaire
- Autres

Contenu des différentes catégories sur bases des réponses obtenues

Agriculteur :

- Agriculture, Agronomie, Champs, Cultivatrice, Eleveur, Maraîchère, Vétérinaire, Jardinier, etc.

Artisanat :

- Aide charpentier, Ajusteur, Artisan, Bijoutier, Boulanger, Ferrailleur, Chauffeur, Chauffeur mécanicien, Coiffeur, Constructeur, Cordonnier, Couturier, Electricien, Frigoriste, jardinier, Electronicien, Maçon, Mécanicien, Menuisier, Pâtissier, Peintre, Plombier, Pousse pousseur, Quado, ouvrier, Boy chauffeur, Cantonnier, Chargeur, porteur, cireur, Receveur, Distillation, Parfum, tous travaux, tresse cheveux, etc.

Commerce :

- Commerçant, Fournisseur, télécommunication, Chaleur, Vente (boutique, braise, café, Chikwanga, cigarette, cocotier, boisson, copeau, pain, sachet, habits, œufs, eau en sachet, farine, feuille de manioc, friperie, fruits, gâteau, gibiers, huiles, jus, légumes, boisson, pétrole, etc.)

Employé :

- Agent (Afrimico, de prison, de sécurité, de la SNEL, pharmacie, Onatra, Ozacaf, Regideso), Bonne, Bureaucrate, Employé, Employé de maison, Gérant, Infirmier, Fonctionnaire, Fille de salle, Garçon de chambre, Instituteur, dactylo, Informaticien, opérateur, enseignant, maître, comptable, domestique, cuisinier, salarié,, sentinelle, lavandière, Gérant, etc.

Cadre :

- Ingénieur, Architecte, Cadre, Chef de service, Directeur, Professeur, Chef coutumier, etc.

Débrouille :

- Biyungula,, Débrouillard, Coup de main, etc.

Police et militaire

Autres :

- Toutes les réponses non claires (restaurant, assainissement, cours d'anglais, informatique, ONG). Elle comprend aussi les Pensionnés, Pasteur, commissionnaire, Transporteur, Diacre, Hôtel de ville, Distribution, Pharmacie, Convoyeur, etc.



Universiteit
d'Anvers



INSTITUT DE POLITIQUE ET DE GESTION
DU DEVELOPPEMENT